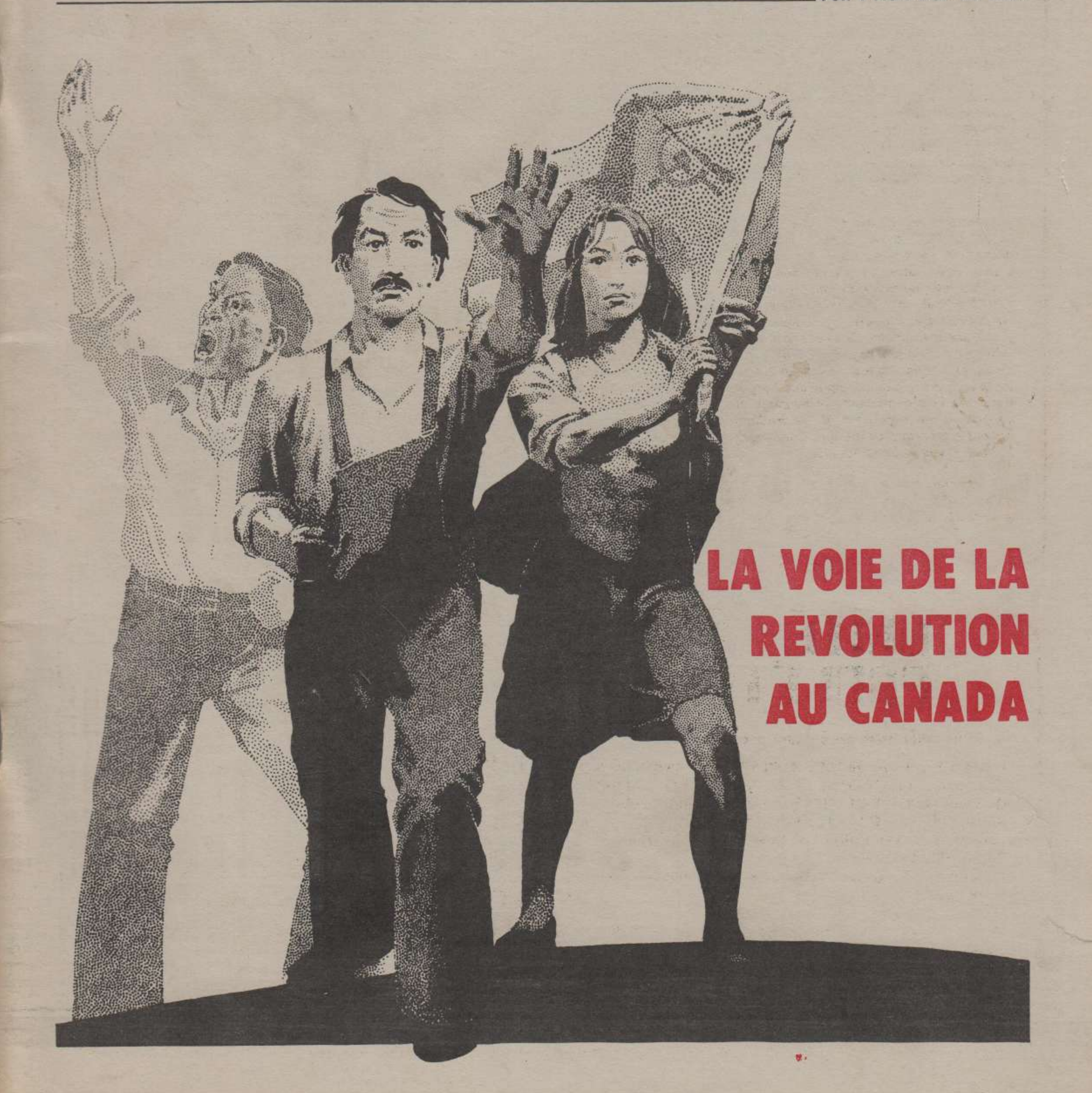
UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

Vol. 1 No 3 Février 1977



LA VOIE DE LA REVOLUTION AU CANADA

CAMPAGNE DE FINANCEMENT

SE DONNER LES MOYENS DE VAINCRE LA BOURGEOISIE!

La lutte pour édifier un parti prolétarien dans notre pays a fait des pas importants dans les derniers mois. L'unité du prolétariat des deux nations s'est concrétisée dans des gestes précis comme la manifestation du 22 mars à Ottawa et la grève générale du 14 octobre qui a parcouru le pays, depuis Vancouver jusqu'à Halifax. Le mouvement marxiste-léniniste s'est développé au sein de cette lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et la première Conférence nationale sur l'unité, organisée par EN LUTTE! le 9 octobre dernier, a prouvé comment est grand et sincère le désir des communistes canadiens de s'unir et de rallier plus largement encore les masses. La révolution canadienne va de l'avant et fait tous les jours des progrès.

C'est par le soutien des masses et de ses propres membres qu'EN LUTTE! a pu jusqu'à maintenant concrétiser son désir d'unité et développer tous les instruments indispensables pour mener cette lutte. Le journal bilingue, les suppléments au journal, les brochures, le premier numéro de la revue UNITE PROLETARIENNE, la première Conférence nationale sur l'unité, suivie bientôt d'une deuxième, toutes ces activités sont essentielles pour que les points de vue s'expriment largement, pour que le prolétariat de notre pays participe à la lutte pour l'unité des communistes. Mais toutes ces activités coûtent aussi très cher... Penchons-nous par exemple sur l'organisation d'une Conférence dans une ville canadienne et pensons aux frais d'impression, d'organisation, de déplacement, de traduction que cela implique, ou encore sur ce que coûte le développement de la presse du groupe: journal, revue, brochures, etc...

Il est clair que si notre base financière ne se développe pas au même rythme que le reste des activités, le travail, et la vitesse à laquelle progresse la lutte pour l'unité vont devoir être freinés.

C'est pourquoi c'est un devoir pour tout ouvrier révolutionnaire, pour tout militant, pour tout progressiste qui fait du parti prolétarien son propre objectif de soutenir le groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! dans la lutte pour l'unité du prolétariat et des communistes canadiens, et d'engager tous ses camarades et amis à participer à ce soutien.

La lutte pour le parti prolétarien représente à l'heure actuelle l'intérêt fondamental du prolétariat, et le mouvement marxiste-léniniste est le lieu où cette lutte s'organise. C'est pourquoi il est vital que le prolétariat et les masses canadiennes soutiennent les groupes engagés dans la lutte pour l'unité des communistes, et s'engagent eux-mêmes dans cette lutte. C'est pourquoi EN LUTTE! et les autres groupes du mouvement communiste ne peuvent compter que sur les masses pour les soutenir financièrement.

Camarades ouvriers, camarades et amis, emparons-nous tous de la nécessité de soutenir financièrement la lutte pour le parti. Donnons-nous les moyens de vaincre la bourgeoisie!

Multiplions les abonnements au journal et à la revue. Voilà de bons moyens pour renforcer financièrement la lutte engagée pour construire le parti du prolétariat au Canada.

Osons faire preuve d'initiative dans les moyens à prendre pour que pénètrent nos instruments d'agitation et de propagande dans les masses.

Travaillons à l'unité du mouvement communiste et du prolétariat!

Soutenons financièrement EN LUTTE!


UNITÉ PROLÉTARIENNE
Revue théorique du groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!
Vol 1 No 3 Février 1977
LA VOIE DE LA REVOLUTION AU CANADA

SOMMAIRE

Editorial

L'ANTI-COMMUNISME: TACTIQUE BOURGEOISE POUR DIVISER LE PEUPLE ET SABOTER SA LUTTE!

La détérioration des conditions de vie et de travail des masses populaires, l'augmentation constante des prix des biens nécessaires, la hausse considérable du chômage, autant d'effets de la crise de l'impérialisme dans notre pays qui commandent la plus grande mobilisation des masses dans la lutte, la plus grande solidarité populaire envers les travailleurs et les travailleuses en lutte, la plus grande unité du prolétariat. Car même si seul le socialisme peut apporter une solution véritable a la crise du capitalisme, même si la lutte pour le socialisme doit être menée dès maintenant, il faut savoir que c'est précisément en s'opposant vigoureusement aux tentatives de la bourgeoisie de faire porter le poids de sa crise sur le dos des travailleurs, que ceux-ci feront avancer leur cause. Les ouvriers et les ouvrières d'avant-garde, les travailleurs et les travailleuses les plus combatifs l'ont compris et ils s'emploient à entrainer leurs frères et leurs soeurs de classe dans la lutte, non seulement dans le but de remporter des victoires immédiates, mais surtout dans celui d'amorcer la lutte à finir contre le capitalisme. Ce sont ces éléments avancés du prolétariat et des masses qui rallient de plus en plus nombreux les rangs du mouvement communiste (m-l), bien conscients que là réside la seule voie vers la révolution socialiste.

La réaction a vite compris l'importance de ces développements relativement récents dans le mouvement ouvrier canadien encore largement dominé par le réformisme, la social-démocratie, le nationalisme bourgeois, bref par le révisionnisme, par cette croyance erronée, répandue par la réaction, par les agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier qui tentent de tromper les masses et de faire croire que le socialisme résultera d'un certain nombre de réformes opérées par ... la bourgeoisie elle-même! sous la simple pression exercée par les mémoires des centrales syndicales et des partis réformistes bourgeois. Mais la réaction a découvert ces dernières années que ces propos mensongers étaient de plus en plus contestés au sein même du mouvement ouvrier; elle a aussi découvert qu'à l'origine de ce rejet du réformisme sous toutes ses formes il y avait l'adhésion croissante des travailleurs avancés au marxisme-léninisme.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir apparaître un nombre grandissant de défenseurs du système capitaliste: il y a les éditorialistes et les chroniqueurs des journaux bourgeois qui s'appliquent à faire apparaître les syndicalistes les plus combatifs comme des radicaux coupés des masses laborieuses; il y a les porte-parole des patrons qui font l'éloge du capitalisme, de la libre entreprise et vantent les bienfaits des bas salaires pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs! Mais pire encore, il y a les boss syndicaux vendus aux intérêts du capital qui ont entrepris une

véritable campagne anti-communiste qui leur sert de prétexte à condamner toutes les forces progressistes du mouvement ouvrier, les communistes, les marxistes et les "maxisants"! La bourgeoisie se sent menacée: aussi use-t-elle de tous les moyens dont elle dispose – et ils sont importants – pour contrer la volonté des masses, semer la division dans leurs rangs et saboter leurs luttes. L'utilisation des boss syndicaux corrompus, de ces faux progressistes qui, dès que la lutte de classe du prolétariat s'aiguise, brandissent le drapeau de l'anti-communisme, le drapeau du conservatisme et de la réaction, compte parmi les plus anciennes tactiques de la bourgeoisie.

Il arrive malheureusement que dans notre pays en ce moment, des éléments mal inspirés du mouvement marxiste-léniniste développent des points de vue et utilisent des méthodes qui font tout à fait le jeu de l'anti-communisme, des points de vue et des méthodes qui, loin de gagner les masses au communisme, leur font apparaître celui-ci comme le contraire de la démocratie, comme la préfiguration du totalitarisme aveugle... au grand plaisir de la bourgeoisie. L'anti-communisme trouve sa source dans les intérêts de classe de la bourgeoisie qui cherche ainsi à se prémunir contre les dangers de perdre le pouvoir; l'anti-communisme trouve aujourd'hui ses principaux agents parmi les boss syndicaux corrompus qui cherchent ainsi à se gagner les bonnes grâces des bourgeois; enfin l'anti-communisme trouve trop souvent un terrain propice à son développement dans les erreurs mêmes de certains communistes.

* * *

L'histoire du mouvement ouvrier canadien est riche d'enseignements à cet égard, des enseignements qui devraient permettre à la classe ouvrière aujourd'hui de démasquer plus facilement ses ennemis et plus particulièrement ceux de ses ennemis qui se présentent sous des dehors de progressistes, de réformistes pour mieux tromper la bonne foi des ouvriers et des travailleurs engagés dans la lutte et désireux de la mener jusqu'au bout. On doit se rappeler que plusieurs de ces faux réformistes ont été dans les années 40 et 50 des agents de la bourgeoisie dans les syndicats canadiens et ont été les artisans de l'élimination des directions syndicales progressistes que les communistes avaient contribué à faire triompher sur les boss syndicaux corrompus. On doit savoir que les David Lewis, ex-chef du N.P.D., les Louis Laberge, président de la F.T.Q. ont été de ces collaborateurs de la bourgeoisie dans sa lutte contre les communistes; ces valets du capital infiltrés dans le mouvement ouvrier ont ainsi été les complices objectifs de bandits comme Hal Banks que la bourgeoisie canadienne avait fait spécialement venir des U.S.A. pour combattre le communisme dans les syndicats de matelots.

Voici qu'avec la montée du mouvement marxiste-léniniste à l'échelle du pays, les vipères sortent de nouveau de leur cachette et se lancent dans des campagnes à fond de train contre tous les éléments progressistes présents dans les syndicats les qualifiant, suprême injure! de communistes, de marxistes ou de "marxisants"! Jean Gérin-Lajoie, directeur des Métallos pour l'est du Canada et supporteur actif du P.Q., tout en étant l'agent d'une union américaine corrompue, est le prototype le plus répugnant qu'on puisse imaginer de ce genre de traîtres à la classe ouvrière. Prétendant, comme partisan du P.Q., être au service des travailleurs québécois, il se fait vivre comme une putain par une union internationale c'est-à-dire américaine, pour laquelle les intérêts du prolétariat québécois et canadien sont le dernier des soucis. Prétendant, comme son ami Théo Gagné, lui aussi dirigeant des Métallos à Rouyn-Noranda et membre de la direction du P.Q. être depuis des années un défenseur de la santé des ouvriers, on l'a vu s'opposer catégoriquement ces dernières années aux ouvriers progressistes de la Canadian Steel et de la Carter White Lead, deux usines de Montréal où les ouvriers avaient organisé des grèves "illégales" pour ne pas mourir au travail.

C'est ce minable individu, démagogue et menteur comme le pire politicien bourgeois, qui aujourd'hui s'apprête à prendre la tête de la lutte anti-communiste au Québec, au grand plaisir du P.Q. évidemment et du N.P.D. et du C.T.C. et du gouvernement bourgeois de Trudeau et de toute la bourgeoisie. Pour juger de la valeur des paroles de Gérin-Lajoie, il faudra

mettre ses actes dans la balance. Or les actes de Jean Gérin-Lajoie prouvent depuis des années que ses paroles ne sont que mensonges et tromperies, si bien qu'il n'y a que les éditorialistes bourgeois, tel Vincent Prince de La Presse *et Claude Ryan du* Devoir *pour s'en réjouir ouvertement.*

Jean Gérin-Lajoie et ses semblables, souvent moins bavards, sont aujourd'hui engagés dans une campagne systématique visant à détruire l'influence croissante des idées communistes dans le mouvement ouvrier. Et pourquoi, pensez-vous? Tout simplement pour servir leurs intérêts personnels en défendant ceux de la bourgeoisie avec promesse de récompense. Peu de temps après l'élection du P.Q., Jean Gérin-Lajoie invitait René Lévesque au Congrès des Métallos à Fermont dans le Nord Est du Québec alors qu'il livrait sa dénonciation virulente des communistes et des "marxisants", c'est-à-dire de tous ceux qui ne sont pas victimes de la démagogie péquiste. René Lévesque, pour sa part, confiait aux journalistes qu'il entérinait tout à fait les propos de Gérin-Lajoie. Quoi de plus normal, de la part de deux bourgeois, soi-disant réformistes, dont le rôle est de maintenir l'exploitation des masses laborieuses! Mais ce qu'il faut aussi savoir, c'est que quelques jours plus tard le ministre Charron du cabinet Lévesque annonçait que Monsieur Jean Gérin-Lajoie ferait partie, avec d'autres oins bourgeois, d'un comité ministériel chargé de déterminer le sort des installations olympiques de Montréal! Jean Gérin-Lajoie va-t-il essayer de faire croire aux ouvriers de la métallurgie qu'il a accepté ce poste grassement rémunéré, comme tous les postes dans des comités gouvernementaux, pour leur bien, pour la défense de leurs intérêts, pour leur santé peut être? Non, Jean Gérin-Lajoie n'est rien d'autre qu'un collaborateur de l'Etat bourgeois au Québec, un traître, par conséquent, à la classe ouvrière. Bien plus, comme dirigeant d'une union américaine, riche, puissante et carrément réactionnaire, il est, en outre, un agent direct de l'impérialisme américain dans notre pays.

La collaboration des boss syndicaux corrompus du Québec avec le P.Q. et avec le grand capital ouvrira les yeux des ouvriers et des masses sur le genre de parti qu'est le P.Q. pour s'accoquiner avec ce genre d'hommes, tout comme la collaboration des boss syndicaux corrompus du Canada anglais avec le N.P.D. a déjà ouvert les yeux à de très nombreux travailleurs de Colombie britannique, du Manitoba et de la Saskatchewan, entre autres, sur le genre de politiciens qu'on trouve au N.P.D. et sur legenre de syndicalistes qu'on trouve au C.T.C. qui appuie encore le N.P.D.

* * *

Les ouvriers et les travailleurs canadiens ne seront pas longtemps dupes des réactionnaires infiltrés dans les rangs du mouvement ouvrier pour y défendre les intérêts de la bourgeoisie en y poussant la promotion de partis faussement réformistes comme le P.Q. et le N.P.D., des partis qui peuvent avoir parfois la parole à gauche, du côté du progrès, mais qui, quand vient le temps d'agir, ont toujours le geste à droite, du côté des intérêts de la bourgeoisie, du côté de la réaction. Ces partis d'ailleurs et leurs supporteurs à la Jean Gérin-Lajoie, à la Louis Laberge, à la Charbonneau, au Québec, à la Joe Morris, à la David Lewis, au Canada anglais, se démasquent eux-mêmes quotidiennement, à chaque fois que des ouvriers doivent défier les lois bourgeoises pour défendre leurs intérêts: inévitablement ils trouvent ces partis et ces traîtres sur leur chemin, ils les trouvent en fait sur la premère ligne de l'armée de la réaction, la ligne de ceux qui défendent le capital en prétendant être du bord des travailleurs et du peuple.

Les Gérin-Lajoie, les Laberge et les Morris n'ont rien inventé, ni le P.Q. ni le N.P.D. d'ailleurs. Ils ne sont pas les premiers boss syndicaux corrompus par la bourgeoisie; ils ne sont pas les premiers partis réformistes à se mettre au service du capital. Cela s'est vu en Angleterre, en Allemagne de l'Ouest, en Suède et dans plusieurs autres pays. Or on sait que ce genre d'hommes et ce type de partis sont les premiers défenseurs du capital auxquels la bourgeoisie s'adresse dorénavant quand elle se sait menacée. C'est ce que démontre bien le récent voyage du ministre Monroe pour étudier les "miracles" du Socialisme Suédois. C'est ainsi que l'année dernière au Portugal, on a vu l'impérialisme américain soutenir le

Parti socialiste de Suarez à coups de millions de dollars et le social-impérialisme soviétique en faire autant à l'endroit du Parti "communiste" révisionniste de Cunhal.

Il n'y a pas à aller si loin. L'impérialisme canadien et son allié yankee ont-ils eu des meilleurs défenseurs dans les années 50 que le syndicaliste Hal Banks, que le social-démocrate David Lewis, que le réformiste Louis Laberge? Tous comptes faits, ces gens et leurs organisations ont accompli une aussi bonne job pour la bourgeoisie que l'Union Nationale nationaliste de Duplessis au Québec ou le Crédit social de Bennette en Colombie britannique. Et quel a donc été le cheval de bataille de ces grands démocrates sinon la chasse aux communistes?

* * *

Les ouvriers canadiens y penseront donc à deux fois avant de prêter foi aux propos d'un Gérin-Lajoie, ami des unions américaines corrompues jusqu'à la moelle et en même temps du P.Q. réformiste, avant de prêter foi aux propos des dizaines de Gérin-Lajoie infiltrés dans le mouvement ouvrier canadien. Les ouvriers canadiens surtout ne se laisseront pas tromper sur la base des erreurs de certains éléments du mouvement marxiste-léniniste canadien qui apportent de l'eau au moulin de l'anti-communisme par leurs comportements gauchistes et font ainsi le jeu de la réaction.

Les ouvriers canadiens doivent savoir qu'ils n'agissent pas en communistes ceux qui s'amènent dans les syndicats et sous prétexte de bâtir des syndicats de lutte de classe s'emploient principalement à obtenir des postes de direction pour ensuite, une fois élus sur des bases souvent ambigües, pratiquer l'anti-démocratisme, le mépris des masses syndiqués au nom, disant, de leur ligne communiste juste en tous points, allant jusqu'à passer outre aux décisions de la majorité et à cacher celles-ci à ceux qui les ignorent.

Les ouvriers et les travailleurs canadiens doivent savoir qu'ils n'agissent pas en communistes ceux qui s'amènent dans les organisations populaires brandissant leur plate-forme soi-disant communiste et forçant son adoption par le chantage en accusant tous ceux qui s'opposent à eux d'être les pires anti-communistes du pays.

Les ouvriers et les travailleurs canadiens doivent savoir que les communistes (m-l) sont d'abord au service du prolétariat et du peuple, qu'ils se donnent pour première tâche à l'heure actuelle d'éduquer les masses dans le sens de leurs intérêts réels, immédiats et à long terme; que les communistes travaillent auprès des masses par le moyen principalement de la persuasion, par des arguments rationnels, fondés dans la réalité de la lutte de classes telle qu'elle se mène dans notre pays; que les communistes, où qu'ils se trouvent, respectent toujours scrupuleusement la volonté des masses, même quand ils sont convaincus qu'elles sont dans l'erreur, car les communistes savent que les masses doivent faire leur propre expérience, car les communistes savent que la révolution n'est ni un putsch ni un coup d'Etat, ils savent qu'ils ne conquerront pas la confiance des masses par le mépris des masses.

Les ouvriers et les travailleurs canadiens doivent savoir que ceux qui les méprisent, que ceux qui leur forcent la main, que ceux qui ne cherchent pas à les convaincre rationnellement en s'appuyant sur les faits, que ceux qui ne savent pas distinguer les opportunistes invétérés, comme les Jean Gérin-Lajoie, des travailleurs trompés de bonne foi par la démagogie réformiste, que ceux qui prétendent avec orgueil avoir le droit et le devoir de diriger les syndicats, les groupes populaires et les associations de toutes sortes du seul fait qu'ils ont lu beaucoup de livres marxistes et prétendent avoir la ligne juste, la ligne magique qui va conduire à toutes les victoires, les ouvriers et les travailleurs canadiens doivent savoir que ces personnes ou bien ne sont pas communistes ou bien sont des communistes engagés dans une voie erronée, la voie du gauchisme, la voie du sectarisme, une voie qui fait objectivement le jeu de l'anti-communisme et de l'opportunisme le plus profond.

Les ouvriers et les travailleurs canadiens ne doivent pas se laisser tromper ni par les propos anti-communistes des Gérin-Lajoie ni par les

agissements gauchistes de ces communistes qui se laissent dangereusement emporter dans une voie qui produit le même résultat: le développement de l'anti-communisme.

Le prolétariat et le peuple canadien doivent aujourd'hui s'unir étroitement pour faire face aux attaques diverses de la bourgeoisie en crise; ils doivent résister courageusement à ces attaques et en même temps s'engager dans l'édification du parti communiste marxiste-léniniste, instrument indispensable de leur unité durable et de leur victoire sur l'exploitation capitaliste, sur l'impérialisme réactionnaire.

Vive le marxisme-léninisme!

Vive le communisme!

NOTE DE LA REDACTION SUR LE RETARD DE PARUTION DU NO 2 DE LA REVUE

Nos lecteurs ont déjà remarqué et plusieurs ont critiqué que la livraison no 2 de UNITE PROLETARIENNE, prévue pour le mois de novembre 76, n'ait finalement parue qu'au tout début de janvier 77, sans compter un décalage supplémentaire de deux semaines pour la version anglaise. En effet, l'éditorial du no 1 de la revue (septembre 76) indiquait:"Au point de départ, la revue paraîtra à tous les deux mois mais nous visons une périodicité mensuelle à réaliser au cours de la prochaine année". (p. 8)

La rédaction d'UNITE PROLETARIENNE s'excuse auprès de ses lecteurs du retard important qui a marqué la production du no 2 de la revue. Comme tous ceux qui sont engagés dans les tâches de la révolution prolétarienne au Canada, nous devons redoubler d'attention et de discipline pour développer notre travail d'agitation et de propagande communiste dans les masses ouvrières et populaires canadiennes.

L'édification d'une solide presse marxiste-léniniste, d'une véritable Presse prolétarienne étroitement liée à tous les combats de la classe ouvrière, est une tâche de longue haleine. C'est une lutte de tous les instants contre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise, une lutte qui ne sera victorieuse que si nous nous dotons d'une véritable organisation marxiste-léniniste. Cette lutte, UNITE PROLETARIENNE ne pourra la mener à bien que si elle peut compter sur le soutien et la détermination de chacun de ses lecteurs.

La rédaction de la revue a pris les dispositions nécessaires pour que de tels retards ne se reproduisent plus, en accomplissant tous les efforts nécessaires pour maintenir nos engagements d'assurer pour le moment la parution à tous les deux mois de la revue, avant que nous puissions réaliser les conditions pour la rendre mensuelle.

Lisons, critiquons, diffusons UNITE PROLETARIENNE!

ERRATA DU NUMERO 2 FRANCAIS DE LA REVUE

Page 21 au bas de la deuxième colonne lire: "ORGANISONS LA GREVE GENERALE POUR ABOLIR LE GEL DES SALAIRES!" au lieu de: "ORGANISONS LA GREVE GENERALE POUR ABOLIR LE CONTRE DES SALAIRES".

Page 21. Pour la compréhension du texte de la page 21 ou il s'est glissé une erreur de montage voici les corrections à apporter: (a) au bas de la colonne de gauche enchaînez le mot: "Ce sont deux ennemis" avec la quatrième ligne du haut de la colonne de droite: "irréconciliables..." (b) les 3 lignes du haut de la colonne de droite font partie du deuxième paragraphe de la colonne de gauche. Le paragraphe se lit donc comme suit: "Pourquoi les boss syndicaux veulent-ils des fauteuils plus rembourrés dans les salons de l'Etat? Parce que comme leurs amis du N.P.D. qui ne veulent que des réformes, ils veulent se tailler une belle position dans le partage des fruits de l'exploitation de la classe ouvrière. Ils veulent donc faire partie de l'état-major des capitalistes. Il est donc tout à fait certain qu'ils ne voudront à aucun prix voir cet état-major renversé par la classe ouvrière. C'est pourquoi ils mobilisent du bout des lèvres, utilisent des tactiques de division et des patterns de négociations pourris. C'est là le reflet de leur intérêt de classe de leur position politique social-démocrate."

Page 32, colonne de gauche, 4 paragraphe, lignes 3 et 4. Il faut lire "camps antagonistes" et non "camps ta gonistes".

ERRATUM DANS LA BROCHURE: "Documents de la Conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens

Il s'agit du discours de cloture du groupe En Lutte! page 99. Cela est une erreur d'avoir reproduit au tout début, l'article paru dans le journal En Lutte! no: 73 page 4, car l'article ne faisait aucunement partie du discours.

Campagne de financement d'EN LUTTE!

OFFRONS des disques, des calendriers, des abonnements au journal et à la revue !



La bourgeoisie est organisée de multiples façons pour maintenir sa dictature et son oppression. Possédant les usines, les machines et le capital créés par notre travail et notre sueur, elle a les moyens de nous bombarder chaque jour de ses idées réactionnaires et de ses trucs publicitaires pour nous endormir et nous faire penser à sa façon. De plus en plus, sa presse, sa radio et ses revues regorgent de calomnies sur les communistes pour essayer d'empêcher la montée de la conscience ouvrière et populaire dans tout le pays.

C'est cet ennemi qu'il nous faut vaincre, avec nos propres forces et en comptant sur nos propres moyens. Cela veut dire que nous devons nous organiser beaucoup mieux qu'elle et nous donner les moyens pour bâtir notre organisation, le parti prolétarien canadien. Or plus cette organisation prend corps et s'édifie, plus les matériaux pour la construire se multiplient. Et cela coûte plus cher.

C'est pourquoi chaque lecteur, chaque lectrice du journal et de la revue, chaque abonné(e) doit se faire un devoir d'entraîner au moins 5 de ses camarades, amis ou parents à lire le journal et la revue *et à s'y abonner.* Chacun doit aussi *donner des calendriers et des disques* d'EN LUTTE! en cadeaux. On se procure le matériel nécessaire aux endroits annoncés ou en s'adressant aux diffuseurs d'EN LUTTE!

Dans nos assemblées syndicales et populaires, on doit organiser des collectes de soutien et inventer tout autre moyen pour élargir et renforcer le soutien financier. On peut dresser des listes de personnes qu'on connaît et qu'on croit susceptibles d'apporter un appui. Si on ne peut les rencontrer soi-même, on pourra donner la liste aux diffuseurs d'EN LUTTE! qui se chargeront d'organiser les visites.

Donnons-nous les moyens de vaincre la bourgeoisie!

Correspondance

APPEL A NOS LECTEURS

Camarades et amis,

Le premier numéro d'UNITE PROLETARIENNE avait déjà souligné qu'un des objectifs importants de la nouvelle revue est d'ouvrir ses pages au débat, qui va grandissant au Canada, parmi les masses ouvrières et populaires ainsi qu'au sein du mouvement marxiste-léniniste, sur les questions de programme politique prolétarien et d'unification des marxistes léninistes canadiens.

Cet objectif peut être atteint si les ouvriers et les autres individus ou groupes, sympathisants aux idées communistes ou déjà engagés dans la lutte pour la construction d'un authentique parti prolétarien (marxiste-léniniste) au Canada, s'expriment sur ces questions et utilisent les instruments de presse communiste pour le faire.

Vous êtes sans doute déjà au courant que le journal EN LUTTE! reçoit régulièrement des lettres et des articles d'ouvriers, d'ouvrières, de ménagères, d'agriculteurs, d'assistés sociaux, d'étudiants et de professeurs, etc. De cette façon, le travail d'agitation et de propagande communiste du journal témoigne des luttes des masses, de leurs besoins et de leurs aspirations au socialisme, et travaille à réaliser cette fusion du marxisme-léninisme et de l'avant-garde du prolétariat et des autres couches du peuple canadien, fusion indispensable à la création du parti prolétarien et à la révolution au Canada.

Ce que le journal a réussi à accomplir, il faut aussi que la revue le mette sur pied et l'organise. Voilà pourquoi nous invitons les individus, les groupes d'étude et de syndicalisme, les groupes populaires, les groupes anti-impérialistes, etc... et tous ceux qu'intéresse la lutte politique des masses prolétariennes et populaires, à nous écrire.

Pour des communistes, ouvrir largement la presse à l'expression des idées des masses, c'est bien sûr, une façon de mettre "en évidence cette vérité du marxisme-léninisme que la sagesse est dans les masses, que la force nous vient des masses" (EN LUTTE!, no 77, p. 7). C'est aussi travailler à mettre en application une des leçons historiques du mouvement ouvrier et communiste international, que Mao Tsé-Toung a su bien résumer en parlant de cette question lors du lancement de la revue L'Ouvrier chinois, en 1940 à Yenan:

> **"Une fois lancée, une revue doit être prise au sérieux et bien menée. Rédacteurs et lecteurs portent à cet égard une responsabilité partagée. Il importe que les lecteurs expriment leur opinion et fassent connaître, par de courtes lettres ou de petits articles, ce qui leur plaît et ce qui ne leur plaît pas. C'est la seule façon d'assurer le succès de la revue"** (voir Oeuvres choisies, t. II, p. 434).

L'appel est donc lancé à tous nos lecteurs, d'écrire à la revue. C'est une nécessité et un devoir pour chacun de faire connaître son point de vue, de critiquer notre travail et d'y faire triompher l'esprit prolétarien, l'esprit de Parti. La correspondance peut et doit alimenter la revue sur toutes les questions relatives aux luttes révolutionnaires des masses; elle doit aider aussi à critiquer tous les aspects politiques et matériels de la production de la revue: choix des articles et des rubriques, traitement de leurs contenus, longueur et répartition des articles dans un numéro, illustrations, qualité de la langue et des traductions, composition et montage, etc. Et les ouvriers en particulier doivent se prononcer sur l'ensemble des questions politiques à l'ordre du jour, comme le programme communiste de l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti qui reste encore à créer. Ils doivent de plus en plus faire entendre leurs voix dans le mouvement marxiste-léniniste.

ECRIVONS A LA REVUE "UNITE PROLETARIENNE"! ENCOURAGEONS AUSSI NOS CAMARADES ET AMIS A LE FAIRE!

COMMENT SE METTRE LES PIEDS DANS LES PLATS: "LA MALADIE INFANTILE DU... MOUVEMENT MARXISTE-LENINISTE CANADIEN".

Ce qui suit est une histoire vécue. Toute ressemblance avec des personnes encore vivantes est voulue.

Nous sommes dans un hôpital de Montréal. Plus exactement, dans un hôpital où les travailleurs ont toujours manifesté une très grande combativité. Ils ont mené plusieurs luttes exemplaires et ont souvent été à l'avant-garde des luttes des derniers Front Commun. Premiers sortis, derniers rentrés. Ce lourd passé de luttes n'a pas été sans les rendre très progressistes. Sans compter qu'une grande partie d'entre eux a développé une sympathie assez respectable à l'égard des communistes. Leur syndicat local (affilié à la CSN) est fidèle à leur image. En effet depuis trois ou quatre années, leur exécutif syndical a toujours manifesté un grand souci de démocratie. Il s'est dévoué d'une façon assez exemplaire pour voir à ce que tous les membres soient renseignés et défendus. Petit à petit la qualité des services, de son éducation, de son information s'est haussée. Animé d'un désir de défendre véritablement les intérêts de ses membres il en est arrivé à mettre de plus en plus de l'avant la nécessité du socialisme, la critique du capitalisme et même ces derniers temps, la dénonciation des boss syndicaux (lors du dernier Front Commun, il a cessé de diffuser ce qui venait de la centrale à caractère réactionnaire et démobilisateur). A travers ce développement, qui ne s'est pas fait sans heurts il va sans dire. d'erreurs en succès, il a toujours mis de l'avant l'action directe et la démocratisation (recherche constante d'élargir l'exécutif avec des délégués de département par exemple). Lors du dernier Front Commun, il a profité d'un débrayage sur les heures de travail pour inviter le Théâtre de la Shop (troupe de théâtre défendant et propageant la ligne politique du groupe EN LUTTE!) et lui permettre de jouer sa pièce: "A bas le plan Trudeau" et de discuter ensuite avec les travailleurs. Quand on sait que cela se faisait dans l'hôpital même avec toutes les mesures de représailles qu'il risquait de s'ensuivre, il faut le faire. De plus la moitié des membres de l'exécutif sont devenus des communistes avoués (ce qui n'a pas empêché les travailleurs de leur faire confiance même s'ils ne reconnaissent pas pour autant la direction des communistes) membres d'EN LUTTE! et aussi de la LC(ml)C. Mieux, le journal du syndicat est assuré par des communistes qui profitent de cet organe pour faire de l'agitation propagande (quoique de façon très inconséquente il faut l'admettre).

Voilà quelle était en gros la situation

dans la période de la Grève Générale du 14 Octobre. A cette occasion un fait assez révélateur s'est produit. Un camarade de la LC(ml)C, membre, de l'exécutif a rédigé un tract en vue d'appeler les travailleurs à organiser la GG et à rallier lors de la manifestation la bannière de la LC(ml)C. En cela rien d'étonnant, c'est au contraire une initiative heureuse. Mais ce tract a soulevé tout un débat. On pourrait croire qu'il a suscité l'intérêt et le questionnement des masses et principalement des ouvriers avancés autour de la solution proposée par les communistes? Oui. Mais pas dans les termes que nous serions portés à croire. C'est la colère et l'indignation qui se manifeste. Pourquoi? A cause de l'anti-communisme des travailleurs? Certainement pas. A cause d'actes de sabotage du syndicat? Ce serait surprenant. Il faut chercher la réponse dans le contenu même du tract. En effet le tract dénonçait le syndicat comme étant bourgeois, anti-démocratique, le syndicat d'une clique, et ce au moment où l'administration de l'hôpital démarrait une campagne pour salir le syndicat, en le disant justement celui d'une clique. J'ai interrogé la camarade sur le sens d'une telle attitude. Sa réponse a été très claire: "C'est tu un syndicat prolétarien? Non. C'est un syndicat bourgeois! Aussi il faut le dénoncer". C'est là presque mot pour mot ses paroles. Quoi de plus simpliste et mécanique comme raisonnement et analyse. Quoi de plus dogmatique! Je ne connais rien pour ma part qui puisse démontrer avec autant de force une incapacité totale à lier les enseignements universels du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution prolétarienne au Canada. Mais enfin, va-t-on se décider à faire la différence entre les contradictions au sein du peuple et les contradictions avec l'ennemi. N'est-il pas encore clair qu'on ne dénonce pas les amis, les alliés et les gens du peuple: on les critique, on les éduque. Comment, de plus, et surtout dans la conjoncture présente, dénoncer un syndicat de ce genre alors que la majorité ne sont que des syndicats d'affaires et que le mouvement syndical est encore sous la domination des agents de la bourgeoisie?

Mais que veut-on à la fin? Faire triompher la ligne prolétarienne syndicat local par syndicat local, et ce tout de suite, sans parti pour nous guider? Demander aux larges masses de reconnaître notre direction alors que nous n'avons encore que très peu à leur offrir?

Camarades nous luttons contre la bourgeoisie et non contre les masses. Chez un président de syndicat local honnête, encore aux prises avec bien des contradictions, ne sachant trop comment se démêler dans tout ça malgré toute sa bonne volonté (d'ailleurs je ne serais pas surpris que nous ne puissions faire mieux que "ces éléments confus" à l'étape actuelle), il ne peut pas y avoir le même opportunisme que chez un dirigeant corrompu des centrales syndicales, ayant prouvé à maintes reprises et de façon flagrante son esprit traitre et vendu!

C'est à croire que certains groupes sont déçus que le monde ne soit pas comme l'image qu'ils s'en sont faits. Il faut cesser tout de suite ce genre de pratique et voir à les critiquer correctement mais fermement. Elles ne font que cautionner l'anti-communisme que la bourgeoisie tente de semer dans les masses.

A mon avis, on ne peut considérer cette "aventure" comme un fait isolé. Plusieurs autres faits, de même que les dernières interventions de la LC(ml)C au sein d'organisations populaires me donnent à penser que c'est plutôt une attitude (et des résultats) assez généralisés. Et tout cela me semble très lié à la volonté de la LC(ml) C de se mettre de l'avant, de vouloir à tout prix être considérée comme LA direction.

D'ailleurs j'oubliais de vous dire: Dans le tract en question, il était affirmé et ce sans la moindre possibilité de doute, que la "LC(ml)C est "L'organisation de lutte pour le Parti"...

EVALUATION DE LA CONFERENCE DU 9 OCTOBRE 1976 SUR L'UNITE DES MARXISTES-LENINISTES CANADIENS

Par le GROUPE COMMUNISTE de HALIFAX (29 Novembre 1976)

Chers Camarades,

La signification de cette conférence doit être évaluée en regard de la lutte pour l'unité de notre mouvement, ceci politiquement et organisationnellement, ce qui signifie dans les conditions actuelles la lutte pour une organisation unique sur une base nationale. Avant même de pouvoir faire l'unité des marxistes-léninistes et dans le but d'y arriver, il est essentiel que s'organise un débat à l'échelle nationale auquel les marxistes-léninistes ainsi que les éléments conscients de la classe ouvrière pourront participer; un débat sur la question fondamentale de la ligne politique qui s'avère être actuellement la question de l'unité. Une seule conférence ne peut pas accomplir cela en une seule fois, mais elle peut certainement aider à son développement. Malgré ses limites, que nous exposerons plus loin, la conférence a été néanmoins un bond qualitatif important à plusieurs égards.

1. La conférence a permis à plusieurs groupes de présenter publiquement, devant tout le mouvement, leur position sur la question de l'unité, ce qu'ils n'auraient peut-être pas pu faire s'ils n'y avaient été "poussés" par la tenue de la conférence. A ce moment-ci, notre mouvement ne peut que bénéficier de l'expression du plus grand nombre possible de points de vue. L'organisation de la lutte à l'échelle nationale, et pas seulement entre les deux groupes les plus avancés, demande une contribution financière, organisationnelle et par-dessus tout politique de tous les marxistes-léninistes et des ouvriers avancés.

2. Par la participation même de tant de groupes, la conférence a porté un dur coup au localisme, à l'esprit de cercle, aux points de vue erronés niant qu'une contribution véritable puisse venir des éléments moins avancés et aussi à la division de notre mouvement par rapport à la ligne nationale.

L'économisme n'a pas encore été surmonté. Plusieurs des groupes plus jeunes et plus restreints sortent à peine d'une période où leur orientation politique et organisationnelle était dominée par l'économisme. Le manque de débats dans le mouvement, la tendance des petits groupes à demeurer passifs et à tout laisser aux groupes plus importants dénotent souvent un certain localisme, un défaut particulier de l'économisme qui pousse à éviter la lutte idéologique. Même si les choses demeurent encore confuses aujourd'hui, même si toutes les positions n'ont pas encore été mises de l'avant, nous pouvons admettre que cette conférence nous a permis de faire un pas en avant dans la résolution de ces problèmes.

Jusqu'à encore tout récemment, le mouvement était généralement divisé sur la question des lignes nationales. La conférence a clairement démontré l'existence d'un mouvement communiste bi-national. Elle a réuni, pour la première fois depuis plusieurs années, les marxistes-léninistes des deux nations qui ont pu échanger leurs points de vue et leurs expériences.

Ces développements ne sont pas sans importance. Ils contribuent au renforcement idéologique du mouvement engagé dans une lutte contre les erreurs et les faiblesses passées et présentes.

3. Pour unifier notre mouvement, il faut en comprendre la réalité présente. Il est très difficile, c'est le moins qu'on puisse

dire, d'unifier quelque chose dont on a une connaissance très limitée. Pour pouvoir avancer, nous devons connaître l'état de l'unité du mouvement, c'est-à-dire sa désunion; nous devons comprendre les contradictions générales de son développement, et les contradictions particulières auxquelles font face les différents groupes, cercles ou cellules. Cette connaissance est un facteur décisif pour déterminer comment appliquer les principes. Nous avons déjà fait ressortir quelques-unes des déviations et problèmes qui ont rendu difficile l'acquisition de cette connaissance. Le manque de connaissance générale, répandu plus ou moins dans tous les groupes du mouvement, a été aussi une caractéristique particulière du développement du mouvement.

A notre sens, la conférence représente un grand pas en avant dans la résolution de cette contradiction. Plusieurs des positions mises de l'avant ont, comme élément vital, une explication des contradictions spécifiques qui confrontent encore ces groupes. Plusieurs groupes ont présenté, comment à leur point de vue, les principales déviations — l'économisme et le dogmatisme — étaient liées, comment elles se reflétaient dans leurs champs particuliers, ainsi qu'à l'intérieur de leur pratique. Plusieurs des groupes, à cause de la conférence même, ont vu plus clairement que les contradictions particulières auxquelles ils font face, ne sont pas quelque chose de singulier ou d'exceptionnel les concernant seulement, mais plutôt le reflet, influencé par les conditions locales, de problèmes plus larges touchant l'ensemble. Les positions variées mises de l'avant nous ont aidés énormément à développer notre compréhension de ce qui a été et continue d'être erroné au sein de notre mouvement. C'est pourquoi nous ne considérons pas que les exposés qui furent faits aient été vides de contenu ou simplement des appuis à l'un ou l'autre des plus grands groupes. Nous croyons que ces exposés représentent la compréhension qu'ont les différents groupes de la question de l'unité, une compréhension enrichie par leur expérience et leur connaissance des conditions concrètes des différentes régions dans notre pays. Nous croyons qu'un des résultats positifs de la conférence est la reconnaissance par de plus en plus de groupes du souffle et de la capacité du mouvement dans son entier; c'est-à-dire une connaissance permettant aux groupes de mieux se situer par rapport à l'ensemble et de comprendre que le point de départ est le général auquel on doit subordonner les intérêts du particulier.

La conférence a aidé à faire ressortir l'existence d'un mouvement s'étendant maintenant d'un océan à l'autre et nous pensons que c'est significatif, dans les conditions actuelles, alors que des petits groupes insistent pour déterminer le mouvement à leur existence et à celle des groupes qui sont d'accord avec leur ligne. La lutte pour déterminer l'unité politique et idéologique de notre mouvement, unité qui différencie fondamentalement une direction politique marxiste-léniniste des directions bourgeoises ou contre-révolutionnaires, n'est pas encore terminée. Aucun groupe ne peut régler cette question. Tous doivent (et certains l'ont fait à la conférence) mettre de l'avant leurs points de vue sur cette question d'une importance vitale.

Les critiques, déterminant les frontières du mouvement, déterminant qui est ou n'est pas marxiste-léniniste, doivent être objectives. Nous ne trouvons pas, comme la Ligue Communiste du Canada, que les critères mis de l'avant par EN LUTTE! soient "de la bouillie pour les chats". Globalement, et malgré certains désaccords que nous nous proposons de faire connaître, nous trouvons ces critères objectifs. Nous devons à tout prix éviter l'erreur de la subjectivité dans la détermination des critères et de la façon dont ils doivent être appliqués. A notre avis, un certain subjectivisme a été manifesté par la Ligue Communiste du Canada dans leur insistance à refuser que soit accordé le droit de parole à la Bolchevik Union et sur le fait qu'il soit un groupe contre-révolutionnaire en dehors du mouvement. Par ailleurs, si cela était prouvé à travers la lutte idéologique (et nous sommes d'accord avec les camarades du October Study Group qu'il n'en est rien), alors nous pourrions prendre les moyens d'action appropriés; tant qu'un tel développement ne se fera pas, nous les considérons comme faisant partie du mouvement. Il était juste qu'ils aient le droit de parole. Nous croyons que le mouvement saura distinguer le vrai du faux, les marxistes-léninistes des anti-marxistes. Nous croyons que l'insistance dogmatique de la Ligue pour l'expulsion immédiate de Bolchevik Union "dépasse une étape donnée du développement d'un processus objectif" (Mao). Par ailleurs, les courants anti-marxistes ne peuvent être vaincus par décrets ou par un fiat. On doit lutter contre eux sous tous leurs aspects devant le mouvement. De plus, nous sommes d'accord avec le October Study Group, qui dans une récente lettre adressée à la Ligue et au mouvement, dit que si la Ligue considère que plusieurs des groupes ayant participé à la conférence ne sont pas des groupes réellement marxistes-léninistes, ils devraient dire ouvertement et précisément de qui ils parlent et sur quelle base objective ils s'appuient. Sans cela, on laisse place à la méfiance, aux attaques et aux contre-attaques, provoquant ainsi une plus grande division au sein du mouvement.

C'est grâce à la conférence que des progrès ont été possibles sur ces questions. Quand on prend conscience de tout le chemin qu'il reste à parcourir, ce sont des progrès mineurs, mais tout de même très significatifs. C'est aussi pour ces raisons que nous rejetons, de façon catégorique, l'évaluation présentée par la Ligue dans La Forge du 21 octobre dernier:

> **"La conférence n'a en vérité, ni résolu, ni clarifié aucune des questions importantes. Avons-nous réussi à définir le mouvement marxiste-léniniste? Le danger principal dans la lutte pour l'unité? Sur quelles questions nous devons faire l'unité? Non. Nous n'en avons même pas discuté. En l'absence de débat, le seul critère que les personnes présentes pouvaient utiliser pour juger des questions était le nombre de groupes qui appuyaient chaque position. Est-ce là la façon juste de prendre position sur les questions de la ligne politique?"**

Les camarades devaient avoir un seau sur la tête pour en arriver à une telle conclusion. Ils traitent le mouvement, et plus particulièrement les plus petits groupes, avec le plus grand mépris s'ils pensent que la nature de leur participation et de leur contribution à la conférence ne représente qu'un jeu de cache-cache derrière les basques des deux grands groupes. Il n'y a pas de place dans notre mouvement pour une telle attitude et elle représente un frein pour l'unité. Nous espérons que lorsque les discours seront publiés, la Ligue prendra le temps de les étudier très attentivement, comme nous devrions tous le faire, et ainsi ils pourront voir que les positions furent clairement juxtaposées de l'une à l'autre.

Sur la base de cette évaluation et de notre compréhension des contradictions du mouvement, nous rejetons la proposition faite par la Ligue quant à qui devraient être les principaux conférenciers. Nous ne pensons pas que leur proposition résolve les problèmes qu'amène le développement inégal dans le mouvement. Ce qui est à craindre, c'est que leur proposition nous mène à la situation qu'ils ont eux-mêmes critiquée de façon erronée en disant que la conférence du 9 octobre fut "un grand spectacle" où tous les autres groupes marxistes-léninistes n'ont fait que montrer leur appui à leur grand groupe préféré. La Ligue pense que leur proposition intensifiera le débat national. Nous ne sommes pas d'accord. Même si les deux groupes les plus avancés débattaient dans chaque ville du pays, ça n'en ferait pas un débat national pour autant. Une véritable lutte nationale pour l'unité comprend la participation de tous les marxistes-léninistes et des ouvriers avancés et l'énoncé de toutes les positions ainsi qu'un processus de démarcation vis-à-vis de ces positions.

La proposition de la Ligue réduirait la lutte de deux lignes à une lutte de deux groupes. Si l'on suit la logique de la Ligue, si les deux groupes arrivent à l'unité, alors tout naturellement suivra l'unité de

tout le mouvement puisque tous les autres groupes, ou bien gravitent autour, ou bien sont à la remorque de l'un ou l'autre de ces deux groupes. Ceci est faux. Les différences qui existent dans le mouvement ne peuvent pas être réduites aux différences existant entre les deux groupes. Par exemple, tout le mouvement n'est pas uni sur la position voulant que le Canada soit un pays impérialiste, un point sur lequel les deux groupes sont d'accord.

Soyons clair sur un point. Alors que nous rejetons la proposition visant à déterminer qui doivent être les principaux conférenciers dans les prochaines conférences, nous ne rejetons très certainement pas la nécessité pour les deux groupes de clarifier, développer et de démarquer leurs positions l'une de l'autre de sorte que l'unité puisse se faire et que les résultats de cette lutte soient connus.

Camarades! Respectez le principe d'égalité entre les groupes marxistes-léninistes. Nous croyons que, compte tenu des conditions actuelles, ce sur quoi l'on doit insister c'est l'égalité entre les groupes marxistes-léninistes et que ce principe doit être mis en pratique pour que s'améliorent les relations entre groupes afin d'augmenter la participation de tous les marxistes-léninistes dans le présent débat. Les marxistes-léninistes doivent aborder les positions des groupes les plus avancés mais ils doivent aussi aborder les positions et points de vue des autres groupes. C'est une chose de reconnaître l'inégalité du mouvement et donc les limites que certains groupes peuvent apporter à la lutte pour l'unité. Il est vrai que le mouvement est caractérisé par la présence de groupes plus ou moins avancés. Mais, reconnaître cet état de fait ne veut pas dire que l'on foule aux pieds le principe d'égalité entre les groupes marxistes-léninistes. Dans leur hâte à vouloir une "véritable" lutte idéologique, la Ligue met ce principe de côté. Tel qu'il fut démontré à la rencontre des délégués des groupes du 8 octobre dernier, la Ligue a insisté pour que l'on donne la priorité aux deux groupes les plus avancés dans la liste des conférenciers. Avec justesse, cette proposition fut rejetée par la majorité sur une base consensuelle. En insistant sur l'inégalité du mouvement d'une manière unilatérale, la Ligue met de côté l'importance de l'application de ce principe.

Nous pensons en fait que la conférence a eu ses limites. Nous voudrions mentionner plus particulièrement les suivantes:

1) A l'avenir, les conférences devraient être organisées de telle manière que l'on puisse faire ressortir les points d'accord et de désaccord ainsi que la nature des contradictions entre les différents points de vue et la signification de ces différences.

Le fait de ne pas avoir publié les positions de chacun en anglais et en français avant la conférence du 9 octobre dernier a restreint la possibilité d'amener une démarcation plus complète à la conférence. A l'avenir, des arrangements devront être faits pour éviter qu'on entende une position pour la première fois. Des documents, traduits dans les deux langues, devront avoir circulé longtemps à l'avance. Ceci permettra une bien plus grande participation de tous les intéressés. Cette erreur au niveau de la publication des positions a été aggravée par les problèmes techniques provoqués par le système de traduction. Une meilleure efficacité technique est nécessaire.

2) Les organisateurs de la conférence ont fait une erreur d'idéalisme par rapport à ce que l'on pouvait raisonnablement accomplir en une seule journée en tenant compte du retard politique et organisationnel du mouvement. De plus, on a tenu cette conférence un peu trop rapidement. Nous croyons qu'en général, et les résultats globaux le prouvent, ces conférences sont, dans la forme, appropriées aux conditions actuelles. Par ailleurs pour maximiser les résultats, le temps et une préparation adéquate sont des facteurs importants. L'exécution de telles conférences demande une analyse des conditions concrètes. Nous ne voyons aucune raison pour laquelle cette conférence n'aurait pas pu se tenir plusieurs semaines après le 9 octobre. Etant un petit groupe avec une capacité organisationnelle limitée, il a été extrêmement difficile pour nous de préparer notre intervention régionale pour le 14 octobre, en même temps que de nous préparer pour la conférence du 9. Nous ne serons pas surpris d'apprendre que d'autres groupes aient eu des problèmes similaires. De plus, nous trouvons que nous n'avons pas été avisés assez tôt de cette conférence et plus particulièrement quels étaient les critères objectifs devant être utilisés pour déterminer qui devait prendre la parole à cette conférence. Ce ne fut que dans la publication du journal EN LUTTE! du 18 septembre que les critères furent exposés. Cela veut dire deux semaines après qu'on annonce la tenue de la conférence pour la première fois.

De plus, on n'a pas établi clairement d'avance ce que l'on demandait exactement aux autres groupes marxistes-léninistes, particulièrement en regard de la nature de leurs interventions. Nous n'avons pas reçu d'invitation avant la toute fin de septembre.

3) Tous les groupes marxistes-léninistes n'ont pas participé à la conférence. La Ligue a fait remarquer qu'il y avait plusieurs groupes que l'on n'avait pas invités. S'ils rencontraient les critères, alors il est vraiment regrettable qu'ils n'aient pas été présents car on ne peut que bénéficier de l'expression du plus grand nombre de points de vue possible. Ces problèmes sont inévitables quand un seul groupe est responsable de l'organisation d'une telle conférence. Ce problème particulier aurait pu être évité si une enquête plus rigoureuse avait été faite avant la conférence. Ceci nous montre la nécessité que les conférences à venir soient organisées par plus d'un groupe. Par ailleurs, tous les groupes marxistes-léninistes doivent se faire un devoir d'informer tous les groupes qu'ils connaissent de la tenue de telles conférences et d'aviser les organisateurs de leur existence suffisamment à l'avance. Nous pensons que l'absence de certains groupes marxistes-léninistes est regrettable mais essayons de faire en sorte que cette erreur soit changée en son contraire.

4) A l'avenir, nous devrions accorder une attention particulière au fait que cette conférence soit répartie sur deux jours plutôt qu'un.

5) Nous pensons qu'aucun groupe ne devrait porter seul le poids de l'organisation d'une telle conférence. Ceux qui organiseront la prochaine conférence devront utiliser le plus grand nombre possible de ressources du mouvement et tous les groupes devraient apporter une contribution dans la mesure de leurs possibilités. Nous sommes d'accord avec ceux qui disent que ces conférences doivent être organisées par le mouvement "tout entier". Mais ceci demande un plan d'exécution que nous n'avons pas présentement. Nous demandons aux groupes qui en possèdent un d'émettre leurs idées sans délai.



PRESENTATION

Quelle est la voie de la révolution au Canada? Quelles sont les contradictions qui animent les classes de notre pays? Quelles sont les tâches stratégiques du prolétariat et du peuple canadien pour éliminer à tout jamais le capitalisme de la face du monde et de notre pays? Voilà les questions que se posent de plus en plus d'ouvriers conscients. Voilà la question centrale que doivent résoudre les marxistes-léninistes pour assurer le triomphe de la révolution socialiste au Canada, enfin pour assurer l'unité des marxistes-léninistes eux-mêmes.

Au moment où se prépare la deuxième conférence des marxistes-léninistes Canadiens, EN LUTTE! soumet aujourd'hui les positions issues de son deuxième Congrès sur ces questions cruciales pour l'avenir du mouvement ouvrier et du mouvement marxiste-léniniste canadien.

Du débat et de la critique rigoureuse qui se développeront autour de ces questions, dépendra dans une large mesure le triomphe d'une ligne prolétarienne sur la voie de la révolution au Canada. Voilà pourquoi aujourd'hui les marxistes-léninistes canadiens doivent entreprendre de se démarquer complètement des positions opportunistes qui ont longtemps dominé notre mouvement. En s'appuyant fermement sur le marxisme-léninisme pour faire l'analyse concrète de la lutte de classes dans notre pays, les marxistes-léninistes doivent en particulier critiquer le nationalisme dont les séquelles sont encore très présentes dans les positions de nombreux groupes ou cercles communistes. Ils doivent de plus se garder comme la peste d'une analyse unilatérale et dogmatique de ces questions et bien comprendre la nature spécifique des contradictions de la vie politique et économique canadienne.

Camarades,

Préparons soigneusement la deuxième conférence des marxistes-léninistes canadiens, assurons le triomphe d'une ligne prolétarienne sur la voie de la révolution au Canada.

EN LUTTE POUR LA PREPARATION DE LA DEUXIEME CONFERENCE DES MARXISTES-LENINISTES CANADIENS!
EN LUTTE POUR L'UNITE DES MARXISTES-LENINISTES!
EN LUTTE POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE!

LA VO
REVO
AU C

Introduction

Si l'on en juge par les critiques très positives formulées par la plupart des groupes qui ont participé à la 1ère conférence des marxistes-léninistes canadiens, si l'on se base également sur les résultats obtenus à cette occasion, la prochaine Conférence des marxistes-léninistes canadiens s'annonce être un autre moment important dans la lutte pour la reconstruction d'un véritable parti prolétarien au Canada.

L'importance de cette Conférence se mesure également à la nature des questions qui y seront abordées: le thème central de la Conférence sera celui de la voie de la Révolution dans notre pays. Pour la 1ère fois depuis longtemps, après de nombreuses années d'isolement et de repliement sur soi, des marxistes-léninistes de toutes les régions du pays, du Québec et des provinces anglaises, débattraient publiquement et directement de leur objectif fondamental commun et des moyens pour y parvenir.

Nous présentons ici le point de vue de notre groupe sur cette question déterminante pour l'unité des communistes canadiens (m-l). Nous avons tout mis en oeuvre pour en assurer leur publication le plus rapidement possible: cela permettra à tous les ouvriers conscients et à tous les marxistes-léninistes de le connaître et le critiquer. Les débats au moment même de la Conférence n'en seront que plus rigoureux.

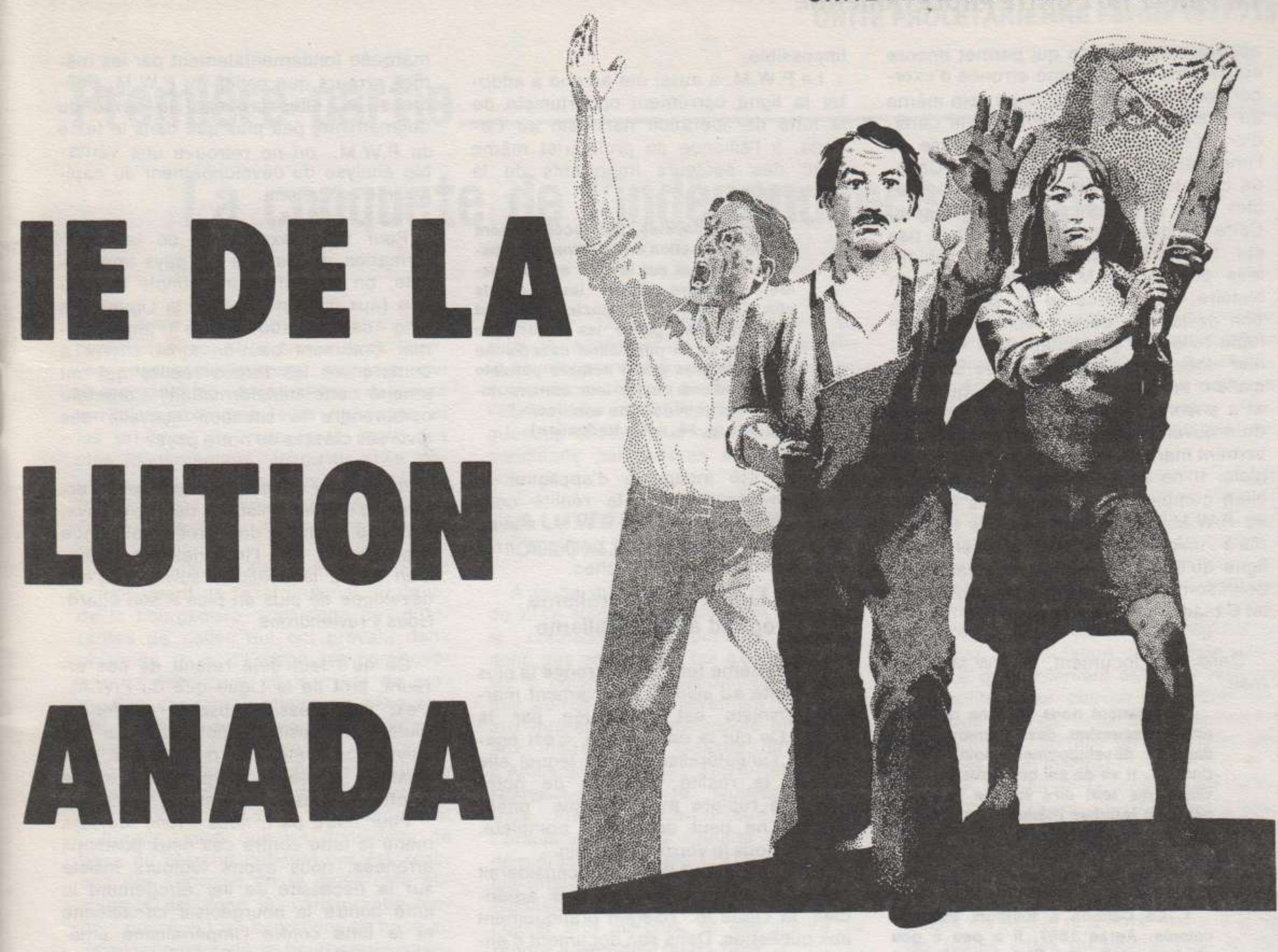
Car il est du devoir de tous ceux qui aspirent à orienter le mouvement ouvrier vers son objectif final d'aborder la question avec la plus haute conscience de leur tâche révolutionnaire, d'autant plus qu'il existe encore des divergences importantes au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien sur toutes les questions qui seront alors discutées. Quelles sont ces divergences? Comment les résoudre? Voilà les questions auxquelles nous devons répondre dans le présent texte.

Les divergences actuelles des marxistes-léninistes sont nombreuses, elles portent sur toutes les questions les plus importantes de stratégie et de tactique de la Révolution canadienne.

Il faut toutefois se garder d'aborder ces divergences d'un point de vue étroit. Ce n'est pas là un phénomène propre au seul mouvement marxiste-léniniste des années 70. Toute l'histoire du Parti Communiste Canadien, de sa création jusqu'au moment du triomphe définitif de la ligne révisionniste, est marquée par une lutte de lignes constante sur des mêmes questions.

Même si notre connaissance de cette histoire est encore très peu développée, nous considérons que la lutte actuelle pour l'unité des marxistes-léninistes, entreprise dans les années 60, ne pourra être menée à bien sans une critique systématique du révisionnisme qui a gangrené le P.C.C. au point de l'em-

IE DE LA LUTION ANADA



porter complètement.

Tant que cette tâche ne sera pas réalisée, ces conceptions erronnées tendront toujours à réapparaître sous diverses formes. Les débats actuels au sein de notre mouvement doivent être compris à la lumière de ces faits.

La 1ère tendance avec laquelle nous entendons nous démarquer clairement est celle qu'on peut qualifier, faute d'un terme plus précis, de nationaliste. Cette tendance est aujourd'hui en perte de vitesse: au Québec, tous les groupes marxistes-léninistes ont rompu avec cette ligne erronée depuis déjà deux ans environ; on ne peut toutefois en dire autant pour les provinces anglaises du pays malgré des pas en avant majeurs accomplis également au cours des années récentes suite, particulièrement, à l'action de notre groupe et de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

Il existe en effet encore un certain nombre de "study group" et de "collective" anglophone qui continuent de maintenir des points fondamentaux de cette ligne. La manifestation la plus récente à notre connaissance, en a été la publication d'un article du Workers' Unity Collective d'Edmonton dans le no 4 de la revue **Canadian Revolution,** dans cet article, le W.U.C. d'Edmonton résume ainsi sa position:

"La principale caractéristique du développement du capitalisme au Canada, c'est que ce développement a toujours pris place sous la domination d'un ou d'un autre impérialisme étranger. A aucun moment dans l'histoire de notre pays le développement économique ne s'est fait de façon véritablement indépendante. En aucun temps le Canada n'a produit une véritable bourgeoisie nationale qui comme actuellement contrôle l'économie canadienne et est en mesure de développer le pays comme un pouvoir capitaliste indépendant. Pour cette raison nous pensons que la conjoncture canadienne présente doit être vue comme un type de néo-colonie dominée et exploitée par la bourgeoisie impérialiste américaine. La question nationale au Canada ne peut être résolue que par une révolution socialiste laquelle pourra établir une véritable indépendance canadienne sous la dictature du prolétariat." (p. 15 notre traduction)

Même si le W.U.C. reconnaît la nécessité de la dictature du prolétariat et le caractère socialiste de la Révolution canadienne, toute son analyse repose sur les mêmes fondements que celle du **Progressive Worker's Movement** à la fin des années 60. Or, ce sont ces points fondamentaux qui amenaient le P.W.M. à préconiser une stratégie de lutte de libération nationale au Canada.

Nous jugeons nécessaire de critiquer fermement la ligne du P.W.M. car ce travail n'a jamais été fait ou du moins diffusé publiquement ni par les anciens militants du P.W.M. ni par ceux qui s'y

opposaient. C'est ce qui permet encore aujourd'hui à cette ligne erronée d'exercer son influence néfaste au sein même du mouvement marxiste-léniniste canadien, d'autant plus que la mainmise de l'impérialisme américain sur le Canada crée toujours des conditions favorables à la résurgence du nationalisme. Cette critique ne portera cependant pas sur l'ensemble des positions véhiculées par le P.W.M. au cours de son histoire; elle concerne la seule question de la voie de la révolution au Canada telle que présentée dans son dernier document "Independance and Socialism in Canada", document qui a eu et a encore une large influence au sein du mouvement progressiste et du mouvement marxiste-léniniste du Canada anglais. Il ne s'agit donc pas de faire le bilan complet de la ligne et de l'action du P.W.M. dans les conditions d'alors, mais uniquement de s'attarder à la ligne qu'il a mise de l'avant quant à la définition de la voie de la révolution au Canada.

Dans son document, le P.W.M. affirmait:

> **"Maintenant nous devrons résumer notre discussion des éléments clés dans le développement politique du Canada. Il va de soi que nous ne pouvions pas tout dire et que nous ne pouvons toucher même les sujets les plus importants que de la façon la plus brève. Mais que insistons que les points suivants soient absolument clairs:**
>
> **1. Le Canada a toujours été une colonie. Après 1867, il a peu à peu atteint le stade d'un Etat apparemment indépendant mais, en réalité, il continuait d'être dominé par l'impérialisme étranger, d'abord britannique, ensuite américain.**
>
> **2. La classe dominante au Canada n'est pas et n'a jamais été une bourgeoisie nationale indépendante."**
> **(Socialism and Imperialism in Canada. p. 26, notre traduction).**

Ce qui amène le P.W.M. à une telle conception, c'est sa vision unilatérale de la réalité de notre pays: pour lui, tous les évènements marquants de notre histoire, le développement du capitalisme, la Confédération, etc... sont d'abord le résultat des facteurs externes. Nous reviendrons plus loin sur les principaux faits historiques qui sont ainsi interprétés. Ce qu'il est nécessaire d'établir immédiatement, c'est la méthode qui conduit à ces erreurs, i.e. la réduction de l'histoire de notre pays à une série de faits ou de déclarations de ministres, tous réels bien sûr, mais détachés de toute histoire concrète du développement du capitalisme ici. Dans ces conditions, toute analyse de classes scientifique est impossible.

Le P.W.M. a aussi été amené à adopter la ligne carrément opportuniste de la lutte de libération nationale au Canada, à l'alliance du prolétariat même avec des secteurs importants de la bourgeoisie:

> **"Les socialistes, qui reconnaissent que la domination américaine est l'obstacle principal sur la voie au socialisme, devraient diriger leurs efforts afin d'enlever cet obstacle... Ca veut dire travailler parmi les différentes couches de la population canadienne et unir le plus grand nombre possible de canadiens contre leur ennemi numéro un l'impérialisme américain."**
> **(op. cité, p. 44, notre traduction)**

Ayant été incapable d'appliquer le marxisme-léninisme à la réalité concrète de notre pays, le P.W.M. n'avait pu élaborer qu'une ligne politique irrémédiablement vouée à l'échec.

La Ligue: l'unilatéralisme répond à l'unitéralisme

La deuxième tendance erronée la plus importante au sein du mouvement marxiste-léniniste est constituée par la Ligue. Ce qui la caractérise, c'est également l'unilatéralisme avec lequel elle aborde la réalité concrète de notre pays: sa rupture avec la ligne "nationaliste" ne peut donc être complète, comme nous le verrons plus loin.

Alors que le P.W.M. ne considérait que la force de l'impérialisme américain, la Ligue le relègue pratiquement aux oubliettes. Dans son document d'entente, elle affirmait:

> **"Nous ne présentons ici qu'un très bref exposé de la mainmise américaine sur l'économie canadienne, car la force de la bourgeoisie canadienne est l'élément largement négligé par les analyses économiques existantes. Nous ne prétendons pas pour autant que la présence américaine est un facteur négligeable; bien au contraire, le Canada est parmi les pays au monde subissant la plus forte mainmise économique américaine" (Document d'entente de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, p. 29).**

Ainsi donc, il serait possible de présenter une analyse économique sérieuse de notre pays (un des pays "subissant la plus forte mainmise économique américaine"), en ne s'appuyant que sur un très bref exposé de cette mainmise. C'est pourtant ce que s'appliquera à faire la Ligue à chaque fois que cette domination de l'impérialisme américain viendra compliquer les choses, en particulier dans sa présentation des cinq caractéristiques de l'impérialisme.

Encore une fois son analyse reste marquée fondamentalement par les mêmes erreurs que celles du P.W.M., même si ici, elles prennent la forme du dogmatisme: pas plus que dans le texte du P.W.M.. on ne retrouve une véritable analyse du développement du capitalisme au Canada.

Pour toute explication de la transformation du Canada en pays impérialiste, on a droit à une simple **illustration** (aux dires mêmes de la Ligue) des cinq caractéristiques de l'impérialisme. Comment peut-on ainsi arriver à comprendre les forces réelles qui ont amené cette transformation? Comment comprendre la situation nouvelle des diverses classes de notre pays?

Il faut voir dans cette conception erronée d'étudier l'histoire de notre pays, la cause première de sa reconnaissance superficielle de l'impérialisme canadien et de la politique suiviste qu'elle développe de plus en plus à son égard. Nous y reviendrons.

Ce qu'il faut déjà retenir de ces erreurs, tant de la Ligue que du P.W.M., c'est la nécessité absolue de fonder toutes nos positions politiques sur l'analyse concrète de notre pays, sur l'histoire réelle du capitalisme et de la lutte des classes au Canada.

Pour notre part, nous avons toujours mené la lutte contre ces deux positions erronées, nous avons toujours insisté sur la nécessité de lier étroitement la lutte contre la bourgeoisie canadienne et la lutte contre l'impérialisme américain. Notre IIième Congrès a encore renforcé cette position fondamentalement juste en la précisant et en menant encore plus loin la lutte contre l'influence de l'idéologie bourgeoise dans nos propres rangs. En particulier, nos recherches depuis deux ans ont amené la confirmation des points de vue fondamentaux exprimés dans "Créons l'Organisation Marxiste-Léniniste de Lutte pour le Parti". Manifeste d'EN LUTTE! publié en déc. 74 (traduit récemment par la revue Western Voice dans son no. de nov. 76). Ces recherches ainsi que deux ans de lutte au sein de la classe ouvrière canadienne nous ont amené à développer considérablement notre analyse de l'économie politique canadienne ainsi que de l'histoire de notre pays. C'est cette analyse historique que nous voulons d'abord vous présenter car pour comprendre les contradictions actuelles de la société canadienne, il faut d'abord étudier son histoire, il faut adopter le point de vue matérialiste historique.

Ainsi que nous le démontrerons dans les pages qui suivent, l'Etat canadien n'est pas un Etat fantoche mais bel et bien...

Première partie

La conquête de l'indépendance politique

L'histoire moderne de notre pays commence au XVIe siècle avec l'arrivée des colonisateurs français qui chasseront les Amérindiens de leurs territoires, pilleront leurs richesses et les priveront de tous leurs droits les plus fondamentaux. Jusqu'au XIXe siècle, le sort de notre pays demeure entre les mains de deux grandes puissances européennes: d'abord la France, puis l'Angleterre.

Les conditions d'apparition et de développement de l'Etat national, et donc, de la bourgeoisie, sont donc fort différentes de celles qui ont prévalu dans plusieurs pays d'Europe, et particulièrement dans ceux où le mode de production capitaliste atteint au XIXe siècle le niveau de développement le plus élevé, soit l'Angleterre et la France. Dans ces pays, l'unification militaire et politique, l'établissement de frontières nationales, l'unité linguistique et culturelle, ainsi que les conditions de base du marché national ont été réalisés dès l'époque de la monarchie absolue. C'est donc là, l'aristocratie féodale qui réunit les conditions de base au développement de la bourgeoisie nationale et c'est contre elle que la bourgeoisie devra lutter pour établir sa propre domination de classe et un Etat conforme à ses intérêts de classe.

Dans les colonies d'Amérique du Nord, la situation n'est pas du tout la même. Ici, c'est à la bourgeoisie que revient la tâche historique de réaliser à la fois les conditions économiques et politiques de l'unité nationale: l'Etat national et le marché national. Dans l'accomplissement de cette tâche, elle aura à affronter non pas principalement la classe féodale, qui est ici très faible, mais d'abord la domination coloniale étrangère. C'est ce qui explique, ici, l'importance encore plus grande de la lutte pour l'obtention de l'indépendance politique et également, la rapidité du développement du capitalisme une fois cette indépendance acquise.

La légèreté avec laquelle certains, entre autres le Progressive Workers' Movement (P.W.M.) dans son manifeste **Socialism and Independance in Canada,** considèrent les différentes réformes démocratiques et, en particulier la conquête progressive de notre indépendance politique, doit être fermement critiquée. Cette sous-estimation du rôle de la démocratie bourgeoise dans le développement du capitalisme est, en soi, une conception erronnée du rôle de l'Etat, mais elle comporte des conséquences encore plus néfastes dans les conditions particulières à l'histoire de notre pays.

LA LUTTE CONTRE LE REGIME COLONIAL ET SEMI-FEODAL

A la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle, le Canada, tel que nous le connaissons aujourd'hui, n'existe donc pas encore. Ce qui existe, ce sont les 6 colonies indépendantes les unes des autres mais entièrement soumises aux intérêts de la métropole impériale, aux intérêts des classes dirigeantes d'Angleterre, soit: Terre-Neuve, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ile-du-Prince-Edouard, le Bas-Canada et le Haut-Canada (ces deux dernières à partir de 1791). La Colombie-Britannique n'est à l'époque qu'un établissement de quelques centaines de colons tout au plus, et elle n'aura sa propre Assemblée qu'en 1849.

Il ne peut être question de considérer ces diverses colonies comme étant semblables en tous points. Pour ne prendre qu'un exemple, le fait que le Bas-Canada (aujourd'hui le Québec) ait été colonisé par la France **féodale** explique, chez lui, la persistance beaucoup plus forte d'éléments de la société féodale; dans les autres colonies, colonisées par l'Angleterre capitaliste, les éléments féodaux sont beaucoup plus restreints.

Il n'en reste pas moins que toutes ces colonies ont à subir la domination du régime colonial de la Grande-Bretagne. Les caractéristiques principales de ce régime sont les suivantes:

1 — C'est l'Angleterre qui contrôle toute l'activité économique des colonies en fonction de ses propres exigences économiques: si l'Angleterre a besoin de blé, on forcera les colonies à produire du blé, si elle a besoin de bois au lieu de blé, on forcera l'abandon de la culture du blé pour la production du bois. Les nombreuses crises économiques qu'ont alors dû subir les habitants des colonies sont le résultat direct de la domination britannique. C'est ainsi, en soumettant l'économie des colonies aux exigences économiques et même aux lois commerciales de l'Empire Britannique, que l'Angleterre les réduira à n'être que des sources de matières premières (fourrures, poisson, blé, bois) et des marchés pour ses produits manufacturés.

2 — Pour maintenir la domination de l'Angleterre, les colonialistes britanniques utilisent l'Etat colonial, tout entier dévoué à leurs intérêts. Le gouvernement local formé du gouverneur, du conseil législatif et du conseil exécutif (nommé par le roi), n'a aucune responsabilité devant l'assemblée législative élue par la population de chaque colonie. Le gouvernement est donc nommé et maintenu au pouvoir par l'Etat britannique et c'est à lui qu'il doit rendre des comptes, comme un valet rend des comptes à son maître!

Pour perpétuer la domination coloniale, il cherchera constamment à restreindre les libertés démocratiques: il n'hésitera pas non plus à les supprimer purement et simplement lorsqu'elles deviendront une arme efficace aux mains du peuple ni à noyer dans le sang les justes luttes du peuple pour la reconnaissance de ses droits légitimes, liberté de culte et de presse, le droit à l'instruction publique, le droit à la terre et surtout un gouvernement élu par le peuple, autant de droits fondamentaux pour lesquels le peuple aura à lutter dans toutes les colonies britanniques d'Amérique du Nord contre la clique des bureaucrates au service de l'Empire. Au Bas-Canada, tous les droits sont encore plus limités en raison du caractère encore plus dur et pénible de l'oppression nationale qui s'y exerce.

3 — Pour maintenir leur domination, les colonialistes conservent enfin de nombreux éléments de la société féodale, même si on ne peut parler d'une société féodale au sens strict.

C'est cette réalité que nous désignons par la notion de **semi-féodalisme.** Nous entendons par là le fait que le régime social des colonies se caractérise alors par une situation de transition entre le féodalisme et le capitalisme. Cette situation particulière s'explique par le fait que les colonies n'ont pas jusque là connu un développement autonome; étant plutôt des extensions de la métropole; par ailleurs, celle-ci ne pouvait

transposer (et n'avait pas intérêt à transposer) intégralement son système social. C'est ainsi que la France féodale du XVIIe et XVIIIe siècles n'a jamais établi un véritable système féodal en Nouvelle-France et que, de la même façon, l'Angleterre capitaliste du XVIIIe et XIXe siècles n'a pas non plus exporté intégralement ses rapports sociaux capitalistes.

Au Bas-Canada, en particulier, ils ont maintenu le régime seigneurial jusqu'en 1854, empêchant les paysans de posséder la terre qu'eux seuls travaillaient à faire fructifier; dans les autres colonies, ils empêchent également le libre accès à la terre accordant automatiquement 1/7 de toutes les terres concédées à l'Eglise anglicane, de même que de vastes étendues des meilleures terres agricoles à de grands marchands britanniques ou à leurs fidèles serviteurs locaux. Les immenses richesses agricoles des colonies seront ainsi partagées entre les marchands et les financiers d'Angleterre et leurs agents locaux: les marchands des colonies, les Eglises catholiques et anglicane, les seigneurs et autres amis du régime. Ce vaste système de privilèges et de corruption, loin de permettre le développement de l'agriculture, servira plutôt à de vastes opérations de spéculation au profit de cette poignée de parasites, regroupés dans des compagnies telles l'American and British Land Co., la Canada Co., etc.

Le régime social et politique de l'époque comporte donc un double aspect, d'une part colonial, d'autre part semi-féodal, mais c'est nettement le caractère colonial qui est principal. Toute lutte pour le progrès passe donc par d'abord le renversement du colonialisme britannique.

Mais, en même temps qu'ils emprisonnaient, pour ainsi dire, le développement des colonies afin de maintenir leur domination et leur exploitation, les colonialistes creusaient leur propre tombe. L'histoire, la vie, est ainsi faite que leur soif de richesses les faisait contribuer malgré eux, au développement d'un régime social nouveau: le mode de production capitaliste.

L'intensification constante de l'extraction de nos richesses naturelles, la pénétration massive des produits manufacturés britanniques, la soumission de l'agriculture aux besoins de la métropole et donc au marché international ont peu à peu élargi le champ de l'économie marchande, base essentielle au développement du capitalisme.

Ce mouvement, à peine sensible alors que notre économie était dominée par le commerce des fourrures, prit une ampleur considérable au début du XIXe siècle, lorsque l'Angleterre eut besoin d'exploiter massivement nos richesses forestières. Sur les traces du commerce du bois, on vit apparaître et se multiplier d'abord les scieries, ensuite les chantiers navals, etc. A la campagne, les cultivateurs qui, autrefois, produisaient à peu près tout ce qu'ils consommaient, nourriture, vêtements, etc., furent amenés à produire pour vendre aux marchands. Il devenait plus économique pour eux de ne cultiver que quelques denrées agricoles en grandes quantités et d'acheter avec le fruit de leurs ventes, les produits qu'ils ne fabriquaient plus. Cette situation nouvelle créa des conditions favorables au développement du commerce et, également, à la création de nombreuses petites usines de biens de consommation dans les villes et villages: poteries, brasseries, tanneries... Ce mouvement connut une extension encore plus grande au Haut-Canada et dans les Maritimes, là où le paysan possédait sa terre et où le développement des rapports marchands était moins entravé par les propriétaires fonciers féodaux.

Cette contradiction toujours plus aigue entre le développement des forces productives et le frein que constituait pour celles-ci la domination coloniale se manifestait par une lutte de classe toujours plus vive entre les classes dominantes et les classes exploitées.

De toutes les classes dominantes, le capital marchand est alors le plus ardent défenseur de l'ordre social existant. Il est étroitement lié à l'Etat colonial, ses membres contrôlent au nom de la métropole le conseil législatif et exécutif.

Ce contrôle de l'Etat est indispensable à l'escroquerie et au pillage sur lesquels sont basés ses profits. Contrairement au capital industriel, le profit du capital marchand n'est pas issu de la production de nouvelles valeurs, mais de la circulation des marchandises. Le marchand ne peut donc faire de profits qu'en achetant au-dessous de la valeur réelle ou en vendant au-dessus de cette valeur, ou des deux façons à la fois! Un tel procédé est incompatible avec la libre circulation du capital; pour empêcher cette libre circulation, le contrôle de l'Etat lui est indispensable.

Il est étroitement lié au grand capital marchand et financier britannique. Sa principale source de profits lui vient du commerce d'exportation et d'importation avec l'Empire; c'est aussi grâce à ses liens étroits avec les financiers britannique qu'il deviendra le principal agent financier des colonies et pourra mettre sur pied les premières banques canadiennes.

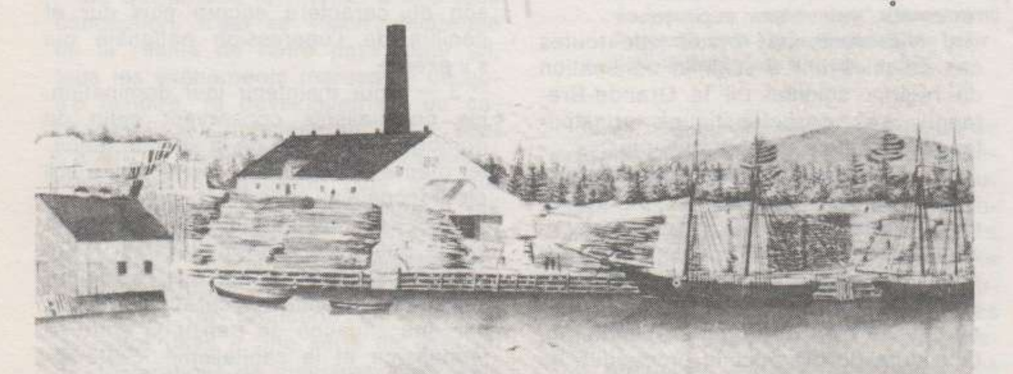
En fait, durant la majeure partie de cette période, le capital marchand est faiblement implanté dans les colonies qui ne sont souvent pour lui qu'une occasion de faire fortune avant de retourner en Angleterre.

Peu à peu toutefois, certains marchands comme les Molson, McCavish et McGill immobilisèrent une part importante de leur capital dans les colonies. Ils constituèrent ainsi une part importante de l'accumulation primitive du capital nécessaire au développement du capitalisme.

Les **propriétaires fonciers** et les **seigneurs** sont également pour le maintien de l'ancienne société. La rupture de la dépendance coloniale leur enlèverait le support principal de leurs privilèges: l'Etat colonial. Il faut cependant noter que l'extension de l'économie marchande contribue déjà à les faire disparaître en tant que classe. De plus en plus, ce sont les marchands qui prennent possession des seigneuries et des grands domaines terriens.

Enfin, l'Eglise catholique et l'Eglise anglicane, à la fois propriétaires fonciers et grands sanctificateurs de la réaction sur tous les plans, s'opposent farouchement à tout progrès social.

Face à ces différentes classes réactionnaires, il y a celles qui contribuent au progrès, qui représentent l'avenir de notre pays: la paysannerie et la petite-bourgeoisie libérale, de même que le prolétariat et la bourgeoisie industrielle naissants. Ces différentes classes constituent l'immense majorité de la population des



L'économie canadienne subit une grande transformation au début du XXsiècle, concentrée alors sur le commerce des fourrures elle dut, pour satisfaire les besoins de l'Angleterre dont elle dépendait, passer à l'exploitation des richesses forestières. On vit alors se multiplier les scieries, chantiers navals...

colonies. Parmi elles, la classe la plus nombreuse est la paysannerie. Elle se divise en 2 fractions principales: dans tout le Bas-Canada, à l'exception des Cantons de l'Est, on retrouve une paysannerie féodale; elle n'est pas propriétaire de sa terre et une grande partie de son travail lui est extorqué par le seigneur, sous forme de corvées et d'obligations de toutes sortes, en définitives sous forme de rente.

Au Haut Canada, dans les centres de l'est et dans les maritimes, les colons anglais sont propriétaires de leur terre, au contraire des paysans francophones. C'est là une des formes importantes que revêt l'oppression de la nation canadienne française.

Ainsi, dans ces régions, l'agriculture progresse plus rapidement. Les petits-agriculteurs entrent cependant, eux aussi, en conflit avec les grands propriétaires fonciers et le clergé qui laissent végéter leurs immenses propriétés ou ne les vendent qu'à prix d'or, les empêchant ainsi d'agrandir leurs terres. Ils s'opposent également aux marchands et à l'Etat colonial qui entravent, de mille façons le développement de l'agriculture et détournent la richesse du pays à leur seul profit.

La petite-bourgeoisie libérale et commerçante s'oppose également au régime colonial et semi-féodal. Ses activités économiques la rendent solidaire de la paysannerie, dans la mesure où la prospérité des paysans est une condition de la sienne. C'est elle qui, dans les deux Canada, prendra la tête du mouvement démocratique révolutionnaire de 1837-38.

Le prolétariat et la bourgeoisie industrielle n'en sont encore qu'à leurs premiers pas; ils ne peuvent donc pas encore jouer un rôle de premier plan dans la lutte de classes.

Une lutte intense opposera, durant toute cette période, les classes réactionnaires regroupées autour du **Family Compact** au Haut-Canada, et de la **Clique du Château** au Bas-Canada, d'une part, et les classes progressistes et révolutionnaires d'autre part, dirigées par le Parti Canadien au Bas-Canada et le Parti réformiste au Haut-Canada. Cette lutte se transforme en 1837 en une véritable insurrection populaire armée dans les deux Canada. Les deux insurrections furent rapidement vaincues par l'armée britannique qui y engagea plusieurs milliers d'hommes de troupe, cent fois plus armés que les révolutionnaires.

L'échec de ces derniers n'est pas dû ni à l'absence d'un idéal vraiment révolutionnaire, ni à leur manque de courage. Il faut plutôt en chercher la raison dans l'absence de direction d'une classe révolutionnaire puissante. Au sein du régime colonial et semi-féodal de l'époque, seule la bourgeoisie industrielle pouvait jouer ce rôle. Or, cette bourgeoisie, nous l'avons vu, est encore trop faible et sa fraction la plus importante (capitalistes des chantiers maritimes et des scieries) est



1837 un moment clé dans la lutte contre le régime colonial et semi-féodal. La petite-bourgeoisie libérale et commercante prend la direction de ce mouvement qui se transforme en 1837 en véritable insurrection populaire dans les deux canadas.

étroitement liée aux commandes des capitalistes britanniques, ce qui la pousse fortement vers le compromis.

C'est donc la petite-bourgeoisie qui a pris en main la direction de la lutte: l'inconséquence et l'indécision, caractéristiques générales de cette classe, ses faibles assises économiques, ne pouvaient mener le mouvement qu'à l'échec!

C'est toutefois une erreur grave que de se limiter à constater la défaite militaire du mouvement démocratique et d'en tirer la conclusion, ainsi que l'a fait le P.W.M. (voir **Independance and Socialism in Canada,** p. 14) que cette défaite signait l'arrêt de mort du mouvement lui-même! Les forces économiques profondes qui l'ont fait naître n'ont pas cessé d'exister, bien au contraire! La lutte pour l'établissement d'un Etat national démocratique allait reprendre bientôt avec une ampleur nouvelle. Les seuls efforts réels de cet échec militaire ont été de changer les **moyens** par lesquels cette lutte s'est menée, la lutte révolutionnaire faisant place aux compromis.

VERS LA CONFEDERATION ET... LA LOI DU CAPITAL!

La création de l'Etat national démocratique est à la fois le résultat et la condition du développement du mode de production capitaliste dans un pays. Cette loi générale de l'Histoire s'applique au Canada comme partout ailleurs. En tant que superstructure politique et idéologique de l'économie capitaliste, l'Etat national démocratique est le cadre nécessaire de la libération des forces productives.

La création de l'Etat canadien est donc essentiellement le moyen par lequel la bourgeoisie des colonies britanniques d'Amérique du Nord a réalisé ses intérêts de classe; les multiples tractations des financiers de Londres, l'intérêt de la Grande-Bretagne à unir les diverses colonies dans un même Etat face à l'expansionnisme américain, ne doivent jamais nous faire oublier ce fait précis que l'Etat canadien était une **condition d'existence** de la seule bourgeoisie canadienne, qu'il répondait d'abord aux exigences du développement du capitalisme ici.

C'est cette caractéristique essentielle qu'oublient l'analyse du P.W.M. et celle de certains "study groups" lorsqu'ils nient l'indépendance politique du Canada:

> **"Allons-nous croire que la Confédération a réellement signifié l'indépendance face à la domination britannique? N'est-il pas évident que le Canada, en fait, est devenu l'une des toutes premières néo-colonies au monde, un pays que gouvernait une classe dirigeante locale (native) au nom du pouvoir impérialiste dominant? Il n'y avait aucune bourgeoisie nationale canadienne indépendante, ou en tout cas aucune qui joua un rôle dans l'édification de la Confédération."** ***(Independance and Socialism in Canada,*** **p. 17, notre traduction)**

Nous allons montrer, pour notre part, comment les années 1840-1867 sont marquées par la constitution d'un pouvoir d'Etat conforme aux intérêts de classe de la bourgeoisie capitaliste canadienne. Ceci doit cependant être compris à la lumière du rôle important joué par les facteurs externes dans ce processus, en particulier les transformations survenues au sein de l'Empire britannique et les profits gigantesques ainsi réalisés par les financiers britanniques.

Au cours des années 1840-1850, des événements décisifs pour l'avenir des colonies se produisirent de part et d'autre de l'Atlantique. En Angleterre d'abord, les capitalistes industriels s'emparaient du pouvoir politique et réorganisaient l'Empire en fonction de leurs intérêts: ils mettaient un terme à l'ancien mercantilisme impérial et instauraient le libre-échange. C'en était fait des tarifs préférentiels accordés aux matières premières canadiennes: en 1846, les **Corn Laws** (tarifs préférentiels sur le blé) sont abolis. Pour les capitalistes marchands des colonies, c'est un dur coup: dans les années subséquentes, un grand nombre d'entre eux devront déclarer faillite!

Dans les colonies aussi les événements se précipitent. Le Bas-Canada et le Haut-Canada sont réunis dans un même Etat en 1840. Les réformistes francophones et anglophones unissent leurs forces pour obtenir le "gouvernement responsable" devant l'assemblée **législative**. Supportés par un vaste mouvement populaire dans tout le Canada et favorisés par les transformations de la politique coloniale britannique, ils remportent la victoire en 1848: l'Empire concède le gouvernement responsable. C'est une victoire déterminante pour les capitalistes canadiens. Ils acquièrent, en effet, le contrôle politique du marché intérieur et des ressources du pays.

Ainsi apparaissent les conditions pour la formation d'une nouvelle classe dominante: la bourgeoisie capitaliste. Cette nouvelle classe est le résultat de deux processus étroitement liés: d'une part, la transformation du capital marchand en capital industriel et le renforcement des petits capitalistes industriels; d'autre part, la fusion de ces deux anciennes fractions du capital en un seul et même capital. Ces deux processus se réalisent progressivement jusqu'à la fin du siècle.

Il est nécessaire d'insister sur la transformation du capital marchand en capital industriel car ce phénomène a toujours été nié par la plupart des nationalistes bourgeois canadiens et même par certains marxistes-léninistes. Leur point de vue est toutefois contredit en théorie, par Marx, et en pratique par l'histoire de notre pays. Marx, en effet, a démontré comment les lois de développement du capital entraînent nécessairement l'unification du capital marchand au mouvement d'ensemble du capital:

> **"A l'intérieur de la production capitaliste, le capital marchand se trouve dépouillé de son existence autonome antérieure pour n'être qu'un élément particulier de l'investissement de capital, et l'égalisation des profits réduit son taux de profit à la moyenne générale. Il ne fait plus fonction que d'agent du capital industriel (...). Le développement prépondérant et autonome de capital comme capital marchand signifierait que la production n'est pas soumise au capital: il signifierait donc le développement du capital sur la base d'une forme sociale de production indépendante de lui et qui lui serait étrangère. Le développement indépendant du capital marchand est donc inversement proportionnel au développement économique général de la société". *Le Capital*, Livre III, p. 336.**

Ainsi donc, tant que le capital marchand est la forme principale du capital dans un pays, ce pays n'est pas dominé par le mode de production capitaliste. Le capitalisme est un mode de **production,** il exige que le capital se soumette non seulement l'échange des marchandises (tâche entreprise par le capital marchand depuis le mode de production esclavagiste) mais d'abord leur production. Voilà pourquoi la transformation du capital marchand en capital industriel (i.e. en capital investi dans la production) constitue un événement déterminant dans l'histoire de notre pays: il marque l'apparition du capitalisme en tant que mode de production dominant.

Ainsi donc le capital marchand dans notre pays, que nous venons de décrire plus haut comme le principal représentant des forces de la réaction en vient finalement à fusionner avec le capital industriel, qui représente lui, les forces du progrès. Cette transformation déterminante dans l'histoire de notre pays ne s'est pas réalisée grâce à une quelconque "force occulte", elle s'est réalisée dans la lutte entre les forces du progrès et les forces de la réaction, une lutte qui ne sera victorieuse qu'avec la soumission du capital marchand et sa transformation en capital industriel.

Comme le décrit Marx:

> **"Dès que la manufacture s'est quelque peu renforcée et encore davantage la grande industrie, elles se créent à leur tour le marché ou le conquièrent par leurs marchandises. Le commerce devient alors le serviteur de la production industrielle pour laquelle un élargissement constant du marché est une condition vitale. (Marx, ouvrage cité p. 344)**

Les lois même du développement du capital entraînaient donc nécessairement tout d'abord la lutte entre le capital marchand et industriel, et ensuite l'intégration du capital marchand au mouvement d'ensemble du capital; la nouvelle politique impériale n'a donc fait qu'accélérer les choses.

Tous les principaux événements politiques et économiques de l'époque manifestent l'unification du capital marchand et industriel en un seul capital, le capital d'une seule bourgeoise. Au niveau politique, le parti libéral et le parti conservateur, représentants traditionnels de chacune de ces deux fractions, se fusionnent en 1854 et, en 1864, l'unité politique de la bourgeoisie se renforce avec la coalition Macdonald-Brown pour la création de la Confédération.

Au niveau économique, l'Etat canadien met de l'avant une série de mesures politiques toutes destinées à la création d'un véritable marché national. C'est ainsi que, pour tirer profit du traité de Réciprocité avec les U.S.A., on instaure, pour la première fois en 1859, des barrières tarifaires qui protègent l'industrie manufacturière canadienne; l'Etat intervient également pour financer un système de transport national moderne (canalisation du St-Laurent et construction des chemins de fer).

L'objectif de ces mesures n'est rien d'autre que l'existence du Canada. Il n'y a, en fait, qu'une seule alternative: ou bien la bourgeoisie canadienne réussit à constituer son propre marché national, ou bien le Canada devient une simple extension du marché américain et, tôt ou tard, le "x"ième Etat américain.

Malgré le contrôle important, dès cette époque, des capitalistes américains sur nos richesses naturelles, malgré la dépendance très grande de notre pays à l'égard du capital britannique, ces différentes mesures vont accélérer le développement du capitalisme canadien, et renforcer la bourgeoisie canadienne. Il faut en effet savoir que jamais auparavant notre pays n'avait connu une immobilisation aussi massive de capitaux que celle entraînée par les chemins de fer: en 1850, le Canada ne comptait que 66 milles de ligne de chemin de fer: dix ans plus tard, il y en avait plus de 2,000 milles.

L'industrialisation, l'exploitation capitaliste du travail étaient véritablement enclanchées. Dès cette époque, la plupart des produits nécessaires aux chemins de fer sont fabriqués au pays: en même temps, les contracteurs engagés dans la construction des canaux et des chemins de fer accumulent leur premier capital: stimulées par les exportations de blé, de grandes meuneries apparaissent... Le Canada est bel et bien entré au cours de cette période dans l'ère du capitalisme moderne.



Malgré toutes les belles paroles qui ont pu entourer la création de la Confédération canadienne en 1867, celle-ci ne servit que d'instrument à la bourgeoisie canadienne pour élargir et consolider le marché national qui est en train de se constituer.

Il devient dès lors décisif pour la bourgeoisie canadienne d'élargir et de consolider le marché national qui est en train de se constituer. Ce sont ces exigences qui amènent en 1867 la création de la Confédération canadienne, et en 1879 l'adoption de la National Policy par le gouvernement fédéral.

Avec la Confédération, **l'essentiel** de la Révolution démocratique bourgeoise est réalisé au Canada. Plusieurs, après le P.W.M. dans son Manifeste cité plus haut, nient encore ce fait majeur de l'histoire de notre pays. Ce point de vue erroné repose souvent sur une conception "idéalisée" de la Révolution bourgeoise. Il est nécessaire de rappeler que nulle part cette Révolution s'est faite en un jour, même dans les cas éclatants des Révolutions anglaise et française précédées d'une véritable guerre civile. Partout, au contraire, la bourgeoisie a dû faire des compromis avec les anciennes classes dominantes: tout le XIXième siècle en Europe est plein de tels compromis entre la bourgeoisie et les anciennes classes déchues. Mais partout, néanmoins, les mêmes processus fondamentaux se sont produits, à savoir la domination du mode de production capitaliste sur l'ensemble de la société et l'établissement du régime politique de démocratie bourgeoise: le capital pénètre et domine la production sociale; toutes les colonies, en plus des vastes régions de l'Ouest et à l'exception de Terre-Neuve, sont réunies sous un seul Etat national; cet Etat a le contrôle juridique de toutes les principales questions économiques; enfin, la Confédération instaure définitivement le régime politique de démocratie bourgeoise et le contrôle du pouvoir d'Etat par la bourgeoisie canadienne.

Ce contrôle, n'est évidemment pas absolu: il demeure encore de nombreux liens de dépendance très grands de l'Etat canadien à l'égard de la bourgeoisie britannique. En particulier la défense et la politique étrangère sont encore sous la juridiction de la Grande-Bretagne.

La bourgeoisie canadienne ne tarde cependant pas à utiliser pleinement tous les nouveaux pouvoirs qu'elle a acquis.

L'unité politique décrétée en 1867 n'était que l'enveloppe juridico-politique d'une unité économique encore fragile. L'élaboration de cette unité économique se présentait donc d'emblée comme la tâche de l'heure pour la bourgeoisie. C'est à cette fin qu'elle adopte en 1879 la "National Policy". Les composantes essentielles de cette politique sont les suivantes:

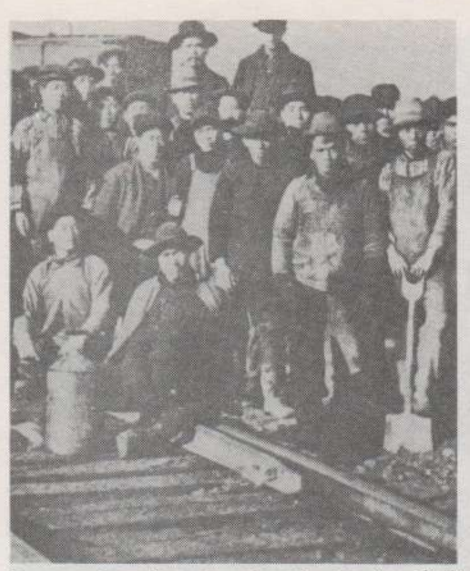
1) construire un chemin de fer transcontinental complètement en territoire canadien.

2) peupler les prairies de l'Ouest et y faire cultiver le blé pour l'exportation.

3) prendre possession du sol au nom du gouvernement fédéral

4) stimuler l'immigration

5) adopter une politique tarifaire protectionniste pour accélérer le développement de l'industrie manufacturière.





La construction du chemin de fer était une des composantes essentielles du "National Policy" et a d'ailleurs rapporté des profits fabuleux. Ce qui n'était pas sans lien avec une autre composante essentielle du "National Policy" qui était de stimuler l'immigration. Quand on sait que la caractéristique principale des travailleurs immigrés est de fournir une abondante main-d'oeuvre bon marché.

Pris un à un, ces divers éléments pouvaient servir et ont effectivement servi les intérêts de la bourgeoisie britannique. La construction du chemin de fer, par exemple, a rapporté des profits fabuleux aux financiers britanniques. Mais cette vision étroite des choses ne peut permettre de comprendre l'essence même de la National Policy, la consolidation du marché national.

Alors que les capitalistes étrangers pouvaient avoir intérêt à tel ou tel aspect de cette politique, seule la bourgeoisie canadienne avait un intérêt direct à la mise en marche de l'ensemble de cette politique, elle était la seule bourgeoisie dont l'existence même dépendait du succès de cette politique.

La Confédération est donc un moment-clé de l'histoire de notre pays. Dès lors, la bourgeoise canadienne contrôle le pouvoir d'Etat et l'utilise pour la défense de ses intérêts; dès lors également, la bourgeoisie a rempli, pour l'essentiel, sa mission historique et elle devient rapidement une force réactionnaire, un frein au progrès de notre pays.

La bourgeoisie canadienne, directement et par le biais de son Etat, démontrera sa nature réactionnaire, surtout par ses attaques contre la classe ouvrière, mais aussi dans l'oppression accrue de la nation québécoise, des Amérindiens et Inuits.

Dès son accession au pouvoir d'Etat, la bourgeoisie s'attaque férocement au mouvement ouvrier recourant à tous les moyens pour empêcher celui-ci de se syndiquer. Par toute une série de législations antiouvrières, l'Etat canadien a tenté de briser la résistance des ouvriers à l'exploitation. A cette époque, la classe ouvrière lutte pour la réduction de la journée de travail (journée de 9 heures), pour la reconnaissance syndicale, contre l'emploi des enfants et des prisonniers dans la production. Ces revendications sont soutenues par un large mouvement de masse. La bourgeoisie leur répond par l'utilisation excessive de son appareil de répression: police, armée, prison... Même quand l'Etat doit céder aux revendications ouvrières, il trouve le moyen de rendre ses réformes acceptables pour la bourgeoisie. Par exemple, après que l'Etat ait légiféré sur la durée de la journée de travail, le recours par les capitalistes au travail supplémentaire obligatoire devient pratique courante. En 1872, le gouvernement de John A. MacDonald reconnaît en principe les syndicats, jusqu'alors considérés illégaux (Trade Union Act). Mais au même moment, l'Etat apporte un amendement au code criminel, prévoyant des représailles pour tout acte de "violence" ou d'"intimidation" pendant les campagnes de syndicalisation ou les grèves. La répression de l'Etat s'abat arbitrairement sur tout ouvrier. De plus, les fortes amendes imposées avaient pour but d'acculer les syndicats à la faillite. Le "Masters and Servants Act" décrétait offense criminelle le fait qu'un ouvrier laisse son emploi. En 1876, l'Etat n'en fera qu'une offense civile(!), remplaçant l'emprisonnement par des amendes.

La formation de l'Etat national canadien, avec la Confédération, représente également l'intégration forcée du Québec dans le marché national et l'Etat cana-



diens. De fait, la Confédération se réalise en niant tout à fait le droit de la nation québécoise à disposer d'elle-même; on force l'intégration sans même consulter le peuple (il faut d'ailleurs noter que cela est également vrai pour toutes les autres provinces du pays) et malgré son opposition qui, à l'époque, s'exprime par de multiples manifestations, des journaux et le Parti rouge; cette opposition est surtout alimentée par la petite-bourgeoisie. La bourgeoisie québécoise choisit, elle, de s'intégrer à la bourgeoisie canadienne afin de profiter des avantages du nouveau marché national canadien. Des bourgeois comme Taché, Cartier et Langevin, promoteurs de la Confédération, représentent non seulement la fraction anglophone de la bourgeoisie installée au Québec mais aussi sa fraction francophone. Dès lors, l'oppression de la nation québécoise est étroitement liée au développement du capitalisme et à la domination de la bourgeoisie sur l'Etat canadien et l'accentuation des conséquences néfastes du développement du capitalisme entraîne nécessairement et inévitablement l'accroissement de l'oppression nationale du Québec.

Les attaques de la bourgeoisie canadienne contre les Amérindiens et les Inuits ont été encore plus furieuses. Il fallait les déloger de leurs territoires pour accéder aux ressources naturelles; il fallait leur nier le droit à leur mode de vie, à leurs coutumes, à leur langue et leur organisation sociale, afin que le capitalisme se développe. Les traités, conclus de bonne foi par les tribus amérindiennes, sont foulés aux pieds. C'est dans la lutte pour étouffer la rébellion de Louis Riel, en 1869, que se forme le corps de répression qui allait devenir la RCMP. En 1880, l'Etat canadien adopte le "Indian Act" qui consacre la mainmise de l'Etat sur la "gérance" des réserves.



Là aussi, c'est la domination de la bourgeoisie canadienne qui est la cause fondamentale de l'oppression et de la négation des droits nationaux.

RESUME DE LA PREMIERE PARTIE

Nous avons donc démontré que l'histoire du Canada, depuis l'arrivée des colonialistes français et britanniques, est l'histoire d'un pays qui a liquidé le régime colonial et semi-féodal, accédant ainsi à l'indépendance politique et au capitalisme. Les transformations ont été le résultat de nombreuses luttes de classes qui ont opposé les forces du progrès social et celles de la réaction.

Cette lutte s'est principalement menée contre le colonialisme britannique car il était le frein principal au développement indépendant de notre pays.

Après de nombreux échecs, la bourgeoisie canadienne, s'appuyant sur la révolte du peuple canadien et favorisée par les transformations de la politique coloniale britannique, remporte une victoire déterminante en 1848: elle obtient le gouvernement responsable devant le peuple et l'autonomie des colonies.

Dès lors, s'amorce le processus de la



Malgré les tentatives de la bourgeoisie pour briser la résistance des ouvriers, celle-ci ne fait que s'intensifier, à cette époque la classe ouvrière lutte pour la réduction de la journée de travail à neuf heures, pour la reconnaissance syndicale, contre l'emploi des enfants et des prisonniers dans la production.

Révolution démocratique bourgeoise au Canada. Avec la création de la Confédération en 1867, ce processus est réalisé pour l'essentiel et la bourgeoisie canadienne détient désormais le pouvoir d'Etat dans notre pays. Depuis cette époque, le Canada est un pays capitaliste indépendant.

Nous allons maintenant démontrer comment le Canada s'est progressivement transformé au cours de la première moitié du XXe siècle en un véritable pays impérialiste.

Encore une fois, il est utile de rappeler que cette transformation ne s'est pas effectuée en un seul jour. C'est toutefois dans les années qui précèdent et suivent immédiatement la première guerre mondiale et au cours de la guerre elle-même que doit être située la période où apparaissent et se réalisent intégralement au Canada les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme, stade pourrissant et ultime du capitalisme. C'est-à-dire:

1) l'industrie et les banques se concentrent au point où ce n'est plus qu'une poignée de grands monopoles qui dirigent l'économie du pays.

2) le capital banquaire canadien et le capital industriel canadien fusionnent pour constituer un véritable capital financier, également canadien.

3) ce capital financier canadien se lance dans l'exportation de capital à l'étranger et participe ainsi à l'exploitation des peuples et nations dominés.

Comme pour la période précédente, la très forte présence de l'impérialisme étranger a accéléré grandement ces transformations. Plus précisément, la pénétration massive du capital américain au Canada est indissociable de la création du capital financier canadien.

Sur la base de l'association de ces deux capitaux financiers, s'est constituée au lendemain de la 2e guerre mondiale, l'alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain. Cette alliance concerne toutes les questions les plus importantes de la vie économique, politique, militaire, culturelle, etc, de notre pays.



Tout ce qui fait obstacle à la bourgeoisie dans sa course aux profits, elle s'arrange pour le débarquer. C'est ce qu'elle a fait avec les indiens et inuits en leur enlevant leur territoire et en niant leur mode de vie, coutumes, organisation sociale. Ce qui a donné lieu à plusieurs fortes rébellions dont celle de Louis Riel en 1868 et de certains chefs indiens dont BIG BEAR et POUNDMAKER.

Partie 2

La transformation du Canada en pays impérialiste

Au début du XXe siècle, le Canada n'est encore qu'un pays capitaliste à peine sorti de l'enfance; plus précisément, le capitalisme canadien connaît son essor le plus grand au moment où les principaux pays capitalistes avancés (Angleterre, France, Allemagne, U.S.A.) se transforment en pays impérialistes et se livrent une lutte impitoyable pour le partage du monde.

C'est même ce développement de l'impérialisme à l'échelle mondiale et, plus particulièrement, l'exportation considérable de capitaux vers le Canada, qui va accélérer le développement du capitalisme au Canada. Comme écrit Lénine:

> **"Les exportations de capitaux influent, en l'accélérant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier." *(L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* Editions de Pékin, p. 75)**

Le Canada est justement un des pays vers lesquels seront exportés la plus grande masse de capitaux. L'Angleterre sera évidemment la première puissance impérialiste à en tirer profit: elle est à l'époque la principale puissance impérialiste et elle bénéficie en plus du maintien de certains liens de domination coloniale au Canada.

Cette domination de l'Angleterre ne réduira toutefois pas le Canada au rang de colonie. Toute cette période sera, au contraire, marquée par la marche du Canada vers son indépendance totale, acquise définitivement par le Statut de Westminster en 1931. Plus encore, cette période sera celle du plus intense développement capitaliste.

Au cours de la première moitié du siècle, le Canada va passer d'une situation de pays marginal sur la scène mondiale aux premiers rangs des nations commerçantes et industrielles: le rapport Rowell-Sirois (rapport de la Commission Royale d'Enquête sur les relations entre le Dominion et les provinces, 1940) souligne qu'à la veille de la 2ième guerre mondiale, notre pays est au sixième rang pour le commerce international: il est également le cinquième plus grand exportateur de capital et le premier pour ... l'importation de capital!

Le tableau suivant indique bien l'ampleur du développement capitaliste au Canada au cours de cette période:

Tableau 1: Industries manufacturières du Canada

	Etablissements	Capital ($ millions)	Valeur nette de prod. ($millions)	Nombre d'employés	Capital moyen établissement
1870	41,259	77	96	187,942	
1890	75,964	353	219	369,595	4,649
1920	22,532	2923	1621	598,893	
1930	22,618	4041	1522	614,696	178,663
1940	25,513	4095	1942	762,244	160,535

Source: Tim Buck, Canada, The Communist viewpoint, progress books, Toronto, 1948, p. 45.



Le développement du capitalisme et l'enrichissement des uns ne peut aller sans l'appauvrissement des autres. Il laisse ses traces, misère, chômage, soupe populaire.

Travailleurs immigrés en route pour la canada.



Agriculteur et sa famille appauvri au point d'abandonner sa ferme.



Chômeurs dans les camps de travail des années de crise.

Ces statistiques illustrent la croissance phénoménale du capital investi dans la production manufacturière et de la valeur nette de cette production: le capital investi en 1940 est 53 fois supérieur à ce qu'il était en 1870 et la valeur de la production en 1870 est multipliée par 20 en 1940; il faut également mentionner que tout ce nouveau capital se concentre dans un nombre de plus en plus restreint d'usines géantes: alors qu'en 1890, le capital moyen de chaque établissement manufacturier n'était que de $4,649.00, il s'élève à $178,663.00 quarante ans plus tard, soit 38 fois plus.

Ce vaste développement du capitalisme ne pouvait se réaliser qu'en accentuant encore plus l'exploitation de toutes les couches du peuple et, en premier lieu, du prolétariat. Il en est résulté une concentration sans précédent de la richesse et du luxe entre les mains d'une petite poignée d'industriels, de banquiers et de commerçants capitalistes, richesse qui n'a eu d'égal que l'accroissement de la pauvreté et de la misère pour les autres. Le capitalisme est ainsi fait qu'il ne peut se développer qu'en développant la misère, le chômage et ... la soupe populaire!

Ce faisant, le capitalisme a non seulement produit mais aussi renforcé la classe qui a pour mission de le détruire: le prolétariat. Non seulement le prolétariat est-il devenu, au cours de la période, la classe la plus nombreuse de la population, non seulement s'est-il concentré dans des usines géantes et dans les grands centres urbains de Montréal, Toronto et Hamilton, mais il est surtout devenu la principale force d'opposition à la bourgeoisie, la seule qui soit capable de la faire reculer et, finalement, de la renverser.

Toute l'histoire de notre pays au XXe siècle est marquée par la lutte constante du mouvement ouvrier contre le capital et son Etat de dictature; toutes les principales réformes démocratiques concédées par la bourgeoisie canadienne sont le fruit de cette lutte constante du mouvement ouvrier. C'est dans cette lutte que le prolétariat a renforcé son organisation et aiguisé sa conscience de classe. Durant la seule période 1900-1913, le nombre de travailleurs syndiqués passe de 50,000 à 175,799; et 377,234 travailleurs sont impliqués dans 1519 grèves. C'est d'ailleurs peu après, soit en 1921, que le Parti communiste canadien est créé, connaissant même sa période de plus large influence au sein du mouvement ouvrier au cours des années suivantes et, en particulier, dans les années '30.

Mais le prolétariat n'est pas seul dans sa lutte contre la bourgeoisie; les agriculteurs ont également à subir les assauts du capital qui les prend à la gorge par son contrôle sur les instruments agricoles, les engrais chimiques, le transport des marchandises... Leurs révoltes furent d'une telle ampleur qu'ils en vinrent à former leur propre parti politique, le Parti des Fermiers-Unis, prenant même le pouvoir aux élections provinciales de 1919 en Ontario et de 1921, en Alberta.

En fait, au cours de cette période, toutes les couches du peuple eurent à payer le prix du développement capitaliste.

Le capitalisme a ainsi vite atteint son stade parasitaire et pourrissant, le stade des monopoles. Lénine a montré comment le développement du capitalisme mène nécessairement à la constitution des monopoles dans tous les secteurs de l'activité économique. Il n'en fut pas autrement au Canada.

Le tableau suivant montre jusqu'à quel point ce ne sont plus qu'une petite poignée d'entreprises qui contrôlent la plus grande partie de la production, et ce dans tous les secteurs industriels les plus importants, tels l'automobile, les instruments aratoires, le ciment, l'équipement électrique, etc. ...

A ces faits bruts, ajoutons qu'en 1934, 50% des profits avant impôt sont accaparés par seulement 35 grandes corporations sur un nombre total de 11,000 entreprises.

Le Canada a donc suivi une voie identique à celle de tous les autres pays avancés. Il serait cependant tout à fait erroné de ne pas chercher à comprendre les conditions et les formes spécifiques de ces importantes transformations.

Même si notre analyse comporte encore des faiblesses assez importantes, ce qui est d'ailleurs le cas des analyses de l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste, il est d'ores et déjà certain que l'on ne peut comprendre la création du capital financier canadien sans tenir compte du rôle important joué par le capital américain au Canada. Plus exactement, le capital financier canadien, l'oligarchie financière canadienne s'est constituée à la fois en opposition aux monopoles américains et en association avec eux: en opposition, parce que l'arrivée massive des capitaux américains a forcé la monopolisation rapide du capital canadien s'il ne voulait pas être complètement rayé de la carte; en association, parce qu'une fois atteint un certain niveau de force qui les a rendus ca-

Tableau 2:
Concentration industrielle dans les années 30, basée sur le contrôle de la production des industries manufacturières choisies. % cumulatif de la production

Industrie	1 entreprise	2 entr.	3 entr.	4 entr.	5 entr.
Automobiles	40	65	89	–	–
Munitions et explosifs	100	–	–	–	–
Instruments aratoires	–	–	–	75	–
Brasseries	–	60	–	–	–
Ciment	90	–	–	–	–
Cuivre	53	–	–	93	–
Conserveries (fruits et légumes)	67	83	–	–	–
Coton	48	–	79	–	–
Equipement électrique	–	–	100	–	–
Engrais	–	–	70	–	–
Plomb	91	–	–	–	–
Viandes	59	85	–	–	–
Milling	–	–	–	–	73
Nickel	71	–	–	–	–
Huile	55	–	–	–	–
Pâtes et papier	39	50	61	72	–
Soie synthétique	66	100	–	–	–
Sucre	–	–	–	–	100
Pneus	–	–	–	–	65
Tabac	70	90	–	–	–

Source: The Canadian Corporate Elite, W. Clement, Carleton Library, no 89, p. 84.

pables de rivaliser, les capitalistes canadiens ont eu tôt fait de comprendre qu'ils n'avaient d'autre choix que de partager leur part du butin. Le capital financier canadien s'est alors étroitement lié avec le capital financier américain par la mise en place d'un nombre considérable de cartels communs et l'interpénétration de leur conseil d'administration et de leurs activités financières.

Voilà ce que signifie entre autres, la participation des administrateurs américains aux conseils d'administration des monopoles canadiens et le fait que la majeure partie de l'exportation de capital canadien soit dirigée vers les U.S.A. Lorsque la Ligue se contente dans son Document d'Entente (p. 38-39 et suivantes) de mentionner que ces faits ne changent rien à la nature impérialiste du Canada, elle se voile les yeux sur un trait distinctif majeur de l'histoire de notre pays. Lorsqu'on examine aujourd'hui les diverses relations établies entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain, il faut absolument tenir compte de leurs fondements économiques qui remontent jusqu'au début du XXième siècle. Ce phénomène a des conséquences majeures sur la voie de la Révolution dans notre pays.

Par ailleurs, cela ne doit surtout pas nous amener à nier l'existence d'un véritable capital financier canadien, produit de la fusion du capital bancaire et industriel canadien. Les données suivantes qui englobent **toute la période** 1900-1948 devraient faire réfléchir ceux qui continuent de discourir sur le caractère "compradore" de notre bourgeoisie (Compradore: i.e. "vendue", totalement soumise aux puissances impérialistes étrangères.)

L'ampleur de la monopolisation apparaît avec encore plus d'évidence lorsqu'on sait que seulement 43 corporations géantes sont responsables de l'intégration de près de la moitié (718 sur 1534) de toutes les entreprises absorbées. Or, ces corporations sont en grande majorité canadiennes: l'état actuel de nos recherches ne nous permet pas d'être précis; il nous permet cependant d'affirmer, hors de tout doute, qu'au moins la moitié de ces monopoles sont canadiens.

De plus, Weldon comprend sous le terme de consolidations toutes les formes d'intégration d'entreprises, y compris les fusions; le nombre des entreprises absorbées ne comprend que les entreprises qui disparaissent après la consolidation. De plus, ces statistiques excluent les consolidations qui ne touchent pas au moins deux entreprises ayant des actifs au Canada, les entreprises absorbées par l'Etat et enfin, les entreprises financières, les mines d'or et le secteur du pétrole.

Voici la liste de ces monopoles canadiens de même que le nombre d'entreprises absorbées par eux (voir tableau).

Nom	Nombre d'entreprises absorbées
Georges Weston Ltd.	**55**
British Columbia Packers	**54**
Maple Leaf Milling Co.	**48**
Montreal Light, Heat and Power Consol.	**29**
Consolidated Mining & Smelting	**27**
Shawinigan Water & Power	**20**
Canada Steamship Lines	**18**
Dominion Dairies	**16**
Asbestos Corporation	**14**
Abitibi Power & Co. Ltd.	**12**
Consolidated Paper Corp.	**12**
Dominion Steel & Coal Corp. Ltd.	**12**
Gypsum, Lime & Alabastine Can. Ltd.	**11**
Howard Smith Paper Mills	**9**
Steel Co. of Canada	**8**
Cockshutt Plow Co. Ltd.	**8**
Noranda Mines Ltd.	**8**
Dominion Textile	**7**
Canadian Car & Foundry Ltd.	**6**
Dominion Woollen & Worsteds	**5**

Précisons également que ces monopoles canadiens se retrouvent dans des secteurs industriels aussi importants que l'alimentation, les pâtes et papiers, l'acier, les mines, le textile, le gaz et l'électricité. En fait, ce sont plutôt les monopoles américains qui sont absents, seulement trois d'entre eux ayant pu être identifiés avec certitude. Est-ce à dire que leur importance est alors marginale au Canada? Absolument pas. La consolidation d'entreprises est un processus de formation des monopoles; le capital américain investi ici est déjà un capital monopoliste, un capital financier; à titre d'exemple, General Motors Corp. a réalisé deux seules consolidations, cela ne l'a pas empêché d'être le monopole le plus puissant de l'industrie automobile canadienne. C'est justement en réaction à l'arrivée de ce capital financier américain que les entreprises canadiennes se sont monopolisées aussi rapidement dans les années 1925-29 (cf. Tableau 3 et 4).

Les banques canadiennes quant à elles, se concentrent à un niveau encore plus élevé. Leur nombre passe de 36 en 1900 à 11 en 1925; en 1937, trois banques réunissent 60% de tous les actifs bancaires au Canada:

Banque Royale	(26%)
Banque Royale	(17%)
Banque de Commerce	(17%)

Elles participent aussi étroitement aux dans une consolidation, tel que recensées par l'économiste bourgeois Weldon, plus de la moitié (56%) le sont par des entreprises qui ont au moins un administrateur commun avec une grande banque; plus encore, la Banque de Montréal, la Banque Royale et la Banque de Commerce partagent au moins un administrateur avec des monopoles responsables respectivement de 346,281 et 244 entreprises absorbées.

On s'imagine facilement le pouvoir gigantesque réuni entre les mains des di-

Tableau 3. Nombre et volume des consolidations et nombre des entreprises absorbées (1900-1948)

	Consolidations	Volume ($millions)	Entrep. absorbées
1900-1904	**12**	**64.1**	**67**
1905-1909	**35**	**81.8**	**105**
1910-1914	**69**	**162.5**	**188**
1915-1919	**42**	**84.1**	**54**
1920-1924	**56**	**160.6**	**93**
1925-1929	**271**	**856.4**	**561**
1930-1934	**118**	**249.3**	**167**
1935-1939	**60**	**45.7**	**88**
1940-1944	**68**	**87.1**	**65**
1945-1948	**96**	**121.9**	**145**
TOTAL	**847**	**1913.4**	**1534**

Source: J.C. Weldon in N.A. Skeoch, *Restrictives trade practices in Canada*, McLelland and Stewart, 1966, p. 33.

rigeants de ces grands monopoles, bien au fait de la situation, contrôlant des quantités considérable de capital et pouvant le diriger là où leurs profits seront les plus élevés et les plus sûrs. On n'a qu'à comparer leur position à celle du petit capitaliste limité à un seul secteur de l'économie, dépendant des flux et des reflux de l'économie dans ce secteur, pour comprendre la place privilégiée de cette oligarchie financière.

Il existe pourtant une force qui peut en imposer et qui en impose effectivement au capital financier canadien: cette force, nous l'avons vu, c'est celle du capital étranger et en particulier, celle du capital américain.

Tableau 4: Investissements de capital étranger au Canada Années choisies 1900-1954 (millions de dollars)

	Tous pays	U.S.A.	%	G.B.	%
1900	1232	168	13.6	1050	85.4
1914	3837	881	22.9	2778	72.3
1919	4637	1818	39.2	2645	57.1
1922	5207	2593	49.8	2464	47.3
1926	6003	3196	53.4	2636	44.0
1930	7614	4659	61.2	2776	36.5
1933	7364	4492	61.0	2783	36.5
1939	6913	4151	60.2	2476	35.8
1945	7092	4990	70.5	1750	24.7

Tiré de: *Canada's Future*, Mémoire du Labor Progressive Party à la Commission Royale d'enquête sur les perspectives du Canada, 1956.

Même si nous connaissons encore très peu la forme exacte et précise du capital américain et de ses rapports avec le capital canadien, nos recherches nous permettent déjà de présenter les faits suivants:

1- le capital américain au Canada croit dans une proportion de 1 à 19 au cours de la période 1900-1926, soit la période précédant comme nous l'avons vu celle où le capital canadien se concentre le plus intensément,

2- c'est au cours des années 20 que l'impérialisme américain déloge l'impérialisme britannique comme principal "partenaire" financier de la bourgeoisie canadienne et contrairement au capital britannique, il prend principalement la forme de l'investissement direct. Cette forme a ceci de caractéristique qu'elle implique un contrôle direct sur les entreprises dans lesquelles elles sont investies: elle donne lieu à la création de nombreuses filiales canadiennes de monopoles américains,

3- les capitaux américains s'accaparent une part de contrôle importante dans tous les secteurs où ils sont investis,

4- les banques canadiennes sont également liées aux principaux monopoles américains, en particulier par la présence de dirigeants américains sur les conseils d'administrations de toutes les banques canadiennes sans exception.

Devant la force du capital américain investi au Canada, on comprend aisément que le capital financier canadien se soit associé à lui et ait progressivement amené l'Etat canadien à forger son alliance avec l'impérialisme américain.

Cela n'empêche toutefois pas le capital financier canadien de se lancer, lui aussi, à la conquête des marchés internationaux et à participer aux surprofits dans les régions moins développées.

Dès le début du siècle, les financiers canadiens investissent d'importants capitaux à l'étranger, en particulier dans les Antilles britanniques et en Amérique latine où ils financent des travaux de services publics et mettent sur pied un grand nombre de succursales banquaires.

Mais c'est d'abord vers la Grande-Bretagne et les U.S.A. que le capital financier canadien est exporté. Le Canada ne possédant pas lui-même de colonies, le cpital financier canadien a dû compter principalement sur son association avec le capital financier des grandes puissances impérialistes pour participer au partage du monde.

L'Etat canadien: la réaction politique sur toute la ligne

Ces transformations majeures des conditions sociales et économiques au Canada ne pouvaient pas ne pas amener des transformations importantes au niveau de l'Etat canadien.

Plus précisément, le contrôle de l'Etat canadien était une constitution nécessaire à la constitution du capital financier canadien. C'est cette vérité élémentaire qu'a eu tôt fait de comprendre la bourgeoisie canadienne. Toute l'histoire du Canada au XXe siècle, en constitue la confirmation.

La façon dont la bourgeoisie canadienne s'est servie de son Etat au moment de sa transformation en bourgeoisie monopoliste est d'ailleurs tout à fait bien exprimée par la bourgeoisie elle-même dans le Rapport Rowell-Sirois (Commission Royale d'enquête sur les relations entre le Dominion et les provinces). Nous lui laissons la parole avec plaisir:

> **"L'effort de guerre (1914-1918) du Canada comportant une concentration profonde des ressources en hommes et en denrées et sous certains rapports leur subordination à la réalisation d'un but unique et, transcendant (sic), le gouvernement fédéral interpréta ce but et coordonna les efforts de la nation... mais en s'acquittant de cette tâche, il emprunta certains éléments d'une méthode totalitaire dont la guerre s'accompagne forcément". (Ouvrage cité, p. 14)**

Et quels furent les effets de cette noble mais "malheureusement" totalitaire initiative de l'Etat canadien?

> **"D'une part, les emprunts énormes effectués par l'Etat à même le produit de la prospérité née de la guerre créèrent une *classe de rentiers* (soulignés par nous) tandis que, d'autre part, l'esprit de classe commença à se manifester parmi la population industrielle croissante, éprouvée par la hausse du coût de la vie." (Ouvrage cité, p. 95)**

Voilà comment la bourgeoisie avoue elle-même que le Canada est devenu un pays impérialiste et comment la première guerre mondiale y a contribué.

Plus loin le rapport ajoute:

> **"Ce fut cette réduction relative, et dans certains cas absolue, du revenu effectif d'un groupe de la population et l'accumulation d'excédents considérables entre les mains d'un autre groupe (en mesure de prêter ces excédents au gouvernement) auxquelles s'ajoutait une augmentation considérable de la production brute, qui permirent ces emprunts de guerre d'une importance étonnante." (idem, p. 106)**

Depuis les débuts du siècle jusqu'à la première guerre mondiale, le Canada est devenu un pays impérialiste, ou plutôt il est en train de le devenir. Oui le Canada atteint alors le stade de l'impérialisme tel que défini par Lénine:

> **"L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux prend une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes."**
> **(Lénine, L'IMPERIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME")**

Dans les premières années du XX siècle, le Canada a commencé à réunir ces caractéristiques, comme nous l'avons démontré dans les pages précédentes, et c'est ce qu'il continuera à faire dans les années qui vont suivre la guerre de 1914-1918.

Il serait bien sûr tout à fait erroné de décréter que la bourgeoisie canadienne est devenue impérialiste en juillet 1914 par exemple, car ce n'est pas ainsi que

l'histoire se déroule. Le développement de l'impérialisme n'est pas l'affaire d'un mois, d'une année, pas même de dix ans. Le passage au stade de l'impérialisme a été une longue lutte pour le triomphe du capital financier qui s'échelonne durant plusieurs années. C'est ainsi d'ailleurs que Lénine a toujours décrit l'apparition de l'impérialisme. Ainsi au Canada comme ailleurs, les caractéristiques de l'impérialisme se sont développées de façon inégale. Ainsi même si le Canada demeure largement dépendant de la Grande Bretagne en ce qui concerne sa politique extérieure jusqu'en 1931 (traité de Westminster), la bourgeoisie canadienne existe bel et bien, elle est d'ailleurs en plein développement.

De 1913 à 1921, la dette du gouvernement canadien passe de $500 millions à $3.5 milliards. Voilà qui nous donne une idée du prix qu'eut à payer le peuple canadien pour l'enrichissement de cette nouvelle couche de parasites: l'oligarchie financière canadienne. Car cette oligarchie est bel et bien canadienne. Les deux plus grands acheteurs de produits canadiens de l'époque, soit les gouvernements canadien et britannique, prennent la grande majorité de leurs capitaux dans les institutions de capital financier canadien. Le rapport Rowell-Sirois note d'ailleurs qu'à la fin de la Première Guerre mondiale, le Canada devient pour la première fois un exportateur net de capital.

La participation du Canada à la guerre impérialiste de 1914-18 ne peut donc être réduite à la simple conséquence du maintien de certaines formes de dépendance de notre pays à l'égard de la Grande-Bretagne; ce sont les intérêts mêmes du capital financier, également, qui commandaient cette politique de l'Etat canadien. Le Canada participe donc à la guerre en tant que puissance impérialiste quoique d'importance très secondaire. Il y a là des leçons à retenir pour tous les communistes canadiens devant le danger actuel d'une troisième guerre mondiale: nous y reviendrons à la fin de ce texte.

L'Etat canadien ne limitera toutefois pas son rôle de serviteur du capital financier à cette seule période. Les marchés conquis par les monopoles canadiens à la faveur de la guerre devaient être maintenus et même élargis.

Cela était d'autant plus nécessaire que la guerre, en accroissant considérablement l'importance des exportations, avait ainsi accentué une faiblesse majeure de la bourgeoisie canadienne, à savoir le poids disproportionné des marchés extérieurs par rapport au marché national restreint de notre pays.

Dans la période de l'entre-guerres, marquée par l'aiguisement de toutes les rivalités inter-impérialistes, l'Etat canadien devra intervenir de façon importante au service du capital financier. Il ne pourra cependant le faire qu'en tenant compte de sa faiblesse relative et de son association économique avec les capitaux financiers britanniques et américains.

De façon générale, la politique impérialiste de l'Etat canadien s'est réalisée à ce moment par sa participation à l'Empire britannique en tant que membre du Commonwealth, lequel est alors composé des seuls dominions indépendants (Australie, Afrique du Sud, Grande-Bretagne, Canada, etc...). Il profite ainsi de l'exploitation des nombreuses colonies de l'Empire britannique. Au cours de cette période, le Canada est toutefois amené peu à peu dans le giron de l'impérialisme montant de l'époque: l'impérialisme américain.

La nécessité pour la bourgeoisie canadienne de composer avec l'une et l'autre de ces grandes puissances impérialistes se reflète d'ailleurs dans les positions des deux principaux partis bourgeois, le parti conservateur et le parti libéral. Ce dernier préconisait généralement une politique de rapprochement avec l'impérialisme américain alors que le premier défendait le renforcement des liens avec l'Angleterre; tous deux cependant s'entendaient sur la nécessité de composer avec les deux grandes puissances impérialistes. Tous deux s'entendaient fort bien également pour ajuster l'Etat canadien aux intérêts du capital financier; de nombreux organes d'Etat sont alors mis sur pied à cette fin: le gouvernement fédéral nationalise le C.N.R. en 1934, la Banque du Canada en 1938, et en 1943, la Commission canadienne du blé devient la seule agence de vente du blé au Canada. Il crée au cours de la Deuxième Guerre mondiale la Commission de contrôle des industries du temps de guerre et la Commission du commerce et des prix du temps de guerre.

Le pouvoir politique est ainsi de plus en plus concentré entre les mains d'une petite poignée de puissants technocrates au service du capital financier. En même temps, le gouvernement fédéral élargit considérablement son champs de juridiction aux dépens des provinces et des municipalités.

Toute cette concentration du pouvoir politique a eu pour effet d'accentuer les contradictions entre les diverses régions du pays, et la réaction devant le centralisme d'Ottawa s'est fait surtout connaître dans l'Ouest et au Québec.

Dans ce dernier cas, l'oppression nationale devient encore plus insupportable et suscite l'émergence de nombreux mouvements nationalistes réactionnaires, dont le duplessisme est l'exemple le plus marquant.

La question du pouvoir d'Etat: un enjeu décisif au sein du mouvement communiste canadien

Nous venons de démontrer clairement comment, depuis que le Canada s'est transformé en véritable pays impérialiste, l'Etat a été tout entier dévoué aux intérêts du grand capital financier canadien. Il est d'une importance décisive dans l'établissement de la voie de la révolution dans notre pays de reconnaître ces faits. Comme nous l'enseigne le marxisme-léninisme et l'expérience historique du mouvement ouvrier international, la lutte révolutionnaire du prolétariat est essentiellement la lutte pour renverser le pouvoir d'Etat bourgeois et instaurer le pouvoir d'Etat prolétarien, instaurer sa propre dictature sur les exploiteurs, condition première de la construction du socialisme et du communisme.

La question du pouvoir d'Etat est donc une question théorique et pratique de la plus haute importance pour tout mouvement révolutionnaire prolétarien et le prolétariat ne pourrait éviter des revers, voire même des échecs cuisants, si des points de vue erronés sur l'Etat subsistent et triomphent dans ses rangs. Il n'en est pas et ne saurait en être autrement dans le cas de la lutte du prolétariat canadien.

En effet, tracer la voie de la révolution implique nécessairement l'identification correcte de la classe, de la fraction de classe ou bien encore de l'alliance des classes qui détiennent le pouvoir d'Etat. En définitive, le cours de la révolution dépend de cette question. Pourtant, le mouvement communiste canadien a toujours été marqué par une hésitation certaine sur cette question. En particulier, le Parti communiste canadien (P.C.C.) a tardé à reconnaître que l'Etat canadien répondait entièrement aux intérêts du capital financier canadien. Une lutte de ligne intense a traversé le Parti sans que les idées erronées aient été extirpées complètement, comme en a pleinement témoigné par la suite la dégénérescence du P.C.C. dans le révisionnisme.

En ce qui regarde la question de l'Etat, l'élément central autour duquel gravitaient les divergences au sein du P.C.C. a toujours été celui du rapport à établir entre les ennemis intérieurs et les ennemis extérieurs de la révolution canadienne. Il s'est toujours agit de savoir comment ce rapport se reflétait (ou pas) au sein du pouvoir d'Etat, aux différentes périodes historiques et suivant l'évolution de la conjoncture.

Dans les premières années d'existence du P.C.C., le Canada était considéré comme une colonie de l'Angleterre et la bourgeoisie canadienne qui exerçait le pouvoir d'Etat était qualifiée de bour-

geoisie dépendante entièrement soumise et vendue aux intérêts de l'Empire britannique. Cette position était erronée et ne pouvait servir correctement les intérêts du prolétariat canadien car elle ne tenait pas compte des transformations ayant affecté la société canadienne; en particulier, la formation d'une oligarchie financière canadienne qui s'était développée à la faveur de la guerre impérialiste et qui avait raffermi d'une façon décisive son contrôle sur le pouvoir d'Etat en tirant partie tout spécialement de l'aiguisement des rivalités entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'une part, et d'autre part, de l'affaiblissement de la Grande-Bretagne comme puissance impérialiste dominante à l'échelle mondiale. Cette position erronée conduisait le Parti à mettre au centre de tout son travail politique le mot d'ordre d'indépendance vis-à-vis la Grande-Bretagne alors que le Canada s'était transformé en pays impérialiste et que le principal ennemi de la classe ouvrière canadienne devenait la bourgeoisie canadienne.

Le PCC se constituait ainsi en allié objectif du nationalisme bourgeois dont le développement du capitalisme en avait déjà fait une force réactionnaire.

Ce n'est qu'en 1930 que le caractère impérialiste de l'Etat canadien et son contrôle par une oligarchie financière canadienne seront reconnus. A cette époque, le Parti devait lui-même reconnaître certaines erreurs importantes sur la question de la voie de la Révolution.

Cependant, comme la pratique l'a démontré dans les années suivantes, cette reconnaissance du caractère impérialiste de l'Etat et de la bourgeoisie canadienne est demeurée tout à fait relative et marquée par de multiples flottements. Cela a conduit le Parti, à tout le moins, à ne pas adopter une attitude ferme en rapport avec la question "quels sont les amis, quels sont les ennemis" de la révolution canadienne? La raison en est que la rupture avec le nationalisme bourgeois n'a pas été suffisamment approfondie et que le Parti ne s'est pas placé conséquemment du point de vue du prolétariat pour développer sa critique de l'impérialisme.

C'est ainsi qu'en 1940, la **majorité** du Bureau politique était alignée sur les positions erronées que le Parti avait défendues au cours des premières années de son existence; ces positions sont les suivantes:

— la révolution démocratique bourgeoise ayant été défaite au Canada en 1837, la tâche d'accomplir cette révolution "inachevée" est la tâche centrale du peuple canadien;

— la bourgeoisie canadienne est une bourgeoisie dépendante et subordonnée aux intérêts de l'impérialisme étranger. Une fraction de cette bourgeoisie est soumise à l'Empire britannique, l'autre fraction à l'impérialisme américain;

— le Canada est dans une situation de semi-colonie par rapport à l'Angleterre, ne possédant même pas le contrôle nominal en matière de défense, question décisive à l'époque de l'impérialisme.

A cela, la minorité répondait que:

"Toutes les caractéristiques de la révolution démocratique bourgeoise ont été complétées au Canada. La bourgeoisie canadienne jouit d'une souveraineté complète et incontestée. (Le plénum de 1943) réaffirma que les politiques nationales du Canada exprimaient la volonté des monopolistes. Ils ont le pouvoir de modifier le cours des relations extérieures de leur Etat et ils exercent ce pouvoir lorsqu'il remplit leurs objectifs. Ils n'ont pas émis une déclaration formelle d'indépendance; au contraire, ils continuent de chercher à exploiter la "filière britannique". Ce que ces faits démontrent, ce n'est pas l'absence de souveraineté du Canada, mais l'unité des intérêts de classe qui ont dominé et dominent encore les relations entre les bourgeoisies impérialistes britannique et canadienne." (*Thirty years*, Tim Buck, p. 183, notre traduction)

Au slogan de la majorité "Separation from the Empire!" (Séparons-nous de l'empire!) s'opposait celui de la minorité "Withdraw Canada from the imperialist war!" (Retirez le Canada de la guerre impérialiste!).

Les positions de la minorité finirent par triompher dans l'ensemble du Parti en 1943.

Cependant, et même si notre analyse des positions du P.C.C. est encore très faiblement développée, nous pouvons d'ores et déjà indiquer que le Parti en est toujours resté en partique avant, pendant et après la 2e guerre mondiale, à une reconnaissance incomplète de l'impérialisme canadien. Cela l'a conduit à secondariser, et par la suite, lorsqu'il a complètement sombré dans le révisionnisme, à perdre de vue totalement l'objectif stratégique de la lutte révolutionnaire: le renversement de la bourgeoisie canadienne et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Pour la clarification de la voie de la révolution au Canada, ainsi que pour acquérir une meilleure compréhension des divergences actuelles qui traversent le jeune mouvement marxiste-léniniste canadien, il est d'une importance capitale d'approfondir notre connaissance de l'histoire du P.C.C. et de la lutte de ligne qui s'y est livrée. Cela est d'autant plus nécessaire que les tentatives entreprises par notre mouvement depuis les années 60 pour renouer avec l'idéologie et la pratique révolutionnaires ne reposent pas sur une identification précise des erreurs du P.C.C. Ainsi, ces erreurs tendent-elles inévitablement à se répéter aujourd'hui encore.

L'alliance de la bourgeoisie canadienne et de l'impérialisme américain

N'ayant pas eu à subir les effets destructeurs de la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie canadienne en est sortie considérablement renforcée: stimulés par la très forte demande du marché européen au cours de la guerre, tous les secteurs de l'économie ont connu une activité fiévreuse. Appauvrissant les masses en réduisant leur consommation, en limitant et même interdisant le droit de grève, l'Etat canadien interviendra de plus en plus massivement dans l'économie pour détourner les richesses nouvelles vers le capital financier. Comme nous l'avons vu c'est à cette fin qu'il met sur pied un grand nombre de nouveaux organes d'Etat: la Banque du Canada en 1938, la Commission canadienne du blé en 1943, la Banque industrielle de développement et diverses commissions de contrôle de l'économie du temps de guerre.

C'est toutefois dans le contexte général de l'après-guerre qu'il faut comprendre les diverses politiques de la bourgeoisie canadienne. Cette période est en effet marquée par un rapport de forces tout à fait nouveau:

1- Le socialisme est devenu une **menace directe** à l'existence même du capitalisme et de l'impérialisme dans de nombreux pays capitalistes et impérialistes, en particulier en Europe. L'U.R.S.S. n'est plus le seul pays socialiste de la planète, elle a pris la tête d'un vaste camp socialiste qui représente près du tiers de la population mondiale et dans tous les pays capitalistes, les partis communistes ont élargi leur influence dans le mouvement ouvrier et populaire.

2- Dans les colonies et pays dépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le mouvement de libération nationale prend un essor impétueux et renverse les anciennes puissances colonialistes d'Europe.

3- Du côté de l'impérialisme, on assiste à une remise en question de toutes les anciennes alliances impérialistes: les pays impérialistes d'Europe, doublement touchés par la guerre et la montée du socialisme et du mouvement de libération nationale, doivent se soumettre à l'hégémonie de l'impérialisme américain.

C'est dans ce contexte général que l'impérialisme américain se lance à la conquête de l'hégémonie mondiale et de la défense du "monde libre". Ce n'est plus "L'Amérique aux américains", c'est "Le monde aux américains", la doctrine Truman remplace la doctrine Monroe. L'impérialisme américain apporte son soutien direct à tous les régimes

réactionnaires du monde (Iran, Cuba, Turquie, Grèce...); il engage un programme de "relance économique" et de "stabilisation sociale" en Europe (Plan Marshall, chasse au communistes) et au Japon, il intervient militairement en Corée et en Chine pour contrer la montée du communisme en Asie. Il crée partout dans le monde un nouveau réseau d'alliances impérialistes sous sa domination (O.T.A.N., O.E.A. etc...).

C'est ainsi que la voie de la bourgeoisie canadienne sera toute tracée: elle deviendra **le plus fidèle allié de l'impérialisme américain** dans sa lutte pour l'hégémonie mondiale. Dès 1951, Lester B. Pearson, alors ministre des Affaires extérieures du gouvernement canadien, ne laisse aucun doute là-dessus:

> **"Ce qui nous effraie aujourd'hui, c'est que les Etats-Unis au sein de notre coalition, adoptent des politiques que les autres membres ne peuvent suivre de leur plein gré; ou alors qu'une coopération inadéquate de la part des autres membres ne décourage l'initiative et le leadership des Etats-Unis à un point tel que Washington pourrait décider de faire "cavalier seul". Tout gouvernement canadien doit nécessairement faire tout en son pouvoir pour contrer ce danger. Ce qui peut vouloir dire que ce gouvernement exprime ses vues en temps opportun tantôt à Londres ou à Paris, *mais surtout à Washington où le centre du pouvoir se situe maintenant.* (C'est nous qui soulignons) Ceci est le principe juste de la politique canadienne. Celle-ci se fonde sur le fait indéniable qu'aucun pays au monde a moins de possibilité que le Canada de s'isoler des effets des décisions et des politiques américaines. Si Washington faisait "cavalier seul", où irait Ottawa?" (L.B. Pearson, *Canada's stake in NATO*, D.E.A., External Affairs, Nov. 1951, 1., pp. 337-379, notre traduction)**



"Si Washington faisait "cavalier seul", ou irait Ottawa?" disait Pearson en 1951, alors ministre des Affaires extérieures. On ne peut être plus clair sur le type de lien qui unit l'impérialisme canadien à l'impérialisme américain.

Comment être plus clair? Comment mieux exprimer l'intérêt fondamental de l'impérialisme canadien à développer une politique d'alliance inconditionnelle avec l'impérialisme américain dans les conditions de l'après-guerre?

Et pourtant, en dépit de la réalité concrète de cette alliance pourtant bien tangible dans plusieurs domaines (politique, économique, idéologique, militaire et diplomatique), certains persistent à plaquer mécaniquement au Canada des schémas théoriques vidés de leur substance concrète et négligent de se servir du marxisme-léninisme comme d'une science révolutionnaire pour analyser la réalité concrète de notre pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Voyons où peut mener cette erreur et quelles en sont les conséquences pour la révolution socialiste au Canada. Car il ne faut jamais perdre de vue que cette analyse n'a d'autre but que d'éclairer la voie de la révolution socialiste au Canada!

Il est particulièrement nécessaire de rectifier certaines critiques démagogiques et mensongères véhiculées à ce propos depuis un certain temps par la Ligue. La critique générale qu'elle nous adresse, est celle "d'embrouiller la voie de la révolution prolétarienne", sombrant ainsi dans l'opportunisme de droite (**La Forge,** vol. 1, no 19, p. 11) La critique est sérieuse, dommage qu'il n'en soit pas de même pour... l'argumentation qui prétend la soutenir!

Pour démontrer son point de vue, la Ligue utilise un vieux procédé: d'une part, alignant une série de citations **détachées de leur contexte,** d'autre part, rebâchant sans cesse son point de vue sur l'essence de l'impérialisme, elle tente de montrer comment nos positions reflètent une conception erronée de l'impérialisme et plus précisément des rapports interimpérialistes.

Nous ne nous attarderons pas à reprendre un par un les dizaines de bouts de phrases, détachés de leur contexte, critiqués par la Ligue; ce serait là alimenter sa tendance à se complaire dans la critique sans principe, sa tendance à transformer la lutte pour l'unité en campagne électorale. Notre devoir est de l'aider à lutter contre son sectarisme en menant une critique de principe, basée sur les faits. (Voir à ce propos notre brochure **Contre le sectarisme)**

Dans sa brochure **Contre l'opportunisme de droite dans l'analyse de la contradiction principale,** aux pages 8 et 9, la Ligue réussit par le procédé décrit plus haut à faire croire, il n'y a pas d'autres mots, que nous supposons l'existence d'une "bourgeoisie mondiale". Après avoir préparé le terrain par trois citations, nos camarades de la Ligue ont trouvé la "perle":

> **"Toutes ces contradictions trouvent leur fondement dans l'existence même de l'impérialisme, stade ultime de capitalisme; dans l'existence de la domination d'une poignée de pays riches sur un très grand nombre de pays pauvres et faibles; dans la domination à l'échelle mondiale d'une classe minoritaire, parasitaire et décadente, la bourgeoisie monopoliste, sur les masses innombrables de travailleurs et de paysans." (En Lutte! *Créons*...citation reprise par la Ligue à la p. 9 de *Contre l'opportunisme...)***

Et la Ligue de conclure:

> **"Existe-t-il une sorte de bourgeoisie monopoliste et impérialiste mondiale? Aussi incroyable que cela puisse paraître il semble que les camarades d'En Lutte! aient répondu par l'affirmative..." (*Contre l'opportunisme*... p. 9)**

Ainsi donc, nous aurions commis l'erreur impardonnable de ne pas avoir spécifié qu'il existe plusieurs bourgeoisies monopolistes! Comme si Marx avait oublié qu'il existait plusieurs bourgeoisies en rédigeant le **Manifeste du Parti communiste** parce qu'il décrit l'action de **la** bourgeoisie en tant que classe sans mentionner qu'il existe une bourgeoisie française, anglaise, etc...

En clair, la Ligue nous accuse ni plus ni moins d'avoir sombré dans le révisionnisme, plus précisément dans le kautskysme ou la théorie du super-impérialisme, théorie selon laquelle en raison du développement des forces productives sous le capitalisme, les contradictions inter-impérialistes iraient en s'amenuisant et les divers impérialismes s'intégreraient en un tout, de sorte que l'on pourrait ainsi accéder sans révolution à un nouvel ordre mondial sans guerre, sous la domination de ce super-impérialisme!

Or, malheureusement pour la belle démonstration de la Ligue, tout le texte dont sont tirées ces citations est précisément, comment l'impérialisme porte à l'extrême toutes les contradictions du capitalisme, comment il engendre nécessairement les guerres impérialistes. Nous invitons le lecteur à retourner à notre texte original, **Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti!,** p. 5-7, avant qu'il ait été revu et corrigé par nos camarades de la Ligue.

Mais ceux-ci vont encore plus loin dans la falsification de nos positions. C'est ainsi qu'en page 11 de leur brochure, nous avions droit au jugement suivant:

> **"La racine de l'opportunisme d'En Lutte! se reflète dans sa position de décembre 1974 sur la contradiction principale. Il déclarait que: "les intérêts de l'impérialisme américain et ceux de la bourgeoisie canadienne sont les mêmes", qu'ils "partagent un même intérêt fondamental: l'exploitation capitaliste du prolétariat**

canadien"; la bourgeoisie canadienne qui "exerce à son profit le pouvoir d'Etat" a comme "allié et maître à la fois la bourgeoisie impérialiste américaine". Et le texte enchaînait: "ce qui n'exclut pas, bien sûr, des contradictions diverses, parfois nombreuses et importantes, comme il s'en trouve d'ailleurs au sein de toutes les bourgeoisies". Il faut rappeler que tout ce fouillis se trouve dans les seuls 12 paragraphes qu'En Lutte! ait jamais rédigé pour expliquer sa position sur la contradiction principale." (op. cit., p. 11)

Si le fouillis existe, c'est bien dans la façon dont la Ligue comprend la réalité. Toutes ces phrases sont justes quand on les situe dans leur contexte. Lorsque nous affirmions que l'impérialisme américain et la bourgeoisie canadienne ont les mêmes intérêts nous indiquions que **c'était de façon générale,** et ces intérêts fondamentaux communs, c'était d'abord ceux **d'exploiter le prolétariat** canadien et de participer en commun à l'exploitation de nombreuses régions du monde.

Lorsque nous affirmions que l'impérialisme américain était à la fois l'allié et le maître de la bourgeoisie canadienne, nous indiquions correctement la nature des rapports qui unissent ces deux bourgeoisies. Une bourgeoisie peut être alliée à une autre bourgeoisie et être dominée par elle; l'alliance de deux bourgeoisies n'implique pas leur égalité. Celui qui ne peut voir qu'un seul aspect ne pourra jamais comprendre la complexité de la lutte de classe, ni dans notre pays, ni dans le monde.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit: la réalité est trop complexe, elle ne cadre pas dans les schémas idéalistes de la Ligue. Cela l'amène en pratique à une reconnaissance tout à fait formelle de l'alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain, une reconnaissance qui ne comporte aucun geste pratique:

"La base de cette confusion chez En Lutte! est une conception antiléniniste de l'alliance entre deux bourgeoisies impérialistes. Le problème se pose pour nous dans les termes suivants: "De deux choses l'une. Ou bien l'essence du rapport entre les deux bourgeoisies est la collaboration, elles "partagent un même intérêt fondamental" et alors la classe dominante américaine est maître de la bourgeoisie compradore canadienne. Ou bien l'essence du rapport est la lutte: elles constituent en fait deux bourgeoisies impérialistes distinctes et séparées, chacune contrôlant son propre Etat, aussi inégale et amicale leur alliance soit-elle, et même si cette bourgeoisie de super-puissance tente de dominer ce pays du second monde." *(La Forge,* vol. 1, no 19, p. 11)

Les camarades de la Ligue situent le problème à un niveau où il ne se pose même pas. Nous avons toujours reconnu l'existence d'une véritable bourgeoisie nationale canadienne qui contrôle, elle seule, le pouvoir d'Etat au Canada. Nous avons toujours reconnu que cette bourgeoisie est **l'ennemi direct** du prolétariat canadien dans la lutte pour le socialisme. Le problème n'est vraiment pas là. Le véritable problème est de savoir dans quelles conditions s'exerce cette rivalité entre les deux bourgeoisies. C'est une chose en effet que d'affirmer que l'essence de l'impérialisme c'est la rivalité, c'en est une autre d'affirmer que cette rivalité est principale sur toute question et en tout temps et pour tous les pays impérialistes alliés ou pas. Face au prolétariat révolutionnaire par exemple, toutes les bourgeoisies vont tendre à s'unir pour sauvegarder leurs intérêts de classe: l'histoire du prolétariat mondial, en particulier l'exemple de l'écrasement de la Commune de Paris par la bourgeoisie française qui reçut l'appui direct de la bourgeoisie allemande qu'elle venait d'affronter sur le champs de bataille, montre comment toutes les bourgeoisies du monde s'entendent fort bien lorsque vient le temps d'accentuer l'exploitation du prolétariat et de mâter sa lutte révolutionnaire.

L'histoire de l'impérialisme montre également comment différentes bourgeoisies impérialistes peuvent nouer entre elles des alliances. Les divergences et les rivalités ne sont pas exclues dans une telle alliance. Chaque partie tentera toujours d'utiliser chaque faiblesse de son "partenaire" pour renforcer sa position dans l'alliance, et même la jeter aux poubelles lorsqu'il le faudra. La notion d'alliance désigne ce fait précis que deux bourgeoisies impérialistes peuvent, pour une certaine période de temps plus ou moins longue, réaliser leurs propres intérêts en s'unissant; il désigne, ce fait précis, que la collaboration devient, pour cette même période de temps et tant que les conditions restent inchangées pour l'essentiel, la **forme principale** de leurs rapports.

Tel est précisément le cas pour la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans un tel cas, il est de toute première importance pour les communistes de savoir analyser la situation concrète s'ils veulent mener le prolétariat à la victoire. Se contenter alors de répéter à tout propos que l'essence de l'impérialisme c'est la rivalité et refuser de reconnaître en pratique que la collaboration est actuellement la forme principale des rapports qui unissent la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain, c'est mener la révolution à une défaite certaine. Lénine l'a clairement exprimé dans son texte **Une caricature du marxisme et à propos de "l'économisme impérialiste":**

"La tendance impérialiste aux grands empires est parfaitement réalisable, et elle se réalise fréquemment dans la pratique sous la forme d'une alliance impérialiste *d'Etats autonomes et indépendants au sens politique du terme.* Une telle alliance

TABLEAU 5:
Pays de contrôle des 6 plus grandes entreprises dans des secteurs économiques choisis, 1954

Secteur	U.S.	Canada	Autres
Pétrole brut	5	0	1
Pétrole raffiné	4	1	1
Mines-Fonte-Raffinage	3	3	0
Nickel Cuivre Plomb Zinc	1	4	1
Fer	3	3	0
Aluminium	1	0	0
Amiante	2	3	1
Gypse	3	2	1
Cuivre-Or	2	4	0
Total des Ressources Naturelles	24	20	5
Pâtes et papier	1	4	1
Engrais	2	3	1
Acides "Alcalis"	3	1	2
Appareils électriques	2	2	0
Fer et Acier	1	5	0
Automobiles	6	0	0
Matériel Roulant de chemin de fer	3	2	1
Fibres synthétiques	3	0	2
Textiles primaires	0	6	0
Instruments aratoires	2	4	0
Caoutchouc	4	1	1
Total Industries Manufacturières	29	28	8

Source: Brecher and Reisman, Les Relations économiques canado-américaines, 1957, p. 278-285, Etude spéciale effectuée pour la Commission Royale d'Enquête sur les perspectives économiques au Canada.

est possible et s'observe non seulement sous la forme d'une fusion économique des capitaux financiers de deux pays, mais aussi sous la forme d'une "coopération" militaire dans la guerre impérialiste."

et plus loin:

"Oublier le caractère particulier des rapports politiques et stratégiques et répéter, à propos et hors de propos, le mot appris par coeur d'impérialisme n'a rien à voir avec le marxisme." (Lénine, O.C., t. 23, p. 33-54)

C'est précisément l'ensemble des conditions politiques, militaires et économiques que nous avons brièvement présentées plus haut, de même que les intérêts propres de la bourgeoisie monopoliste canadienne qui l'ont amenée, au lendemain de la Seconde Guerre, à s'allier à l'impérialisme américain.

Lorsque nous indiquons que les rapports qui unissent la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain sont des rapports d'alliance, il ne faut jamais perdre de vue que le fondement premier de ces rapports réside dans la domination considérable de l'impérialisme américain sur notre pays. La bourgeoisie canadienne n'est alliée à celui-ci que dans la mesure où elle accepte sa suprématie.

Au strict plan économique, nous avons vu que la présence du capital américain au Canada est importante depuis longtemps. Elle atteint cependant au cours des années '50 un niveau record.

Ainsi que l'indique le tableau no. cinq, les monopoles américains contrôlent déjà à l'époque des secteurs aussi importants que ceux du pétrole et de l'automobile, et ce phénomène s'élargira à de nombreux autres secteurs vitaux de notre économie tout au long des années '50 et '60. Toutes ces années sont, en effet, marquées par une pénétration de capitaux américains d'une ampleur jamais vue précédemment dans notre pays.

TABLEAU 6
Valeur aux livres des investissements directs américains au Canada, années choisies.*

Durée	Millions de dollars
1945	2,304.
1950	3,426.
1955	6,513.
1960	10,549.
1965	14,059.
1970	21,509.

* valeur aux livres signifie valeur comptable.

Mais la domination américaine ne saurait être réduite au seul plan économique. Grâce à son alliance avec la bourgeoisie canadienne, l'impérialisme américain intervient massivement dans tous les domaines de la vie sociale de notre pays.

Au plan militaire, le gouvernement canadien signe le U.S.-Canadian Defense Agreement en février 1947, un traité qui entraîne la création de six bases militaires américaines au Canada et la participation de dirigeants militaires américains à la direction de l'armée canadienne; ce traité sera complété en 1957 par la création de N.O.R.A.D. pacte qui pousse encore plus loin les liens étroits entre les deux armées en ne faisant de nos deux pays qu'une seule zone de "défense" aérienne. Dès 1947, le Canada participe à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.), l'alliance militaire agressive sous l'hégémonie des U.S.A. et il intervient militairement aux côtés des U.S.A. contre le peuple coréen en 1951.

Au plan culturel, la télévision, la radio, les journaux et les cinémas canadiens ne sont la plupart du temps que des instruments de diffusion de la propagande américaine, les institutions d'enseignement, de l'école élémentaire jusqu'à l'Université, sont également largement dépendantes des programmes et manuels américains.

Au sein même du mouvement ouvrier l'A.F.L.-C.I.O., serviteur fidèle de l'impérialisme américain, a entrepris au cours des années '50 une vaste campagne de chasse aux communistes tant au Canada qu'aux U.S.A. Par ce moyen et par bien d'autres encore, elle a réussi à se soumettre une partie importante du mouvement syndical canadien. Les deux principales centrales syndicales canadiennes de l'époque, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada (C.M.T.C.) et le Congrès pan-canadien du Travail (C.C.T.) ont ainsi soutenu tous les principaux gestes de l'impérialisme américain, y compris le Plan Marshall et l'agression militaire contre le peuple coréen. Notons d'ailleurs que le Congrès du Travail du Canada (C.T.C.) est issu de la fusion de ces deux centrales en 1956. Et tout cela n'est pas qu'une histoire du passé; encore aujourd'hui une proportion des syndicats canadiens est sous la férule de l'A.F.L.-C.I.O. et encore aujourd'hui des chefs syndicaux vendus comme Dennis McDermott des Travailleurs Unis de l'Automobile et Jean Gérin-Lajoie des Métallos Unis d'Amérique poursuivent leur action anti-ouvrière.

La bourgeoisie canadienne, parvenue au stade impérialiste, est une classe décadente, réactionnaire sur toute la ligne, par son alliance avec l'impérialisme américain, elle manifeste doublement son caractère réactionnaire. D'un côté, elle trahit indéniablement nos intérêts nationaux véritables et de l'autre, elle participe à la lutte pour le partage du monde, à l'exploitation et à l'oppression des peuples du monde.

Or, il faut être clair: cette politique répond directement à ses intérêts de classe. L'exemple du plan Abbott illustre bien ce fait. Ce plan, adopté en 1947 par le gouvernement fédéral, est un élément clé de l'alliance de la bourgeoisie canadienne et de l'impérialisme américain à cette époque. Son objectif principal était de permettre aux capitalistes canadiens de s'intégrer au Plan Marshall, préconisait ouvertement l'alignement de tout notre commerce extérieur avec les U.S.A. et une politique de porte ouverte au capital américain. Il a effectivement entraîné, comme nous l'avons vu, une mainmise sans précédent de l'impérialisme américain sur notre économie et même la réduction dans une très large mesure de notre pays à un rôle de fournisseurs de matières premières pour l'industrie américaine.

Pourquoi la bourgeoisie canadienne a-t-elle agi ainsi? Nous avons vu qu'elle est sortie de la guerre avec d'immenses capacités de production mais devant des marchés considérablement réduits une fois la guerre terminée: elle fait donc face à une grave crise de surproduction.

Abstraitement, il est possible de penser qu'elle aurait pu hausser le niveau de consommation des masses et développer ses échanges avec un plus grand nombre de pays: ce serait là méconnaître les lois de l'impérialisme. Au contraire, elle n'a fait que ce qu'elle pouvait faire, ce que ses intérêts de classe lui commandaient de faire: appauvrir les masses en augmentant considérablement les taxes à l'importation et se ranger dans le camp de l'impérialisme américain. Ainsi que le disait lui-même le ministre Abbott:

"Si nous diminuons la consommation de réfrigérateurs et autres articles en métal, nous pourrons vendre le métal en échange de devises américaines... Plutôt que de travailler à convertir le métal en objets que notre peuple consommera, nous vendrons la matière brute." (Source, Canada, *The Communist view point.* Ouvrage cité, p. 35.)

Stimulés par ce pillage de nos ressources et l'acquisition en conséquence de devises américaines, les investissements de capital canadien à l'étranger passeront de $2 milliards en 1945 à $4 milliards en 1949, dont environ la moitié relève de l'Etat canadien. Tout au cours des années '50, les investissements canadiens à l'étranger ne cesseront de croître, quoique dans une mesure largement inférieure à l'importation de capital étranger au Canada:

TABLEAU 7:

Valeur au livre des investissements étrangers privés à long terme par le Canada, par type d'investissement (années choisies)

Année	Investissements directs		Placements de portefeuille		Investissements à long terme	
	$millions	%	$millions	%	$millions	%
1946	772	58.4	551	41.6	1,323	100
1950	990	62.3	598	37.7	1,588	100
1955	1,742	63.7	991	36.3	2,733	100
1960	2,467	65.2	1,315	34.8	3,782	100
1965	3,469	64.9	1,897	35.1	5,366	100

Source: Direct investment abroad by Canada, Département de l'industrie et du commerce au Canada.

Ce tableau rend compte de l'ensemble des investissements privés canadiens à l'étranger, i.e. des investissements effectués par **toutes les entreprises localisées au Canada,** qu'elles soient sous contrôle étranger ou canadien. Même si nous n'avons pas les données correspondantes pour les seules entreprises appartenant à des Canadiens, les exportations de capital de ces dernières équivalent généralement à la moitié de tout le capital exporté. Pour être complet, il faudrait également inclure les prêts de l'Etat canadien à l'étranger: ces prêts ont toujours servi à élargir et consolider la présence des monopoles localisés au Canada (y compris donc les filiales de monopoles américains) dans les pays où ils étaient effectués.

Il faut donc critiquer ceux qui, comme le disait le P.W.M., réduisent la bourgeoisie canadienne à une bourgeoisie compradore et ne voient pas que ses diverses trahisons à l'égard de nos droits nationaux ne sont que le résultat de ses propres intérêts impérialistes; il faut également critiquer ceux qui, tels la Ligue se contentent de dénoncer **l'inconséquence** de la bourgeoisie sur la question de l'indépendance nationale. La politique de la bourgeoisie monopoliste nadienne est tout à fait conséquente avec ses intérêts de classe. C'est cela que nous devons dire au prolétariat et au peuple canadien, sinon c'est le tromper et se défiler devant nos tâches révolutionnaires.

Staline résumait bien la politique de la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme lorsqu'il écrivait que: "maintenant, la bourgeoisie vend les droits et l'indépendance de la nation pour des dollars".

Mais il faut aller encore plus loin: la bourgeoisie canadienne n'est pas la seule classe qui tire profit de l'alliance avec l'impérialisme américain. Grâce à son activité impérialiste, le capital financier canadien a pu corrompre également la couche supérieure du prolétariat: l'aristocratie ouvrière. En lui accordant des conditions de travail et des salaires privilégiés par rapport à la masse du prolétariat, il a fait de cette couche d'ouvriers le principal soutien de l'impérialisme canadien et de son alliance avec l'impérialisme américain. Les chefs ouvriers vendus et corrompus ont ainsi participé pleinement aux activités anti-communistes et anti-ouvrières de l'A.F.L.-C.I.O.

Ce sont là des faits de la plus haute importance pour l'élaboration de la voie de la révolution dans notre pays. Sous-estimer, ainsi que le fait la Ligue, la présence de l'impérialisme américain dans notre pays et l'étroitesse des liens qui l'unissent à notre propre bourgeoisie impérialiste, ne peut conduire le prolétariat et le peuple canadiens qu'à l'échec. Ces faits sont toujours ainsi réels aujourd'hui. Malgré les difficultés grandissantes de l'impérialisme américain à l'échelle internationale, malgré les timides tentatives nationalistes du gouvernement Trudeau, notre pays est toujours soumis à la mainmise économique de l'impérialisme américain et à son ingérence constante dans tous les domaines de la vie sociale.

Il ne faut pas secondariser l'importance de l'impérialisme canadien. Jamieson lui semble en avoir pleinement conscience et c'est en gros chien de garde des intérêts de la bourgeoisie impérialiste canadienne qu'il cherche à renforcir par toutes ses démarches en Amérique latine.



Cinq jours à Bogota

Le ministre des Affaires extérieures, M. Donald Jamieson, a entamé hier à Bogota une visite officielle de cinq jours lors de laquelle il doit discuter de questions d'ordre diplomatique et commercial avec les autorités colombiennes. M. Jamieson, qui a déjà visité le Brésil et le Pérou dans le cadre des efforts accomplis par le Canada pour resserrer ses relations avec l'Amérique latine, a été accueilli à sa descente d'avion par le ministre des Affaires étrangères de Colombie, M. Indalecio Lievano Aguirre (à gauche), avec lequel on s'attend à ce qu'il conclue plusieurs accords économiques durant son séjour.



Partie 3

La voie de la révolution au Canada

Nous venons de voir qu'au Canada le capitalisme est parvenu à son stade ultime, le capitalisme de monopoles. Le caractère pourrissant et parasitaire du capitalisme apparaît dans tous les domaines de la vie sociale, politique et économique. Nous vivons également sous le règne d'un régime de démocratie bourgeoise qui n'est rien d'autre que le régime de dictature de la bourgeoisie sur le peuple.

Dans ces conditions, la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour dans notre pays.

Pour déterminer correctement la voie de la révolution, il nous faut cependant aller plus loin, il nous faut déterminer clairement qui compose le camp de la révolution et qui compose le camp de la réaction. Il faut faire l'analyse des classes de notre pays, c'est-à-dire, comme l'écrivait le camarade Mao-Tsé-Toung: "Entreprendre une analyse générale des conditions économiques des diverses classes et de leur attitude envers la révolution".

Il faut reconnaître que le mouvement marxiste-léniniste canadien est loin d'avoir produit jusqu'à maintenant une telle analyse. Celà tient bien sûr à sa jeunesse: on ne fait pas l'analyse de classe à l'écart de la lutte de classes! Et nous avons encore fort peu d'expériences pratiques sur lesquelles nous pourrions fonder nos positions à l'égard des diverses classes, fractions de classes et couches sociales.

Mais celà n'explique pas tout! Comme nous l'indiquions dans notre lettre d'invitation pour la deuxième conférence des marxistes-léninistes canadiens (voir le no 2 d'**Unité Prolétarienne**), la façon même dont le débat sur la voie de la révolution s'est mené jusqu'à maintenant a constitué et constitue encore un frein important au développement d'une analyse scientifique des classes dans notre pays.

A cet égard, la Ligue doit porter une responsabilité particulièrement grande. Elle s'est faite l'instigatrice de ce qu'on pourrait appeler la méthode de la "liste d'épicerie" en matière d'analyse de classes. Le procédé est simple; il s'agit ni plus ni moins que d'énumérer une série de contradictions, l'une étant la principale, l'autre la secondaire la plus importante, la suivante étant également secondaire mais un peu moins importante, etc.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est qu'on s'appuie, pour justifier un tel raisonnement mécaniste, sur "De la contradiction", une des oeuvres les plus magistrales de Mao-Tsé-Toung dans sa lutte contre le dogmatisme, pour la victoire du matérialisme dialectique. Mao-Tsé-Toung, en effet, avançait dans ce texte: "Résoudre des contradictions différentes par des méthodes différentes est un principe que les marxistes-léninistes doivent rigoureusement observer." (De la contradiction, Editions en langues étrangères).

Dans son zèle à appliquer ce juste principe, la Ligue en est venue, en pratique, à concevoir la résolution des multiples contradictions de notre société indépendemment les unes des autres. Or, tout l'ouvrage de Mao montre précisément comment les diverses contradictions d'une société s'influencent mutuellement, comment il est nécessaire de déterminer parmi toutes les contradictions, laquelle est la principale, c'est-à-dire, laquelle dans des conditions historiques données permet de résoudre toutes les autres.

Il peut paraître surprenant d'avoir à rappeler cette vérité à la Ligue quand on connaît son insistance à réduire le débat sur la voie de la révolution à la

formulation de la contradiction principale. C'est pourtant ce que nous devons rappeler, car sa conception erronée l'amène, ainsi que nous le verrons, à secondariser de plus en plus dangereusement ses attaques contre la bourgeoisie canadienne en faveur du front uni du peuple canadien contre les deux superpuissances, allant même jusqu'à nous critiquer pour avoir dénoncé nos propres impérialistes! (Cf. La Forge, Vol. 1 no 9).

Nous devons pour notre part, reconnaître que nous avons également commis une erreur importante sur la question de la voie de la révolution dans notre pays. Cette erreur s'est exprimée dans notre formulation de la contradiction principale au Canada. En affirmant que cette contradiction opposait le prolétariat canadien à la bourgeoisie canadienne et son allié, l'impérialisme américain, nous avons confondu deux contradictions qualitativement différentes.

Nous ne reconnaissions pas ainsi, en pratique, le caractère spécifique de la contradiction qui existe entre l'impérialiste américain et le peuple canadien: ce caractère spécifique réside dans le fait que la bourgeoisie et l'Etat impérialistes américains limitent constamment l'indépendance du Canada et s'ingèrent dans nos affaires intérieures. Ceci a eu comme effet majeur de nous amener à sous-estimer considérablement la lutte pour la sauvegarde de notre indépendance nationale. C'était là se priver d'un moyen important de rallier autour du prolétariat de nombreuses couches du peuple opprimées par l'impérialisme américain et également ne pas utiliser toutes les contradictions qui divisent les deux ennemis les plus importants de la Révolution prolétarienne au Canada.

Nous devons établir qu'au Canada, **la contradiction principale oppose le prolétariat canadien à la bourgeoisie canadienne en raison du contrôle qu'elle exerce sur le pouvoir d'Etat.** Par ailleurs, nous maintenons toujours que **le prolétariat canadien dans l'accomplissement de sa tâche révolutionnaire, ne peut s'attaquer à la bourgeoisie canadienne sans également s'attaquer à l'impérialisme américain.** Et ce pour deux raisons: premièrement, l'impérialisme américain, ainsi que nous l'avons vu, exerce une mainmise considérable sur l'économie canadienne; profitant de cette force économique et du fait qu'il est encore une des deux superpuissances impérialistes, il oblige constamment l'Etat canadien à passer des lois qui lui sont favorables, il s'accapare nos richesses naturelles pour alimenter ses propres usines, il nous entraîne dans les préparatifs de sa guerre impérialiste pour l'hégémonie mondiale, bref, il limite par tous les moyens l'exercice de notre indépendance nationale. Il accentue ainsi toutes les conséquences néfastes du capitalisme monopoliste pour le peuple canadien. La lutte pour la sauvegarde de notre indépendance nationale contre la mainmise et les ingérences de l'impérialisme américain est donc partie intégrante de la révolution prolétarienne au Canada; deuxièmement, et cela est tout aussi important, l'ampleur de ses intérêts économiques ici, l'alliance qui l'unit à la bourgeoisie canadienne et le simple fait que le Canada et les Etats-Unis partagent une frontière commune longue de 4,000 milles, tout cela fait qu'il interviendra quasi inévitablement avec toute sa puissance militaire et économique contre la Révolution prolétarienne au Canada. Il est donc de toute première nécessité pour le mouvement marxiste-léniniste canadien de préparer dès aujourd'hui le prolétariat et le peuple à cette éventualité. Ne pas le faire, c'est carrément entraîner le prolétariat et le peuple au massacre, c'est condamner la révolution à un échec cuisant.

Par ailleurs, le contexte international actuel marqué par une lutte acharnée entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique pour l'hégémonie mondiale, nous impose de mener également une lutte acharnée contre le social-impérialisme soviétique. Ainsi que l'affirme le camarade Enver Hoxha au VIème Congrès du Parti du Travail d'Albanie:

> **"Du moment que l'impérialisme américain et l'impérialisme soviétique révisionniste représentent deux super-puissances impérialistes et affichent une stratégie contre-révolutionnaire commune, il est impossible que la lutte des peuples contre eux ne se ramène pas à un seul courant. Il n'est pas possible de s'appuyer sur un impérialisme pour s'opposer à l'autre."**

Malgré les justes critiques qui nous ont été adressées par la Ligue sur la nécessité de reconnaître le caractère spécifique de cette contradiction, il nous faut rejeter ses critiques tout à fait erronées selon lesquelles nous aurions réduit le rôle de la bourgeoisie canadienne et la nécessité de la dénoncer (Cf. Document d'entente, p. 52): toute notre propagande et notre agitation, tout le contenu de notre journal au cours des deux dernières années en constitue le démenti incontestable.

De même, il faut avoir du front tout le tour de la tête pour affirmer que notre position conduisait à éliminer le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière dans la lutte du peuple pour la démocratie et la liberté. (Cette critique, la Ligue nous l'a adressée dans "Contre l'opportunisme de droite dans l'analyse de la contradiction principale" p. 26). C'est une chose de ne pas utiliser toutes les occasions possibles pour ce faire, c'en est une autre que de l'éliminer ou de tendre à l'éliminer!

En fait, derrière ces critiques erronées de la Ligue se cache une conception également erronée du lien qui unit dans notre pays la lutte pour la sauvegarde de l'indépendance nationale et la lutte pour le socialisme. Nous y reviendrons plus loin. La source principale de notre erreur réside plutôt dans le fait que nous n'établissons pas encore clairement un juste rapport entre l'économique et le politique; plus exactement, nous avions tendance à surévaluer l'importance de l'économique. C'est pour cette raison que nous étions amenés à inclure l'impérialisme américain dans la formulation de la contradiction principale à cause de sa mainmise sur notre économie.

Il faut, par ailleurs, situer cette erreur **historiquement.** Notre position erronée, publiée originalement dans "Créons l'Organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti" (ouvrage cité), a été adoptée par le premier Congrès de notre groupe. Or, ce Congrès constituait un pas en avant majeur de la lutte contre l'influence de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien, particulièrement au Québec, et dans nos propres rangs. En particulier, sur la question de la voie de la Révolution au Canada, nous établissions une rupture fondamentale avec le nationalisme bourgeois en indiquant que **la lutte contre l'oppression nationale du Québec devait être intégrée à la lutte de tout le prolétariat canadien, francophone et anglophone;** nous indiquions également que le Canada est un pays impérialiste, et que le pouvoir d'Etat est entre les mains de la bourgeoisie canadienne et en conséquence, que l'objectif immédiat de la lutte révolutionnaire du prolétariat canadien est le renversement du pouvoir d'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Malgré ces progrès importants, notre mauvaise compréhension du rapport entre l'économie et le politique a laissé subsister des séquelles de nationalisme bourgeois qui entachaient nos positions antérieures: cela nous a conduit à accorder une importance trop grande à la force économique de l'impérialisme américain et à sous-estimer toutes les conséquences du fait que la bourgeoisie canadienne détient le pouvoir d'Etat dans notre pays.

Notre deuxième Congrès représente également un pas considérable en avant: tous les délégués n'ont pas hésité à reconnaître fermement nos anciennes erreurs et à les corriger. C'est ainsi que l'élaboration de la voie révolutionnaire progresse toujours. Nous appuyant sur cette nouvelle victoire de la ligne prolétarienne au sein de notre propre groupe, il nous est maintenant possible de déve-

lopper et de mener encore plus fermement la lutte contre toutes les positions opportunistes au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien et en particulier la tendance à la conciliation avec la bourgeoisie canadienne.

Nous avons vu tout au cours de l'histoire de notre pays comment le capitalisme a maintenu, engendré et accentué de nombreuses autres formes d'oppression qu'ont à subir les diverses couches du peuple canadien. Il est nécessaire d'en indiquer maintenant les plus importantes.

L'OPPRESSION DE LA NATION QUEBECOISE

Tout au cours de son règne, la bourgeoisie canadienne a constamment refusé de reconnaître le droit de la nation québécoise à s'autodéterminer, y compris celui de se séparer et d'instituer son propre Etat indépendant. Elle a bafoué en pratique, malgré les nombreuses lois supposément destinées à les protéger, ses droits culturels et linguistiques, elle a maintenu l'infériorisation économique de ses membres en leur propre territoire. Cependant, de toutes les classes qui subissent cette oppression, le prolétariat est celle qui en souffre le plus durement: non seulement a-t-il à subir des salaires moins élevés, des conditions de travail plus pénibles, le chômage et les fermetures d'usines, mais il doit encore supporter l'organisation capitaliste du travail dans une langue qui n'est pas la sienne.

L'importance de l'oppression nationale du Québec ne saurait toutefois être réduite à ces seuls effets: elle constitue en plus un des facteurs principaux de division au sein du prolétariat et du peuple canadiens. Par la diffusion de son idéologie réactionnaire et afin de maintenir sa domination de classe, la bourgeoisie canadienne a toujours tenté, et elle a réussi dans une certaine mesure, à dresser le prolétariat des deux nations l'un contre l'autre. Cette division nationale a même pénétré le mouvement communiste canadien au point d'entraîner une scission au sein du Parti communiste canadien en 1947 et, jusqu'à récemment isoler les marxistes-léninistes du Québec de ceux des autres provinces. La victoire du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie canadienne exige l'unité la plus solide des prolétaires des deux nations sous la direction d'un Parti unique de tout le prolétariat canadien. Elle implique donc, dès aujourd'hui, une lutte constante contre le nationalisme bourgeois au Québec et le chauvinisme anglophone.

Le chemin de la révolution prolétarienne au Canada passe donc **inévitablement** par la lutte contre l'oppression nationale de la nation québécoise. La ré-



La répression qui s'abat sur Léonard Peltier (membre actif du mouvement indien d'Amérique) n'est qu'une des formes que prend l'oppression dont sont victimes les indiens et inuits du Canada. On les voit ici manifestant leur colère devant le Palais de Justice de Vancouver dont ils viennent d'être expulsés.

cente élection du Parti Québécois devrait nous aider à comprendre toute l'importance de la résolution juste de cette question par tous les prolétaires canadiens sans exception. Car il en va autant des intérêts du prolétariat québécois que de celui des provinces anglaises du Canada.

L'armée des prolétaires ne doit en aucun cas être une armée divisée, cette division ne peut que faire l'affaire de la bourgeoisie, car ce n'est personne d'autre que la bourgeoisie canadienne capitaliste qui opprime depuis plus de 200 ans d'histoire la nation québécoise; c'est elle aussi qui alimente le chauvinisme anglo-canadien et le répand parmi le prolétariat anglophone. "Là où il y a oppression, il y a résistance" dit le proverbe, et le prolétariat québécois a depuis longtemps associé la lutte pour son émancipation totale à la lutte contre l'oppression nationale, comme le démontrent amplement les luttes qu'il a menées depuis de longues années. Or au sein même de la nation québécoise des éléments bourgeois veulent résoudre cette question à leur avantage, au détriment des intérêts du prolétariat, ce sont ces éléments bourgeois qui prêchent le nationalisme étroit et la séparation.

L'armée des prolétaires doit être une armée fortement unie et l'unité des prolétaires ne s'impose pas par la force, elle doit être gagnée par l'arme de la persuasion, par la lutte commune du prolétariat canadien, pour le droit à l'autodétermination de la nation québécoise jusqu'à la séparation, enfin par la lutte contre le chauvinisme de grande nation du Canada anglais.

C'est pour n'avoir jamais résolu cette question correctement, c'est-à-dire à partir des intérêts du prolétariat, que le Parti Communiste Canadien n'a jamais reconnu le droit à l'autodétermination de la nation québécoise, alimentant ainsi le chauvinisme anglo-canadien. Peut-on s'étonner après cela que le PCC n'ait jamais été fortement enraciné au Québec? Alors que la question nationale québécoise occupe depuis les derniers mois les devants de la scène politique canadienne, il importe que tous les marxistes-léninistes et que tous les ouvriers conscients se saisissent au plus haut point de l'importance de cette question, pour le triomphe même de la révolution prolétarienne canadienne.

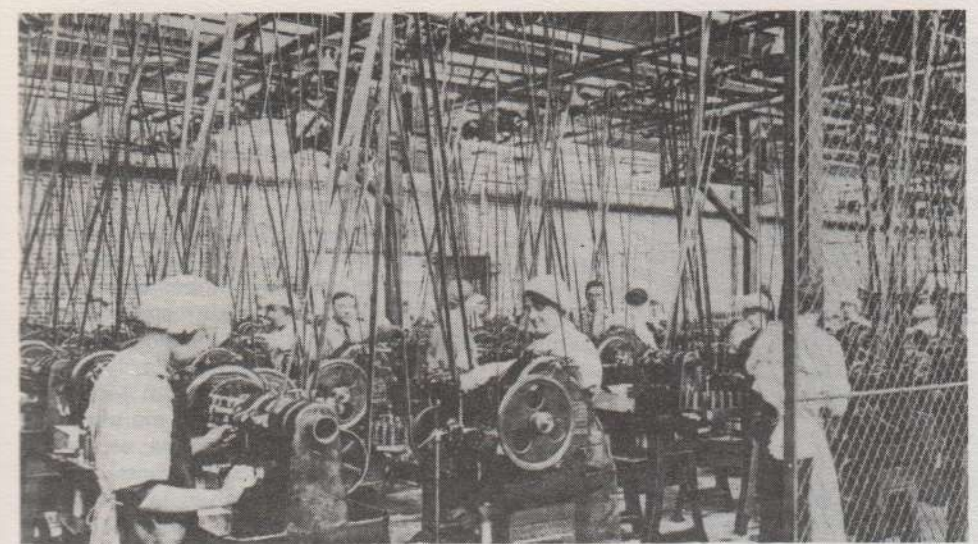
L'OPPRESSION DES INUITS ET DES AMERINDIENS

Quant aux Inuits et aux Amérindiens dont l'oppression remonte à l'arrivée des premiers colons européens en Amérique du Nord, leurs conditions de vie sont encore plus intolérables que celles des québécois. Chassés de leurs terres, menacés par de multiples tentatives violentes d'assimilation, les Inuits et les Amérindiens ont toujours vu leurs droits légitimes foulés aux pieds des classes dominantes du Canada. La bourgeoisie canadienne poursuit et intensifie cette même politique de spoliation, d'oppression et de surexploitation, leur enlevant même les quelques droits reconnus dans le passé, dès qu'ils deviennent un obstacle au développement du capital.

L'OPPRESSION DES FEMMES ET DES AUTRES COUCHES DU PEUPLE

Dans toute société capitaliste, les femmes ont pour fonction première de prendre soin des enfants et de veiller à l'entretien de leur mari, gratuitement et au grand profit de la bourgeoisie, qui tente de leur faire croire qu'elles remplissent ainsi leur devoir éternel de mère et d'épouse. Le Canada ne fait pas exception.

La discrimination et l'inégalité des sexes sont même inscrites dans de nom-



La bourgeoisie a intérêt à maintenir l'oppression des femmes, dont elle se sert comme réserve de cheap labor, ainsi pendant la guerre, elles sont largement utilisées et ce dans des conditions les pires et les plus mal payées. En période de crise, elles sont les premières à être slacquées. Le droit au travail en tout temps pour les femmes c'est un droit démocratique à gagner.

breuses lois bourgeoises et, dans tous les cas, elles s'exercent dans les faits. L'oppression des femmes trouve son origine dans la propriété privée des moyens de production et le capitalisme, forme moderne de cette propriété, maintient et élargit cette oppression millénaire. Tentant généralement de les tenir à l'écart de la société, les capitalistes ont cependant de plus en plus besoin d'avoir recours directement au travail des femmes pour faire fructifier leur capital: dans les usines, les bureaux, les hôpitaux, leur nombre grandit constamment et une part croissante de la richesse sociale est due à leur travail.

C'est dans les secteurs où sont principalement concentrées les femmes qu'on retrouve les plus bas salaires, et dans les autres, le salaire des femmes est inférieur à celui des hommes; elles sont souvent les premières congédiées, et cette tendance, loin de se résorber, s'accentue avec la crise du capitalisme. Les travailleuses et en premier lieu, les ouvrières, sont non seulement opprimées, mais également exploitées par le capital: elles sont donc à l'avant-garde contre l'oppression spécifique des femmes.

De nombreuses autres couches du peuple ont aussi à subir le joug du capitalisme et de l'impérialisme: il réduit des centaines de milliers de chômeurs et d'assistés sociaux à l'inaction et à des conditions de vie dégradantes; il force un nombre croissant de petits agriculteurs à abandonner leurs terres et en place bien d'autres dans une dépendance quasi totale à son égard. Il fait porter à la jeunesse, en particulier à la jeunesse ouvrière et travailleuse, une part importante de sa crise économique, politique et idéologique. Enfin, par de multiples lois discriminatoires, des conditions de vie et de travail inférieures à celles des autres travailleurs, par la diffusion de son idéologie raciste, la bourgeoisie canadienne empêche l'intégration véritable des travailleurs immigrés au prolétariat et au peuple canadien, cherchant à les utiliser comme facteur de division au sein du prolétariat et du peuple.

C'est en déterminant correctement qui subit ces diverses formes de domination, qui en profite, et jusqu'à quel point, qu'il nous sera possible d'établir correctement et scientifiquement qui compose le camp de la révolution d'une part, et celui de la réaction de l'autre. Nous avons indiqué plus haut qu'une telle analyse est encore à faire. Il nous est toutefois possible d'en indiquer déjà les contours généraux.

LES ENNEMIS DE LA REVOLUTION AU CANADA

La bourgeoisie canadienne:

Au sein de la société canadienne la seule force qui a intérêt jusqu'au bout à maintenir le capitalisme est la bourgeoisie canadienne. Propriétaire des moyens de production et d'échange et ne vivant que de l'exploitation de la force de travail du prolétariat et du peuple travailleur, elle n'a aucun intérêt à changer la situation fondamentale actuelle. Pour elle, l'abolition de la propriété privée des moyens de production et du capitalisme signifie sa propre disparition en tant que classe. La bourgeoisie canadienne, toute la bourgeoisie canadienne, s'opposera donc jusqu'au bout à la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie monopoliste:

C'est essentiellement l'oligarchie financière qui s'est formée à la suite de la fusion du capital bancaire et industriel canadien. Son capital, ses richesses, elle les a accumulées en exploitant le prolétariat et le peuple travailleur et en se soumettant aussi les petits et moyens capitalistes, de même qu'en exploitant et opprimant de nombreux peuples dans le monde.

Elle contrôle la plus grande part du secteur financier et commercial; elle occupe également une place importante de l'industrie manufacturière et de l'industrie des ressources naturelles. Il s'agit néanmoins d'une bourgeoisie monopoliste faible à cause de l'impérialisme étranger ici, et en particulier américain, qui contrôle des branches aussi décisives pour l'économie nationale que le pétrole, l'électronique, l'automobile, les produits chimiques.

Malgré cette faiblesse au niveau économique, la bourgeoisie monopoliste canadienne n'en détient pas moins le pouvoir d'Etat. Ce pouvoir d'Etat, elle l'utilise principalement contre le prolétariat et le peuple travailleur mais aussi au détriment de la bourgeoisie non-monopoliste, de même qu'au service de ses activités impérialistes à l'étranger.

Pour se maintenir en tant que bourgeoisie monopoliste et impérialiste et pour élargir ses bases d'accumulation, la bourgeoisie monopoliste canadienne a dû conclure une **alliance** avec l'impérialisme américain. C'est grâce à son contrôle sur l'Etat canadien qu'elle a pu nouer cette alliance. Agissant ainsi, elle trahissait et trahit encore les intérêts véritables de la nation canadienne.

Il s'agit donc d'une classe réactionnaire sur toute la ligne; non seulement est-elle farouchement opposée à la révolution socialiste mais encore son existence est une menace constante à tous les droits fondamentaux du peuple canadien.

La bourgeoisie non monopoliste:

La bourgeoisie non monopoliste a une double nature: elle accumule son capital sur le dos du prolétariat et du peuple travailleur à l'instar de la bourgeoisie monopoliste. Par ailleurs, elle est constamment soumise à la domination exercée par l'oligarchie financière qui la maintient dans un filet de dépendance financière et économique de toute sorte.

Il est donc possible au prolétariat canadien d'utiliser et de tirer partie de ces frictions avec la bourgeoisie monopoliste. Cependant, en tant que fraction de classe de la bourgeoisie, elle passera en bloc du côté de la réaction en face de la révolution socialiste prolétarienne car son existence sera alors en jeu.

L'IMPERIALISME AMERICAIN

Dans les conditions particulières du Canada, l'impérialisme U.S. est la



Oui les dollars de l'impérialisme américain et ceux de l'impérialisme canadien se marient bien, ainsi que nous le présente la bourgeoisie. Mais au contraire de ce qu'elle montre ici, ce n'est pas un rapport égalitaire qui les réunit, mais une (une superpuissance) domine nettement l'autre.

principale force contre-révolutionnaire étrangère. Plus encore, c'est un des deux principaux ennemis de la révolution canadienne. Une analyse concrète la moindrement sérieuse de l'emprise qu'il exerce sur notre pays, au point de vue économique et militaire en particulier, nous en convainc rapidement. Comme nous l'avons vu plus haut, la mainmise de l'impérialisme U.S. est telle qu'elle a nécessairement des effets majeurs sur l'issue de la lutte menant à la révolution socialiste prolétarienne.

Le Canada constitue en effet un enjeu décisif pour l'impérialisme américain, non seulement parce que ce dernier exploite directement et massivement la force de travail du prolétariat et du peuple travailleur canadien, mais aussi parce que le Canada est à ses yeux une réserve importante de matières, notamment de matières stratégiques, et un débouché essentiel pour l'exportation de ses marchandises et de ses capitaux.

Mais ce n'est pas tout. En raison de sa frontière commune longue de 4000 milles avec le Canada, l'impérialisme U.S. interviendra à la moindre remise en question de sa présence en sol canadien. Et la révolution socialiste prolétarienne n'ira évidemment pas sans une remise en question radicale de cette présence puisque la révolution socialiste prolétarienne, c'est l'expropriation de la bourgeoisie, qu'elle soit nationale ou étrangère. Voilà pourquoi son association économique, politique et militaire avec la bourgeoisie canadienne est si capitale pour lui et voilà pourquoi il s'opposera de toutes ses forces à la révolution prolétarienne dans notre pays.

LES AUTRES ETATS IMPERIALISTES

Tous les Etats impérialistes s'opposent à des degrés divers à la révolution prolétarienne dans chacun des pays; il faut donc les compter parmi les ennemis de la Révolution prolétarienne au Canada. Une importance particulière doit cependant être accordée au social-impérialisme soviétique: d'abord, parce qu'il est présentement avec l'impérialisme américain le plus grand exploiteur et oppresseur des peuples à l'échelle mondiale mais aussi parce qu'il est présentement le principal foyer d'une troisième guerre mondiale.

LE CAMP DE LA REVOLUTION

Le camp de la révolution au Canada est composé de tous ceux qui ont un intérêt objectif à détruire ce système social décadent.

1. Le prolétariat

Il n'existe pas vraiment, au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien, de position précise à propos de la composition du prolétariat de notre pays, du moins n'en existe-t-il pas qui ait été publiée. Néanmoins, afin de favoriser le développement de ce débat important au sein de tout le reste du mouvement, nous croyons nécessaire de présenter les éléments d'analyse suivants malgré leur caractère général et le fait qu'ils aient encore à être rectifiés beaucoup plus sérieusement par l'analyse concrète de la situation concrète du capitalisme dans notre pays.

Au Canada, le prolétariat constitue aujourd'hui la grande majorité de la population. L'importance numérique du prolétariat dans notre pays est le résultat de la maturation du capitalisme qui, en s'emparant de la quasi-totalité des champs de la production sociale, a considérablement élargi le nombre de ses fossoyeurs. Désormais font partie du prolétariat canadien non seulement tous les ouvriers de l'industrie moderne (y compris l'industrie des transports et de la construction), mais encore tous les employés du commerce, des banques et des services tant étatiques que privés dont le travail est organisé sous une forme capitaliste.

Au sein du prolétariat canadien, les ouvriers de l'industrie constituent la partie la plus combative, la plus solide et la plus organisée. C'est cette fraction qui, dans la lutte contre la bourgeoisie et son Etat de dictature, se dresse au premier rang de sa classe et de l'ensemble des couches opprimées du peuple. Aux premières heures du capitalisme, c'est elle qui, par exemple, a forgé les premières organisations de lutte de classe du prolétariat canadien. Et c'est encore elle aujourd'hui qui se trouve à l'avant-garde de la lutte pour contrer les attaques de la bourgeoisie canadienne et de son Etat contre le mouvement ouvrier.

Enfin, de par sa large expérience de lutte directe contre la bourgeoisie, c'est cette fraction qui, précisément, est la plus en mesure de s'approprier le marxisme-léninisme et de le transformer en une arme invincible dans la lutte pour la révolution prolétarienne au Canada.

Cela dit, font également partie, à part entière, de l'armée prolétarienne, l'ensemble des employés **exécutants** (Nous utilisons le terme "exécutants" pour l'opposer à ceux qui exercent un contrôle dans l'organisation du travail et

désigner les employés qui ne participent pas à l'extorsion du surtravail, ce qui a pour effet par exemple d'exclure les contremaîtres...) des bureaux, des banques, du commerce, des assurances, de la fonction publique, des écoles, des hôpitaux, etc. Ces autres couches prolétariennes réunissent, à des degrés divers, les mêmes qualités fondamentales que le prolétariat industriel, qualités qui font du prolétariat tout entier l'ennemi le plus résolu de la bourgeoisie, la seule force révolutionnaire jusqu'au bout.

Au sein du prolétariat moderne dans les pays impérialistes comme le Canada, existe cependant une couche prolétarienne vendue aux intérêts de la bourgeoisie: **l'aristocratie ouvrière.** C'est là le principal soutien social de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Trahissant constamment les intérêts de sa classe, semant et organisant la division au sein du prolétariat canadien (entre travailleurs anglophones et francophones, syndiqués et non-syndiqués), l'aristocratie ouvrière est un véritable haut-parleur de la bourgeoisie au coeur même du mouvement ouvrier de notre pays.

Au moment de la lutte finale — une partie importante d'entre elle se rangera inévitablement du côté de la réaction. Sans élimination, jusqu'à un degré important, de son influence sur l'ensemble du mouvement ouvrier, il est impossible de mener la révolution prolétarienne à la victoire. C'est là une des tâches primordiales des marxistes-léninistes au sein du mouvement ouvrier. Comme le dit Lénine, "si elle n'est pas liée résolument à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère".

De toutes les classes qui s'opposent à la bourgeoisie, seul le prolétariat, hommes et femmes, de la nation québécoise comme de la nation canadienne-anglaise, y compris les travailleurs immigrés, est une classe vraiment révolutionnaire. Le prolétariat constitue, de par sa place objective dans les rapports de production capitalistes, la force dirigeante de la révolution prolétarienne. Lui seul, en effet, est situé en opposition directe et antagonique avec la bourgeoisie. Mais, dans les conditions concrètes du Canada, pays capitaliste parvenu au stade impérialiste, le prolétariat ne forme pas seulement la force dirigeante de la révolution prolétarienne, il en constitue aussi la force principale, car il forme désormais la majorité de la population canadienne.

2 La petite-bourgeoisie

Quant à la petite-bourgeoisie, elle a un double caractère. D'une part elle n'exploite pas le travail salarié, et on ne peut donc pas la ranger dans le camp des classes exploiteuses. Par contre, elle ne se range pas non plus, dans le camp du prolétariat puisque, règle générale, ses membres ne vendent pas leur force de travail ou, lorsqu'ils la vendent, ils participent à l'organisation de l'extorsion du surtravail. Ce qui précisément leur assure, en général, des conditions d'existence moins difficiles que celles du prolétariat.

Cette double nature de la petite-bourgeoisie amène ses membres à osciller constamment entre les deux classes fondamentales dans un pays capitaliste comme le Canada. L'alliance du prolétariat avec cette classe est donc toujours instable et sa force ne peut être fondée que sur une direction ferme du prolétariat.

En raison de l'oppression spécifique qu'elles subissent, les couches opprimées de la nation québécoise, des Inuits et des Amérindiens, les femmes du peuple sont également des alliés du prolétariat.

Ayant déterminé le caractère de notre société et les diverses contradictions qui l'animent, il nous est maintenant possible de fixer quelles sont les tâches du prolétariat canadien. La tâche principale du prolétariat, sous la direction de son parti d'avant-garde, est donc le renversement violent de la dictature de la bourgeoisie et l'établissement de sa propre dictature sur la bourgeoisie pour construire le socialisme et le communisme. Seul l'accomplissement de cette tâche peut permettre de mettre fin à toute forme d'oppression dont souffre le peuple canadien.

C'est par le socialisme qu'il sera possible de mettre définitivement fin à toutes les ingérences des puissances étrangères dans les affaires intérieures de notre pays. C'est par le socialisme qu'il sera possible à la nation québécoise et aux Amérindiens et Inuits de connaître leur plein épanouissement. C'est par le socialisme, toujours, que pourra enfin commencer à se réaliser l'égalité de droit et de fait des hommes et des femmes de notre pays.

Toutes ces tâches sont partie intégrante de la révolution socialiste au Canada.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE AU CANADA ET LA SITUATION INTERNATIONALE

Abattre le capitalisme, édifier la dictature du prolétariat et construire le socialisme, telle est à l'heure actuelle dans notre pays la lutte dans laquelle tous les révolutionnaires sont engagés. Car c'est en s'engageant dans cette lutte que pourront se résoudre à fond toutes les contradictions de la société canadienne.

Réaliser la tâche stratégique d'abattre le capitalisme, d'édifier la dictature du prolétariat et de construire le socialisme ne saurait se concevoir comme un processus uniforme et rectiligne; surtout, la réalisation de cette tâche ne saurait se concevoir comme un processus spontané qui aboutira le jour où on aurait décidé qu'il devrait aboutir.

Dans sa lutte pour construire le socialisme, le prolétariat, sous la direction de son parti d'avant-garde, aura à livrer plusieurs batailles où les succès côtoieront les échecs; il aura à contourner et à éliminer les nombreux obstacles que la bourgeoisie dressera devant lui.

Cette lutte pour le socialisme ne pourra toutefois progresser que dans la mesure où les multiples luttes immédiates menées aujourd'hui par le prolétariat et le peuple canadiens permettront de démasquer et d'affaiblir toujours plus l'ennemi principal de la Révolution prolétarienne dans notre pays: la **bourgeoisie canadienne.** Telle est précisément la tâche des marxistes-léninistes canadiens. Il existe cependant aujourd'hui une tendance au sein de notremouvement qui isole ces multiples luttes et ne les dirige pas contre la bourgeoisie canadienne. Cette tendance se manifeste en particulier sur la question du rapport à établir entre la lutte contre les deux superpuissances et la lutte contre la bourgeoisie canadienne.

La révolution prolétarienne au Canada, ne pourra en effet être victorieuse que si nous savons correctement l'articuler aux conditions de la révolution mondiale.

A l'époque de l'impérialisme les contradictions qui traversent notre monde ont une grande influence sur les conditions de la révolution dans chaque pays. Cela, l'histoire des liens qui ont uni notre pays à diverses puissances impérialistes étrangères l'illustre fort bien.

Mais encore faut-il établir correctement les liens complexes qui unissent les conditions générales de la situation internationale actuelle aux conditions qui sont celles du Canada. Là encore beaucoup trop de marxistes-léninistes se contentent d'en rester à l'analyse générale de la situation internationale, comme si cette analyse pouvait remplacer l'analyse concrète des contradictions de notre pays. Malheureusement elle ne peut pas la remplacer.

L'analyse des facteurs externes doit être faite car ces facteurs ont des conséquences certaines pour la voie de la révolution canadienne. Mais ce qui demeure principal, c'est bel et bien l'analyse rigoureuse des contradictions internes de notre pays. Des contradictions qui opposent les différentes classes les unes aux autres. Ce sont ces contradictions qui déterminent principalement le chemin du socialisme au Canada.

C'est là la méthode qu'il faut utiliser pour unir étroitement l'analyse actuelle de notre monde aux tâches de la révolution.

De toutes les questions immédiates auxquelles sont confrontés les marxistes-léninistes canadiens, il en est une qui a acquis une importance grandissante depuis quelque temps: dans une situation internationale marquée par l'aiguisement de toutes les rivalités inter-impérialistes, la lutte à mort engagée par les deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale les amène à pratiquer complots, ingérences et violations de toutes sortes des droits nationaux de tous les pays et peuples du monde. Ils préparent ainsi dès aujourd'hui une troisième guerre mondiale dont de nombreux peuples souffriraient directement et qui retarderait considérablement le progrès social de l'humanité toute entière. Nous ne pouvons rester indifférents face à un tel danger. Tous les peuples du monde doivent y être préparés, y compris bien sûr le peuple canadien. Cela est d'autant plus nécessaire qu'il existe au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien une tendance à capituler face au danger de guerre, une tendance à se soumettre de plus en plus à la politique impérialiste de notre propre bourgeoisie, secondarisant ainsi la préparation immédiate de la révolution prolétarienne. Telle est en tout cas la direction que prend de plus en plus l'agitation-propagande de la Ligue. Il est donc tout à fait essentiel dans ces circonstances de réaffirmer clairement la position des marxistes-léninistes en cette matière.

"La guerre est la continuation de la politique", a indiqué Lénine. C'est de la réponse à la question "de quelle politique la première guerre mondiale était-elle la continuation?" que Lénine a cherché à établir sa nature et l'attitude que les communistes devaient, en conséquence, adopter face à elle. Lénine écrit en 1916, alors que la première guerre mondiale bat son plein depuis deux ans et que beaucoup de sociaux-démocrates européens se sont rangés derrière leur bourgeoisie respective au nom de "la défense de la patrie":

"Comment découvrir "l'essence réelle" de la guerre, comment la définir? La guerre est la continuation de la politique. Il faut étudier la politique avant la guerre, la politique qui mène et a amené à la guerre. Si la politique était impérialiste, c'est-à-dire que si elle défendait les intérêts du capital financier, pillait et opprimait les colonies et les pays étrangers, la guerre qui en découle est une guerre impérialiste. Si c'était une politique de libération nationale, c'est-à-dire exprimant un mouvement de masse contre l'oppression nationale, la guerre qui en découle est une guerre de libération nationale". (Lénine, Tome 23, Oeuvres, p. 36, Editions du Progrès, Moscou.)

La première leçon à tirer de ce texte, c'est que Lénine analyse la situation concrète.

Advenant une troisième guerre mondiale, la position des communistes canadiens et du monde devra reposer sur une semblable analyse: qui sont les protagonistes? quel est leur but? quels sont les enjeux de la guerre?

Aujourd'hui cependant, nous sommes non pas devant une guerre mondiale, mais bien devant le danger d'une telle guerre. Notre analyse doit rester sur les sources de ce danger et nous appuyant sur la politique des pays susceptibles de s'y engager, notre analyse doit tenter de prévoir la direction qu'ils prendront. Nous disons donc que le principal danger de guerre est représenté par les deux superpuissances, en particulier par le social-impérialisme soviétique dont la politique hégémoniste est de plus en plus agressive et entre en contradiction avec la politique également hégémoniste des U.S.A.

Il est donc à prévoir qu'une troisième guerre mondiale dans les conditions actuelles, opposerait principalement l'URSS et les USA et quel serait l'enjeu, l'objectif de leur affrontement? Sans crainte de se tromper, l'objectif ultime de ces **deux** superpuissances impérialistes, c'est la suprématie mondiale et l'élimination du socialisme.

Ce qui est également certain, c'est que les bourgeoisies impérialistes du second monde vont avoir à se situer dans cette guerre et qu'elles auront tendance à rejoindre le camp de l'une ou l'autre des superpuissances.

La politique qui mène à la troisième guerre mondiale est une politique impérialiste. Il ressort donc que la tâche des communistes de tous les pays impérialistes demeure celle de préparer la révolution prolétarienne, de se préparer à renverser la dictature de la bourgeoisie et à instaurer la dictature du prolétariat.

Voilà donc ce qui est essentiel de retenir pour des communistes, voilà donc ce qui doit guider toute leur propagande. Au contraire la Ligue, depuis déjà un certain temps, concentre de plus en plus le débat, sa propagande et son agitation, sur les aspects secondaires de la question: la guerre est-elle inévitable ou pas? Les facteurs de guerre sont-ils plus nombreux que les facteurs de révolution? Où la guerre sera-t-elle déclenchée? Quelle est la superpuissance la plus forte militairement? etc... Dans tout cela, plus question de préparer la révolution prolétarienne, de renverser sa propre bourgeoisie et de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

Perdant ainsi de vue le caractère de classe de la guerre, la Ligue en arrive en pratique à adopter une politique suiviste face à la bourgeoisie canadienne. C'est en effet la conclusion qu'on doit tirer suite à la critique qu'elle nous adresse dans le numéro 8 de son journal:

"En Lutte! nie le caractère positif de certaines attitudes de la bourgeoisie canadienne, en particulier dans un article du 9 février intitulé "MacEachen au Moyen-Orient, Trudeau en Amérique du Sud, l'impérialisme canadien tente de se sortir de la crise"... Le titre assez significatif indique bien le contenu général de la position qu'En Lutte! prend; tout le long de l'article, En Lutte! dénonce l'impérialisme canadien (ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi) et présente ce rapprochement entre le Canada et le Tiers-Monde comme un geste négatif..." (La Forge, vol. 1 no 8, p. 10)

L'autre enseignement qu'il nous faut tirer des positions de la Ligue, celui qui doit attirer présentement notre attention, c'est qu'elle sous-estime dangereusement, qu'elle nie en pratique l'alliance politique, économique et militaire qu'a conclue la bourgeoisie canadienne avec l'impérialisme américain.

Cette alliance dont nous avons parlé plus haut a des conséquences d'une grande portée stratégique pour le triomphe de la révolution prolétarienne au Canada. Plus encore cette alliance détermine aujourd'hui même dans une large mesure la politique extérieure de notre pays, elle déterminera inévitablement sa position face à une troisième boucherie impérialiste mondiale.

"La guerre est la continuation de la politique" avons-nous dit. Or quelle est la politique de la bourgeoisie canadienne? C'est sans contredit une politique impérialiste et une politique d'alliance avec l'impérialisme américain. Son rôle dans une guerre impérialiste ne sera pas différent. Il serait dangereux pour ne pas dire suicidaire de penser le contraire.

Voilà ce que la Ligue n'a pas compris. La ligue ne saisissant pas la politique d'alliance avec l'impérialisme américain, s'évertue par tous les moyens de faire croire au peuple canadien et au prolétariat que sa propre bourgeoisie suivra une politique indépendante des Etats-Unis (superpuissance) face à une troisième guerre mondiale. N'est-ce-pas là sa politique actuelle? s'écriera naïvement la Ligue. C'est ce qu'elle fait en pratique lorsqu'elle accuse En Lutte! de sous-estimer les aspects positifs de la politique extérieure du Canada. (La Forge vol. 1 no 8).

Cela va au point où dans trois numéros consécutifs (nos 10-11-12) de la Forge, la Ligue soutient l'accroissement de la défense militaire de la bourgeoisie canadienne.

"Elle (la bourgeoisie canadienne, N.D.L.R.) peut prendre certaines décisions justes, que nous devons soutenir, comme accroître le potentiel défensif du pays..." (no 10, p. 5)

Ayant jugé sans doute avoir été trop loin, elle pose tout de même certaines conditions à son soutien, deux numéros plus tard:

> **"Peut-on dire, dans ces conditions, que l'achat de matériel défensif pour le Canada est positif? Il l'est si — et seulement si — ce matériel ne sert pas à participer, aux côtés des USA, à une guerre de rapine entre les deux superpuissances, ou à intimider des pays du tiers-monde — comme en Jamaïque il y a quelques années —, et s'il ne sert pas à réprimer le peuple canadien. Il l'est s'il ne sert réellement qu'à la défense du territoire contre les appétits gloutons des super grands." (La Forge, vol. 1 no 12, p. 8)**

Nous aimerions poser certaines questions à la Ligue.

Quand un matériel militaire est-il défensif et quand est-il offensif? Existe-t-il des thanks, des canons, qui ne soient faits que pour défendre le pays et d'autres qui ne serviraient qu'à mâter le peuple?

Plus récemment la Ligue a produit une autocritique sur cette question. Partant des articles de la Forge que nous venons de citer, la Ligue souligne qu'ils "ont laissé entendre qu'il fallait considérer comme positif le renforcement de la capacité défensive de l'armée de la bourgeoisie canadienne, de manière à défendre le pays contre l'agression possible d'une superpuissance".

"Ce sont clairement des erreurs opportunistes de droite, erreur de conciliation avec la bourgeoisie, de se mettre à sa remorque". (La Forge vol. 2 no 9 page 10). Mais si En Lutte ne peut que se réjouir de cette rectification, il en va tout autrement de l'analyse faite par la Ligue. En effet la Ligue a tôt fait d'ajouter: "Les positions de la Ligue sur la bourgeoisie canadienne, son état et son armée ont toujours été principalement justes." "Ces erreurs entrent manifestement en contradiction avec la ligne générale de la Ligue". En un mot il s'agit tout au plus que d'erreurs de parcours, une simple conciliation avec la bourgeoisie, rien de plus!

La conciliation avec la bourgeoisie n'est pas une erreur de parcours loin de là. C'est une erreur importante qu'on ne rectifie pas en passant comme semble le faire la Ligue. C'est une erreur qui ne peut avoir que des causes profondes, dans la ligne politique. Cette erreur loin de toucher uniquement la question de l'armement de notre bourgeoisie touche l'ensemble de la voie de la révolution au Canada. Elle trouve sa source dans le peu de cas que fait la Ligue de l'analyse concrète de notre pays, dans sa négation en pratique de l'alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain.

On comprendra aisément après cela pourquoi la Ligue nous accuse de sous-estimer le danger du social-impérialisme au Canada. Quoiqu'en dise la Ligue, cette critique trouve aussi sa source dans la ligne générale de la Ligue qui refuse de reconnaître l'alliance politique, économique et militaire des deux ennemis principaux de la révolution canadienne: la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain.

Pour une analyse plus détaillée de nos positions sur les questions internationales, le lecteur pourra se référer à l'article du no 2 d'Unité Prolétarienne, "La situation internationale et la lutte contre les deux superpuissances".

Pour les besoins de l'article, il était nécessaire de s'attarder essentiellement aux rapports qu'il faut établir entre la situation internationale et nationale. Ainsi que d'illustrer les conséquences néfastes que peut avoir une analyse subjective et unilatérale des contradictions de notre pays quant aux tâches du prolétariat dans la lutte contre l'impérialisme, les deux superpuissances et face au danger de guerre.

La seule conclusion qui s'impose, c'est que la Ligue vacille constamment entre la position révolutionnaire et la tendance au compromis avec la bourgeoisie canadienne. Tant qu'il en sera ainsi, elle sera incapable de fournir une véritable orientation révolutionnaire à la lutte du prolétariat et du peuple canadien.

Pour notre part, nous avons affirmé que la politique menant à la troisième guerre mondiale est une politique impérialiste, que cette guerre sera donc une guerre impérialiste; nous avons démontré que la bourgeoisie canadienne est une bourgeoisie impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, alliée à l'impérialisme américain. **Dans ces conditions, toutes les actions de front uni contre les deux superpuissances doivent également être dirigées contre notre propre bourgeoisie. Agir autrement, c'est tromper le peuple canadien sur la vraie nature de notre bourgeoisie, c'est désarmer le peuple face aux deux superpuissances et au danger de guerre.**

Cette politique, la seule qui soit vraiment une politique indépendante du prolétariat, commande aux marxistes-léninistes les tâches suivantes:

1) Dénoncer et lutter sans relâche contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'hégémonisme, en particulier des deux superpuissances.
2) Dénoncer la politique impérialiste de notre propre bourgeoisie, en particulier son alliance avec l'impérialisme américain, de même que sa tendance à trahir nos intérêts nationaux.
3) Dénoncer les préparatifs de guerre de l'impérialisme, en particulier des deux superpuissances et de notre propre bourgeoisie et exiger le retrait de notre pays de tous les pactes militaires impérialistes, en particulier le N.O.R.A.D. et l'O.T.A.N.
4) Soutenir fermement la lutte d'émancipation des peuples, nations et pays du Tiers-Monde contre l'impérialisme sous toutes ses formes, la lutte du prolétariat des pays capitalistes et révisionnistes, de même que les pays socialistes.

L'application rigoureuse de ces tâches est indissolublement liée à la lutte contre la tendance à soutenir sa propre bourgeoisie, la tendance au social-chauvinisme, au sein du mouvement marxiste-léniniste.

CONCLUSION

Il existe donc, encore, des divergences importantes au sein de notre mouvement, cela est une chose. Mais il en est également une autre dont nous devons absolument tenir compte, et c'est l'unité réelle de l'ensemble de notre mouvement face à toutes les théories révisionnistes, réformistes et trotskystes.

Ne pas tenir compte de ces deux niveaux de divergence serait une erreur extrêmement grave: cela ne pourrait nous mener que sur la voie de la scission et de la division sans fin et, ainsi, entraver considérablement la lutte pour la reconstruction du parti d'avant-garde du prolétariat. A l'inverse, il serait tout autant erroné de taire nos divergences et de ne pas mener une lutte vigoureuse contre les conceptions erronées qui freinent la marche en avant du mouvement marxiste-léniniste canadien.

Nous considérons que le présent texte constitue en ce sens un pas en avant important dans notre lutte pour l'unité. Il représente les positions acceptées lors de notre IIe congrès et corrige des erreurs importantes commises dans le passé (par exemple sur la question de la contradiction principale), nous avons donc dans ce texte précisé nos critiques à l'égard des tendances erronées les plus importantes. Mais surtout, nous avons tenté, et nous croyons avoir réussi dans une large mesure, à fonder notre position sur une application vivante de la vérité universelle du marxisme-léninisme à la réalité concrète de notre pays.

C'est donc avec confiance que nous le soumettons à la critique des masses et, en particulier à la critique de tous les noyaux, groupes et organisations marxistes-léninistes du pays. Nul doute que si nous savons tous travailler à l'unité et non à la scission, la prochaine Conférence des marxistes-léninistes constituera un pas important pour notre unité politique et organisationnelle et, du même coup, une défaite supplémentaire pour les ennemis du prolétariat et du peuple canadiens.

Position de l'Albanie socialiste sur la situation internationale

"Pour unir les peuples dans la lutte pour la liberté, pour l'indépendance et le progrès social contre toute forme d'oppression et d'exploitation de la part de qui que cela soit, il convient de tracer d'abord une ligne de démarcation, de tirer bien au clair quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir".

(Enver Hoxha, RAPPORT PRESENTE AU VII CONGRES DU PTA, page 157, édition N.B.E.)

Introduction

En novembre dernier s'est tenu le VIIe congrès du Parti du Travail d'Albanie. Ce congrès qui marquait aussi le 35e anniversaire de la fondation du PTA, fut le reflet éclatant des grandes victoires remportées par le peuple Albanais dans sa lutte contre l'impérialisme, les deux superpuissances, pour l'édification du socialisme et de la dictature du prolétariat en Albanie Ces victoires sont nombreuses et pénètrent tous les domaines de l'édification socialiste et enfin renforcent le rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste.

Les victoires nombreuses remportées par le peuple albanais dirigé par son parti marxiste-léniniste, sont aussi les victoires prolétaires de tous les pays et des peuples du monde dans leur lutte pour le socialisme, l'indépendance et la liberté. Ces victoires concernent au plus haut point les ouvriers canadiens, elles sont un encouragement et un guide sans pareil dans la lutte que nous menons nous aussi pour éliminer à jamais le capitalisme et l'impérialisme de la face du monde.

Nous allons aujourd'hui présenter dans le numéro 3 d'Unité Prolétarienne, certains extraits du rapport présenté par Enver Hoxha grand dirigeant du PTA, à son VIIe congrès. En particulier sur la situation internationale actuelle.

Ce petit peuple de 2 millions d'habitants, qui a dû au cours de son histoire conserver son indépendance nationale face aux puissances impérialistes, se dresse aujourd'hui comme un bastion éclatant du socialisme en Europe. Avec le Parti Communiste Chinois, le PTA est aujourd'hui à l'avant-garde de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme, l'hégémonisme et le néocolonialisme. L'analyse du PTA jette aujourd'hui un éclairage nouveau sur des questions aussi cruciales que le danger d'une troisième guerre mondiale, la lutte contre les deux superpuissances et la révolution prolétarienne, les tâches des prolétaires et des marxistes-léninistes dans la situation actuelle. En particulier l'analyse du PTA est une contribution indéniable au débat qui anime aujourd'hui le mouvement marxiste-léniniste canadien et international sur ces questions.

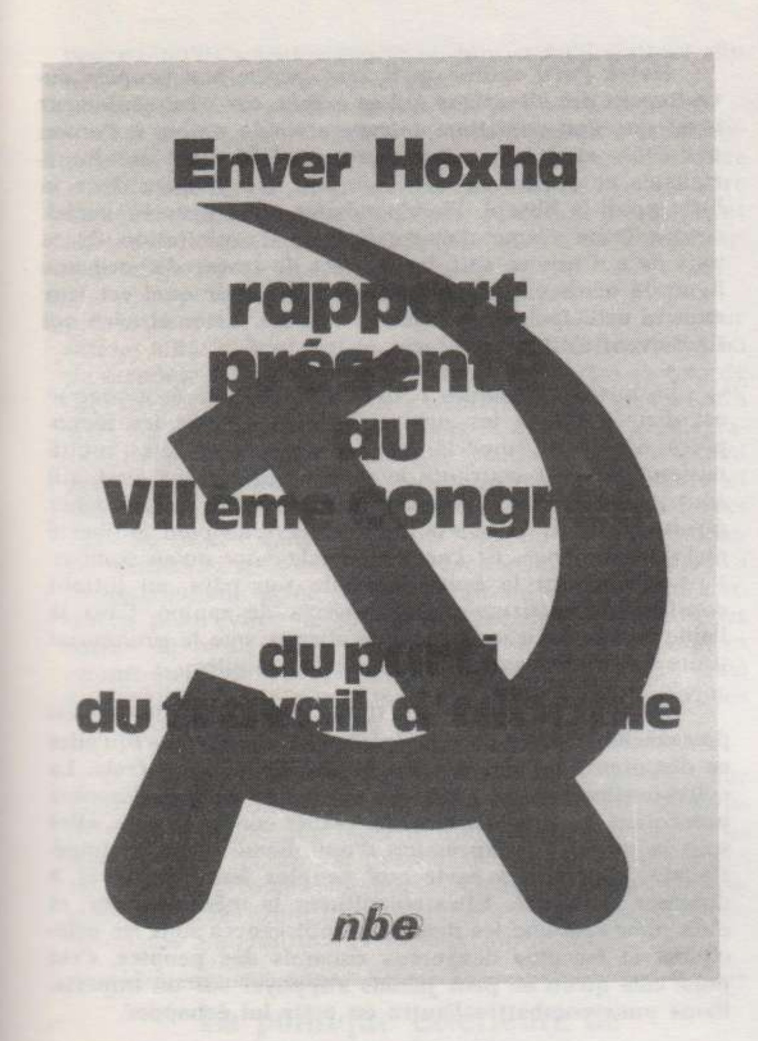
C'est pourquoi nous présentons aujourd'hui ces extraits aux lecteurs d'Unité Prolétarienne. Nous croyons fermement que ces questions doivent être débattues largement au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien et de tous les ouvriers conscients, car elles sont nécessaires pour définir la stratégie et la tactique de la révolution au Canada. Les documents du VIIe congrès du PTA ne prétendent pas avoir réponse à toutes les questions, ils ne sont en aucune façon un livre de recettes et c'est en ayant en tête le souci d'en dégager l'orientation, le point de vue et la méthode que nous invitons nos lecteurs à les lire attentivement afin de les confronter à la réalité de notre pays et du monde, afin d'en faire une application créatrice aux tâches des marxistes-léninistes canadiens.

(N.D.L.T.) — Nous invitons nos lecteurs à se procurer le texte intégral du rapport au VIIe congrès du Parti du Travail d'Albanie" édité aux éditions N.B.E. disponibles à la librairie l'Etincelle de Montréal. et à la librairie populaire de Québec

N.B.: — Les sous-titres sont d'Unité Prolétarienne.



Enver Hoxha, qui a maintes fois prouvé au cours de plus de 35 ans de direction du Parti du Travail d'Albanie son amour et son dévouement à la cause du peuple, a été réélu secrétaire du parti lors de von VIL congrès en novembre dernier.



Les forces de la révolution, de l'indépendance et de la liberté

Vue dans son ensemble, la situation internationale actuelle apparaît assez complexe, pleine de contradictions et de grands affrontements, qui se sont maintenant étendus au monde entier et qui touchent tous les aspects de la société humaine d'aujourd'hui. Face à l'impérialisme, au social-impérialisme et à leurs féroces agissements agressifs et expansionnistes, face à la bourgeoisie, aux monopoles internationaux et à leur exploitation barbare, face à la réaction, à la violence et à la terreur qu'elle fait sévir. se dressent, avec des forces décuplées, le prolétariat mondial et les révolutionnaires inflexibles, les peuples qui luttent pour la liberté et la démocratie, pour le socialisme. Le monde se trouve dans une phase où la cause de la révolution et de la libération nationale des peuples n'est pas seulement une aspiration et une perspective, mais un problème posé et à résoudre.

C'est cette extension et cet approfondissement de la lutte révolutionnaire du prolétariat, cette grande intensification de la lutte de libération des peuples, ce sont les victoires du socialisme, qui, par leur action conjointe, ont affaibli encore davantage l'impérialisme et le social-impérialisme, qui ont aggravé les contradictions du système capitaliste et en ont ébranlé les fondements.

La crise de l'impérialisme

La caractéristique de la crise actuelle c'est qu'elle sévit alors que les contradictions interimpérialistes et la rivalité des superpuissances pour le partage des marchés et des zones d'influence ont pris une extrême acuité.

La crise est rendue encore plus aiguë par la concurrence effrénée des pays industrialisés bourgeois et révisionnistes entre eux, d'une part, et entre eux et les pays en voie de développement, principaux producteurs de matières premières, de l'autre. L'action de la loi du développement politique et économique inégal des pays capitalistes a eu pour effet que le Marché commun, le Japon, le Canada, etc. se sont mis à contester la domination américaine dans le domaine des exportations de capitaux, et ils luttent pour s'assurer des marchés et des avantages en cette matière.

Dans ces circonstances, le danger du fascisme devient toujours plus menaçant. On sait que lorsque le capital s'engage dans une impasse et s'expose aux coups puissants de la classe ouvrière, il est contraint ou bien de faire faillite ou bien d'établir la dictature fasciste et de marcher vers la guerre.

Notre Parti estime que la situation actuelle dans le monde est trouble et qu'en conséquence l'autosatisfaction, la quiétude ou l'euphorie n'ont pas de place. C'est pourquoi, dans les conditions présentes, il est d'une importance primordiale pour toutes les forces révolutionnaires, pour toutes les nations et tous les peuples qui luttent pour leur libération et leur indépendance, pour la paix et la sécurité entre les Etats, d'analyser, d'apprécier de façon conséquente et à partir de positions de classe la politique et l'action de la bourgeoisie impérialiste des deux superpuissances, et d'adopter à leur égard une attitude qui s'inspire du même esprit de classe. Une attitude de principe en cette question fondamentale constitue la seule base juste pour la détermination d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires conséquentes, elle sert de critère pour distinguer les forces progressistes et les forces réactionnaires et pour les juger.

La lutte contre les deux superpuissances et leurs alliés

Les faits et les actions concrètes, la réalité objective, nous conduisent à la constatation que dans le monde actuel les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, sont les plus grandes et les plus dangereuses puissances impérialistes agressives qu'ait connues l'histoire. Les superpuissances, agissant isolément ou de concert, représentent dans la même mesure et au même degré l'ennemi principal pour le socialisme, pour la liberté et l'indépendance des nations, la plus grande force qui soutient les systèmes d'oppression et d'exploitation, et, pour l'humanité, une menace directe de se voir jeter dans une troisième guerre mondiale.

Les multiples compromis et concessions sans principe des khrouchtchéviens ne l'ont ni adouci, ni assagi. Il demeure la citadelle politique et économique du système

capitaliste d'exploitation, le grand défenseur du colonialisme et du néo-colonialisme, l'inspirateur du racisme et le plus grand gendarme de la réaction internationale. Notre Parti s'en tient constamment à la conception que l'impérialisme américain est agressif et qu'il le demeurera même s'il ne lui reste qu'une seule dent.

En compétition avec les impérialistes américains, les sociaux-impérialistes ourdissent des complots et des intrigues contre-révolutionnaires contre les peuples, ils attisent des conflits et des discordes entre les nations, ils cherchent à exercer leur contrôle et leur diktat partout où ils peuvent. **Notre Parti n'a cessé d'indiquer que toute illusion, si légère soit-elle, dans l'attitude à l'égard de l'Union soviétique actuelle, entraîne des conséquences catastrophiques pour les forces et les mouvements politiques qui continuent de croire à la démagogie et aux mystifications de Moscou.**

Le Parti du Travail d'Albanie, l'Etat et le peuple albanais se sont déclarés contre l'OTAN et le Traité de Varsovie, contre le Comecon et le Marché commun, car ces organisations sont les instruments fondamentaux de la politique expansionniste des deux superpuissances, elles oppriment, exploitent et appauvrissent aussi bien les peuples d'Europe, que les peuples des pays en voie de développement, elles sapent tant la révolution que la libération des peuples, car elles sont des instruments d'asservissement.

Le capitalisme mondial, qui, conformément aux prévisions géniales de Marx, Engels, Lénine et Staline, va irrésistiblement vers les crises et le déclin, a atteint aujourd'hui le stade de l'impérialisme pourri. Pour échapper à la mort, il a conçu de nouvelles formes d'exploitation des masses, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle mondiale, il a créé la forme la plus récente, la plus perfectionnée de pillage, le néo-colonialisme, il a noué des liens financiers et des alliances économiques et militaires pour maintenir sous sa dépendance complète ou partielle de nombreux Etats, dans ce qu'on appelle le « second monde », « le tiers monde », les « pays non alignés » ou les « pays en voie de développement ».

Le marxisme-léninisme nous enseigne qu'à notre époque les pays se divisent, selon le système social au pouvoir, en pays bourgeois-capitalistes et en pays socialistes.

Dans leur appréciation de la politique suivie par les divers gouvernements et Etats, les marxistes ont également pour critère leur caractère de classe, les attitudes que ces gouvernements et ces Etats observent à l'égard de l'impérialisme et du socialisme, à l'égard de leur peuple et de la réaction.

C'est sur la base de ces enseignements que le mouvement révolutionnaire et le prolétariat édifient leur stratégie et leur tactique, trouvent leurs véritables alliés dans la lutte contre l'impérialisme, la bourgeoisie et la réaction et s'unissent à eux. Les appellations de « tiers monde », de « pays non alignés » ou « en voie de développement » suscitent l'illusion dans de larges masses qui luttent pour la libération nationale et sociale, qu'elles pourraient trouver là comme un abri contre la menace des superpuissances. Mais ces appellations cachent la situation réelle de la majorité de ces pays, qui, d'une manière ou d'une autre, ont des liens de dépendance politiques, idéologiques et économiques, tant avec les superpuissances qu'avec les anciennes métropoles coloniales.

Notre Parti estime qu'il faut parler aux peuples ouvertement des situations qui se créent, car c'est seulement ainsi que l'on contribue à leur veritable union, à l'union des Etats et des gouvernements véritablement anti-impérialistes et progressistes. Pour unir les peuples dans la lutte pour la liberté, l'indépendance et le progrès social, contre toute forme d'oppression et d'exploitation de la part de qui que ce soit, il convient de tracer d'abord une ligne de démarcation, de tirer bien au clair quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir.

La lutte des peuples pour l'indépendance économique est dirigée contre les superpuissances, contre les monopoles des Etats impérialistes, contre les sociétés multinationales. C'est pourquoi le prolétariat et tous ceux qui sont pour la révolution et le socialisme, doivent rattacher étroitement leur lutte à la lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance. Et l'on ne peut le faire qu'en combattant résolument la bourgeoisie de son pays, en luttant contre l'impérialisme et ses guerres de rapine. C'est là l'aide la plus efficace et la plus directe que le prolétariat prête au mouvement de libération des peuples.

Notre Parti soutient la thèse que, quand les superpuissances se rapprochent entre elles comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en font les frais. La collaboration et la rivalité entre les superpuissances présentent les deux faces d'une réalité contradictoire, elles sont la principale expression d'une même stratégie impérialiste, qui tend à ravir aux peuples leur liberté et à dominer le monde. Elles constituent le même danger, et c'est pour cela que les deux superpuissances sont les principaux et les plus dangereux ennemis des peuples, c'est pour cela qu'on ne peut jamais s'appuyer sur un impérialisme pour combattre l'autre ou pour lui échapper.

Les préparatifs d'une troisième guerre mondiale

Les problèmes de la guerre et de la paix ont préoccupé et préoccupent constamment les peuples du monde, les larges masses travailleuses, qui ne veulent pas qu'une catastrophe s'abatte à nouveau sur l'humanité. Le danger est réel. Les superpuissances se préparent pour une guerre mondiale et, à cette fin, outre leur course effrénée aux armements, elles s'efforcent de créer les circonstances qu'elles jugent opportunes, et cela en excitant les cliques bourgeoises les unes contre les autres dans les divers pays, en flattant les sentiments nationalistes afin de pousser les peuples à des affrontements entre eux, etc. Toute cette activité et ces méthodes abjectes des superpuissances conduisent à la prépartion d'une nouvelle guerre mondiale.

Quant à faire « une bouchée » de l'Albanie, prenez garde, messieurs, car l'Albanie socialiste est un os dur, qui vous reste à la gorge et vous étrangle ! Si les sociaux-impérialistes soviétiques se hasardaient à tenter quelque aventure contre notre pays, ils essuieraient une défaite irréparable.

Ce qui importe pour les peuples, c'est qu'ils ne sombrent pas dans le fatalisme, qu'ils ne deviennent pas des observateurs passifs et ne se laissent pas prendre au dé-

pourvu, qu'ils soient préparés au pire et qu'ils luttent afin que ce pire ne se produise pas.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que l'impérialisme et les bellicistes s'affaiblissent à travers les luttes révolutionnaires et de libération des peuples. Si la guerre agressive impérialiste ne peut être conjurée, il appartient alors aux révolutionnaires et au prolétariat de la transformer en guerre de libération.

Les impérialistes et les sociaux-impérialistes ont pour intime allié la bourgeoisie réactionnaire de tout pays où ils étendent leur influence. Cet allié leur sert à la fois de cravache et de pincettes, ils le nourrissent et l'arment afin d'en faire une force de choc dans le cas d'une conflagration mondiale, et à l'encontre des peuples, qui se dressent dans la révolution contre les oppresseurs intérieurs et extérieurs. Aussi ne saurait-on séparer ces deux forces l'une de l'autre. Sans combattre l'une, on ne peut combattre l'autre, sans combattre la réaction intérieure, jusqu'à sa destruction, on ne peut combattre l'ennemi extérieur, on ne peut éviter la guerre. Il faut détruire toutes les sortes de bases dans tout pays où les superpuissances en ont établi et créé, parce qu'on affaiblit et détruit ainsi à l'échelle mondiale leur influence et leur force, qu'elles ont fondées sur l'esclavage des peuples et des pays.

C'est sur la mobilisation et la force des peuples, sur l'union de tous ceux qui désirent rejeter le joug impérialiste-révisionniste que nous devons prendre appui. Nous sommes pour l'unité du prolétariat mondial et de toutes les véritables forces anti-impérialistes et éprises de progrès, qui anéantiront par leur lutte les plans agressifs des bellicistes impérialistes et sociaux-impérialistes.

La politique extérieure de l'Albanie socialiste

La République Populaire d'Albanie poursuit une politique extérieure indépendante. Elle vise à ce que ses conceptions en matière de politique étrangère reçoivent l'adhésion des peuples épris de progrès et de liberté, des forces progressistes révolutionnaires, des marxistes-léninistes authentiques. Cela, nous ne le cachons pas.

Notre Etat socialiste n'intervient dans les affaires intérieures d'aucun pays avec lequel il entretient des relations politiques, économiques ou culturelles. Cela ne signifie pas pour autant que l'Etat albanais, au nom de ces rapports, des relations de bon voisinage avec les Etats limitrophes et de sa politique de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, n'exprime pas ses vues en matière de politique internationale en général, ainsi que sur les attitudes idéologiques et politiques de ces Etats, pas plus que ceux-ci ne sont privés du droit d'exprimer leurs vues sur les positions idéologiques et politiques de l'Etat albanais.

En ce qui nous concerne, nous ne développerons ces relations qu'à travers le prisme du marxisme-léninisme. Les autres ont le droit de les juger dans l'optique de leur propre idéologie.

Le monde bourgeois et révisionniste considère que nous sommes un pays isolé. C'est là regarder les choses d'un œil capitaliste et révisionniste. Les impérialistes et les révisionnistes jugent isolé un pays qui a fermé ses portes à l'invasion sous la forme des crédits asservissants, des touristes et des espions, de la culture décadente et de la dégénérescence. De ce point de vue, nous sommes vraiment et nous resterons consciemment un pays isolé.

Dans l'analyse des situations, dans les conclusions qu'il a tirées, dans les appréciations qu'il a faites et dans les attitudes qu'il a observées, notre Parti a toujours agi et il agit toujours en étroite unité avec le peuple. C'est là la raison pour laquelle le Parti tout entier défend puissamment cette politique et que le peuple tout entier la soutient et l'applique. D'autre part, c'est cette unité, cette juste compréhension marxiste-léniniste des événements internationaux, ce sont les positions de principe et résolues prises à l'égard des intérêts supérieurs de notre patrie socialiste, de la grande cause de la révolution, du socialisme et de la libération des peuples, qui constituent la solide garantie que la position internationale de notre pays restera toujours inébranlable, qu'il avancera toujours dans des voies sûres, le front haut et intrépide.

L'unité du mouvement communiste (marxiste-léniniste) international

Notre Parti estime que, nous, partis marxistes-léninistes et ouvriers, comprenant comme il se doit le grand rôle joué par le Komintern à l'époque de Lénine et de Staline, avons pour devoir de renforcer et de tremper constamment l'étroite collaboration entre nos partis, sans naturellement dépendre ni recevoir d'ordres les uns des autres. En communistes internationalistes que nous sommes, il nous est nécessaire de procéder à un échange d'expérience, puis que chacun, dans les conditions de son pays, agisse en se guidant sur les enseignements du marxisme-léninisme.

La collaboration entre nos partis marxistes-léninistes dans la véritable voie révolutionnaire doit à notre sens être multiforme. L'échange d'expérience peut s'effectuer bilatéralement ou multilatéralement. Il se peut que la situation mûrisse en sorte qu'on en arrive à une grande réunion des représentants de tous les partis communistes et ouvriers marxistes-léninistes. Notre Parti, il y a un certain temps déjà, à son Ve Congrès, a posé cette question importante, et il est toujours décidé à défendre et à appliquer le grand principe de la collaboration révolutionnaire entre les partis marxistes-léninistes.



BILAN DE LA CONFERENCE DU SUR L'UNITE DES MARXISTES-CANADIENS

Le présent article vise à faire le bilan de la Conférence sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens tenue le 9 octobre dernier à Montréal. Déjà, d'autres groupes l'ont fait, ainsi la Ligue a fait connaître son propre bilan de la Conférence du 9 octobre dans le numéro 20 de La Forge. Tandis que le Halifax Communist Group produisait une première évaluation de la Conférence que nous publions dans la présente revue. Par ailleurs, d'autres groupes ont parlé de faire connaître publiquement leur bilan de la Conférence, ce que nous encourageons vivement.

Pour sa part, En Lutte! a déjà publié un bilan sommaire de la Conférence dans le journal no 73. C'est ce bilan que nous développons ici au moment où nous nous apprêtons à publier, avec un retard certain, la brochure contenant toutes les interventions faites à cette première Conférence. La publication de ce bilan plus développé permettra sans doute de situer encore plus justement la proposition récemment avancée par En Lutte! pour l'organisation d'une deuxième Conférence, prévue en avril prochain, et portant sur la voie de la révolution canadienne et, plus généralement, d'avancer dans le débat des diverses propositions sur la façon de développer la lutte pour l'unité à l'heure actuelle.

Certes ce bilan ne se veut pas et n'est pas le bilan complet de la lutte entre les deux lignes au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien sur la question de l'unité. Il constitue plutôt une évaluation des acquis généraux de cette première Conférence et un tableau des principales convergences et divergences que les interventions des groupes participants ont révélées. Cependant, ce bilan veut contribuer à sa façon au développement de cette analyse de la lutte entre les deux lignes au sein du mouvement marxiste-léniniste, analyse qu'il faut viser à approfondir progressivement si nous voulons nous attaquer correctement aux obstacles à l'unité de tous les marxistes-léninistes dans le Parti Prolétarien canadien.

Première partie

Un événement historique

C'est au CEGEP Saint-Laurent, dans la région de Montréal, que s'est tenue la Conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens, organisée par En Lutte! le 9 octobre dernier. Plus de 1,200 personnes y ont participé: si la majorité des participants provenait du Québec, par contre des progressistes et des marxistes-léninistes de toutes les régions du Canada étaient partie prenante de cette Conférence que Jack Scott et les porte-parole de plusieurs groupes ont décrit comme un rassemblement historique. En effet, les groupes invités à exprimer leurs positions à la Conférence sur l'unité sont tous venus, à l'exception du Groupe d'Action Socialiste (G.A.S.) qui a avisé, la veille de la Conférence, de son ralliement à la L.C.(m.l.)C. Les groupes qui ont ainsi confronté publiquement leurs positions étaient: le Vancouver Communist Group, le May First Collective, le October Study Group et le Long March Collective, ces trois derniers tous de Vancouver; le Régina Communist Group; le Bolshevik Union de Toronto; le Halifax Communist Group; le Groupe pour la Révolution Prolétarienne (G.R.P.); le Cercle Communiste (m.l.), Mobilisation (groupe communiste marxiste-léniniste), la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (L.C.(m.-l.)C) et En Lutte! Mais outre ces groupes formellement invités par En Lutte!, quantité de noyaux, cercles d'étude et collectifs marxistes-léninistes ou progressistes, du Québec mais aussi d'autres régions du pays, ont assisté à la Conférence sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens. Il faut signaler aussi la participation de nombreux représentants de groupes anti-impérialistes et révolutionnaires étrangers; d'ailleurs, deux groupes haïtiens qui travaillent conjointement, l'ORHAP (Organisation Révolutionnaire Haïtienne d'Action Patriotique) et En Avant! (Mouvement pour le développement de la mobilisation patriotique), ont fait une intervention pour saluer les participants de la Conférence et souhaiter "qu'elle marque un pas décisif vers l'unité des marxistes-léninistes canadiens, condition essentielle à l'unité du prolétariat et du peuple, condition essentielle à la création du Parti Prolétarien canadien". Ce souhait devait être repris d'une autre façon par une travailleuse du Front Commun de la Fonction publique du Québec qui a lancé l'appel aux ouvriers/ouvrières, travailleurs/travailleuses participant à la Conférence et à tous les hommes et les femmes d'avant-garde du prolétariat et du peuple, de s'engager, comme une tâche urgente, dans la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes et "d'impulser à tout le mouvement marxiste-léniniste ce désir d'unité qui nous anime".

Enfin, il faut souligner la participation de Jack Scott, un communiste marxiste-léniniste voué à la cause de la révolution prolétarienne canadienne depuis plus de 45 ans, qui a mené la lutte contre le révisionnisme au sein du Parti Communiste Canadien (P.C.C.) et dans le mouvement communiste canadien et qui, après avoir été expulsé du P.C.C. devenu irréversiblement révisionniste, a fondé le Progressive Worker's Movement, une organisation marxiste-léniniste qui a été active principalement en Colombie Britannique entre 1965 et 1970. Depuis la disparition du P.W.M., Jack Scott a con-

9 OCTOBRE
LENINISTES

tinué d'être actif dans le mouvement marxiste-léniniste canadien, poursuivant et diffusant ses travaux sur l'analyse des classes au Canada, sur l'histoire du mouvement ouvrier canadien, animant des groupes d'étude et mettant de l'avant l'amitié avec la Chine.

Jack Scott fait maintenant partie du Red Star Collective de Vancouver. Il a salué avec force la Conférence sur l'unité des marxistes-léninistes, qu'il a qualifiée d'événement historique, de pas important dans la lutte pour la reconstitution d'un authentique Parti Prolétarien Canadien et le plus important rassemblement de marxistes-léninistes au Canada depuis 25 ans. Par la suite, Jack Scott a brossé à grands traits l'histoire du Parti Communiste Canadien et du Progressive Worker's Movement, dégageant ainsi des leçons importantes pour le jeune mouvement marxiste-léniniste canadien. Jack Scott a été l'objet d'une ovation debout de plusieurs minutes de la part des participants à la Conférence, rendant hommage à sa fidélité révolutionnaire et, par là, à tous les véritables communistes qui ont façonné la tradition révolutionnaire du prolétariat canadien.

La Conférence a débuté par un discours d'un porte-parole d'En Lutte! qui a rappelé le sens et les objectifs de la Conférence sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens et l'essentiel du plan d'En Lutte! pour réaliser cette unité au sein de l'organisation de lutte pour le Parti. Par la suite, à tour de rôle, les représentants des groupes invités sont venus exposer leurs positions dont le texte, dans plusieurs cas, a été diffusé à l'ouverture de la Conférence. En dépit de certaines difficultés, un système de traduction simultanée a fonctionné dans la plupart des cas, évitant la répétition fastidieuse des discours dans les deux langues. Néanmoins, la plénière d'ouverture s'est étirée considérablement, en regard du moins des prévisions initiales de durée. En effet, faute d'avoir pu diffuser leurs positions dans les semaines précédant la Conférence et comme beaucoup d'entre eux n'avaient pas encore jusque-là fait connaître à l'ensemble du mouvement leur position sur la question de la lutte pour l'unité, plusieurs groupes ont dépassé largement la période de 10 à 15 minutes qui leur était



La conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens a marqué un moment historique dans la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes. C'est en effet la première fois depuis la dégénérescence du Parti Communiste Canadien que se retrouvent rassemblés des groupes marxistes-léninistes des deux nations du Canada.

allouée pour exposer leur point de vue à la plénière d'ouverture de la Conférence, qui déjà à cause de différents problèmes "techniques" avait commencé avec une heure de retard.

C'est pourquoi En Lutte! a été forcé de proposer la suppression des ateliers. Cependant, il a été possible de tenir une plénière de clôture, où les participants étaient invités à faire le point sur les débats et sur l'organisation de la journée. Enfin, un représentant d'En Lutte! a fait un discours de clôture (discours publié dans le journal no 73) identifiant les acquis les plus marquants de la Conférence et les perspectives qui s'en dégageaient. La Conférence a été suivie, en soirée, de la célébration du 3ième anniversaire d'En Lutte! qui devait être centrée sur la mobilisation pour la journée de grève générale du 14 octobre et qui comportait un hommage à Mao-Tsé-Toung.

DES ASPECTS POSITIFS LARGEMENT DOMINANTS

Si on considère les objectifs principaux de la Conférence, on peut dire qu'elle a été un franc succès et ce, malgré les erreurs et les faiblesses qui ont marqué sa préparation et son déroulement. C'est ce que les porte-parole de la majorité des groupes ont reconnu d'emblée dans leurs interventions en plénière et que la plupart des commentaires recueillis en fin de journée ont confirmé et ce, en dépit du jugement négatif formulé avec insistance par les représentants de la L.C.(m.-l.)C lors de la plénière de clôture. (jugement qui, pour l'essentiel, est repris dans le no 20 de La Forge.)

Les objectifs principaux qu'En Lutte! avait fixé à la Conférence étaient en effet d'amorcer le débat sur le plan de lutte pour l'unification du mouvement marxiste-léniniste qu'il a fait connaître dans le premier numéro de la revue Unité Prolétarienne et d'élargir l'expression et la démarcation des positions sur la question de l'unité à l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste canadien, dans un cadre qui stimule la participation des masses, particulièrement ouvriers/ouvrières d'avant-garde. Or, si l'on se réfère au texte des interventions, qui seront publiées dans **Documents de la Conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens,** il n'y a nul doute que tous les groupes ont pris parti, de façon plus ou moins approfondie selon le cas, sur le plan d'unification du mouvement marxiste-léniniste qu'En Lutte! met de l'avant. Il n'y a nul doute aussi que l'expression et la démarcation des positions sur la question de l'unité des marxistes-léninistes se sont développées considérablement avec la tenue de la Conférence qui constitue aussi un point de départ pour une relance du débat, pour son intensification.

Sans aucun doute, les débats en ateliers auraient pu pousser encore plus loin l'explication et la démarcation des positions ainsi que l'intervention accrue des éléments conscients de la classe ouvrière et du peuple, mais déjà la plénière constituait un cadre important de lutte de lignes sur la question de l'unité des marxistes-léninistes et de l'édification du Parti et cette lutte de lignes s'est menée. Chaque groupe a "affiché

ses couleurs", chaque groupe a affirmé ses positions, a critiqué ou a commenté les positions d'autres groupes, en particulier celles d'En Lutte! ou celles de la L.C.(m.-l.)C., plusieurs groupes se sont auto-critiqués sur certains aspects de leurs positions antérieures sur la question de l'unité. Affirmer, comme l'a fait la L.C. (m.-l.)C., que la Conférence n'a pas permis de mener et de développer la lutte de lignes sur les questions fondamentales de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens, est contredit par les faits et revient à méconnaître ce qu'est la lutte de lignes. Pourtant, le premier porte-parole de la Ligue à intervenir dans la plénière de clôture n'a pu s'empêcher de dire que deux positions s'étaient affrontées sur plusieurs questions importantes, notamment l'identification du frein principal à la lutte pour l'unité! Non seulement la lutte de lignes était-elle présente à la Conférence (comment pourrait-on ne pas le reconnaître si on a une vision matérialiste dialectique de la réalité?), mais elle a progressé. Des points de vue et des arguments jusque-là inexprimés, ou connus seulement régionalement ou d'une poignée de militants dans tout le pays, ont été défendus devant des représentants de l'ensemble du mouvement marxiste canadien, devant un grand nombre de marxistes-léninistes, de progressistes et d'ouvriers conscients de plusieurs régions importantes du Canada, et la diffusion des **Documents de la Conférence** va permettre d'élargir encore davantage le nombre de ceux qui pourront et devront prendre position dans la lutte de lignes sur la question de l'unité des marxistes-léninistes canadiens. Il faut tout "l'aplomb" sectaire de la L.C.(m.-l.)C pour rejeter du revers de la main les interventions de la Conférence qui permettaient de connaître les diverses positions dans le mouvement marxiste-léniniste, autant sur ce qui fonde l'appartenance au mouvement et sur ses contours actuels, que sur les objectifs immédiats de l'unité des marxistes-léninistes, la méthode pour y parvenir, ou les déviations au sein du mouvement marxiste-léniniste à l'heure actuelle; interventions qui permettent de mieux cerner les divergences et convergences au sein du mouvement marxiste-léniniste sur la question de l'unité des marxistes-léninistes.

En Lutte! considère donc comme une autre manifestation de sectarisme, l'affirmation de la L.C.(m.-l.)C., selon laquelle la Conférence sur l'unité n'aurait été qu'un vaste "spectacle". La Ligue devrait "méditer" cette affirmation du October Study Group: "Cette conférence est la première occasion pour notre mouvement dans son ensemble de révéler simultanément à toutes ses parties, aux communistes et aux ouvriers conscients, nos contradictions et nos confusions. Quand les dimensions spécifiques de nos problèmes seront comprises par le mouvement entier, alors et seulement alors, notre plan de lutte pour l'unité pourra-t-il être matérialiste dialectique, i.e. efficace. Cette conférence fournit une occasion importante de développer une telle compréhension et c'est la deuxième raison pour laquelle nous la saluons."

Que plusieurs groupes participants aient exprimé un accord général avec la méthode d'édification du Parti et le plan d'unité d'En Lutte! ne devrait pas amener la Ligue à rejeter du "revers de la main" la contribution sérieuse et spécifique de ces groupes à la lutte pour l'unité. Pour sa part, En Lutte! ne croira jamais que la lutte "entre deux lignes" au sein du mouvement marxiste-léniniste soit réductible à la lutte "entre deux groupes" et, partant, au débat "surtout" entre En Lutte! et la Ligue; pour En Lutte!, la lutte de lignes traverse l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste et tous les groupes et cercles m.-l. ainsi que les éléments avancés de la classe ouvrière et du peuple ont un rôle **actif** et **entier** à jouer pour que la ligne prolétarienne triomphe de la ligne bourgeoise, de la ligne opportuniste au sein du mouvement marxiste-léniniste. (L'évaluation de la Conférence telle que tracée par le Halifax Communist Group est très éclairante à ce sujet).

La Conférence a d'ailleurs comporté plusieurs autres acquis importants qui lui ont conféré justement la dimension historique que plusieurs groupes ont signalé. Tout d'abord, la Conférence sur l'unité a concrétisé pour un grand nombre de marxistes-léninistes, de progressistes et d'ouvriers conscients, la force et la vitalité actuelle du mouvement marxiste-léniniste à l'échelle du pays, tout comme ses limites et ses contradictions, ainsi que la tendance à l'unité qui s'y développe rapidement malgré le sectarisme, ou plutôt précisément dans la lutte contre le sectarisme qui a encore des assises bien vivantes au sein de notre mouvement.

Ainsi, ce rassemblement de marxistes-léninistes, le plus important depuis de très nombreuses années, marquait, comme l'a souligné le Halifax Communist Group, la "réémergence du mouvement marxiste-léniniste à l'échelle du Canada", et "un changement et un développement significatifs dans le mouvement dans son ensemble". Comme le porte-parole d'En Lutte! l'a montré en développant ces affirmations, il y a deux ans tout au plus le mouvement existait à peine, il était largement dominé par l'opportunisme, l'économisme en particulier, et le localisme, les méthodes artisanales; les marxistes-léninistes du Québec et ceux du reste du Canada restaient presque complètement isolés les uns des autres: en somme, il y a deux ans, le mouvement marxiste-léniniste canadien n'avait pas encore "pris forme", la question du Parti prolétarien apparaissait comme lointaine pour la majorité des marxistes-léninistes canadiens. C'est pourquoi nous disons que si la Conférence a montré les déviations et les divisions qui marquent actuellement le mouvement marxiste-léniniste au Canada, de même que la faiblesse encore de sa liaison aux masses, cette première Conférence nationale, par ailleurs, a surtout fait voir l'essor considérable que le mouvement marxiste-léniniste canadien connait actuellement, à la faveur de l'aiguisement de la lutte de classes dans notre pays, aiguisement lié à l'approfondissement de la crise générale de l'impérialisme.

La Conférence a aussi consacré les victoires importantes remportées sur le chauvinisme de grande nation et le nationalisme étroit, bref sur le nationalisme bourgeois. Si l'on tient compte qu'une des pierres d'achoppement du Parti Communiste Canadien, avant qu'il ne sombre définitivement dans le révisionnisme, a été précisément la division nationale, que le P.C.C. est toujours resté faible au Québec, alors qu'il était considérablement développé au Canada anglais, il faut se réjouir, comme l'a dit Jack Scott à la suite de la Conférence, de cette unité des marxistes-léninistes au-delà des différences nationales, alors que c'est au Québec maintenant que le mouvement est le plus développé, tandis qu'il croît à nouveau rapidement au Canada anglais.

Dans le même sens, la Conférence a marqué un recul certain pour le localisme, l'esprit de cercle et le sectarisme qui amenaient de nombreux groupes et noyaux marxistes-léninistes à se replier sur eux-mêmes et sur leurs pratiques restreintes ou encore, comme on l'a vu il n'y a pas si longtemps, à ne considérer la lutte pour l'unité que sur une base régionale, plutôt que de s'inscrire dans la lutte de lignes à l'échelle nationale.

D'autre part, la Conférence a montré la volonté des marxistes-léninistes de s'ouvrir davantage aux masses, de créer des cadres qui favorisent la pleine participation des éléments avancés de la classe ouvrière et du peuple au débat sur l'unité des marxistes-léninistes, qui les concerne au plus haut point. C'est pourquoi, avant la Conférence, les militants et sympathisants d'En Lutte! ont multiplié les démarches, accentué le travail de propagande et d'agitation auprès des éléments avancés de la classe ouvrière et du peuple qu'ils rejoignent, afin de stimuler leur participation à la Conférence. Et, effectivement, bon nombre d'entre eux y ont participé. Enfin, la

Conférence a constitué l'expérimentation d'une forme nouvelle de débat et de polémique. Comme l'a souligné le October Study Group, la Conférence brisait avec le "pattern" presque unique que représentait pour certains groupes les rencontres "groupe à groupe". Aussi, vu que les Conférences nationales et "multinationales" permettent une participation élargie et active des marxistes-léninistes et des éléments avancés des masses, à l'échelle du pays, elles peuvent donc s'avérer des occasions importantes d'élever la connaissance et la compréhension des questions fondamentales qui préoccupent les marxistes-léninistes, des occasions de débat très productives et dont les "prolongements" peuvent être multiples. Les prochaines Conférences joueront d'ailleurs encore plus correctement leur rôle si on corrige les erreurs qui ont marqué la première.

DES ERREURS QUI SERONT CORRIGEES LA PROCHAINE FOIS

Les aspects largement positifs et dominants de la Conférence ne sauraient nous faire oublier les lacunes et les erreurs qui l'ont aussi marquée. Déjà, au moment du discours de clôture de la Conférence sur l'unité, le porte-parole d'En Lutte! a amorcé l'auto-critique de ces erreurs.

L'erreur la plus importante réside sans doute dans la préparation même de la Conférence. Ainsi, les débats trop courts n'ont pas permis à tous les groupes de faire l'analyse de l'article d'**Unité Prolétarienne** no. 1, exposant de façon détaillée les positions d'En Lutte!, ni de préparer de façon plus élaborée l'exposé de leurs positions, ni de les faire circuler préalablement à la Conférence dans l'ensemble du mouvement. Si les délais entre l'annonce de la Conférence et sa tenue avaient été plus longs, la diffusion des textes de chaque groupe aurait permis d'élever davantage le niveau de débats et de polémique, de démarcation de la Conférence. Cette façon de procéder aurait sans doute contribué à écourter en plus la plénière d'ouverture et permis ainsi que les ateliers se tiennent, même si là encore on doit dire qu'il était irréaliste de vouloir tenir l'ensemble de la Conférence dans une seule journée. A l'avenir il faudra penser à établir les débats de la Conférence sur deux jours, en plus de stimuler et d'aider à la diffusion des positions des groupes préalablement à la Conférence. Par ailleurs, autant les délais entre l'annonce de la Conférence et sa tenue ont pu être courts, autant les délais entre la Conférence et la publication du présent bilan et de la brochure contenant les interventions des groupes participants ont été... longs: si En Lutte! peut invoquer à sa décharge la concentration d'activités très lourdes de responsabilités et de tâches, dont l'intervention du 14 octobre et la tenue de son Congrès, il faut admettre que ces délais s'expliquent surtout par le maintien de certaines formes artisanales de travail, contre lesquelles une lutte plus conséquente encore peut dorénavant être entreprise grâce aux décisions et transformations opérées par le Congrès.

Enfin, En Lutte! doit s'auto-critiquer pour le fait de n'avoir pas invité le groupe Abitibi-Témiscamingue (m.-l.) à exposer ses positions à la plénière de la Conférence. En Lutte! n'a pas été conséquent dans l'application des critères (tels qu'ils sont exposés dans la revue **Unité Prolétarienne** no 1, et tels que repris dans la letre d'invitation à la première Conférence) à l'endroit de ce groupe. Il appert en effet que le jugement initial porté par En Lutte! sur le GAT mettait d'abord les problèmes et divergences qui avaient animé les rapports avec le GAT (ml) et ne s'appuyait pas en tout premier lieu sur les critères établis. Par contre, une enquête plus serrée menée avant et après la tenue de la conférence, liée aux critiques formulées par le GAT (ml) lui-même lors de la plénière de clôture de la conférence, nous a conduit à conclure que nous avions effectivement commis une erreur en n'invitant pas le GAT et, partant, à rectifier en invitant celui-ci à intervenir lors de la seconde conférence.

Cependant, la présente auto-critique ne comporte absolument pas la reconnaissance du bien fondé des affirmations de la LC(ml)C. suivant lesquelles non seulement En Lutte n'aurait pas invité le GAT mais aurait aussi évité d'inviter d'autres groupes marxistes-léninistes parce que susceptibles d'être en désaccord avec les positions d'En Lutte! ou même d'être en accord avec les positions de la Ligue. La LC(ml)C a beau jeu de faire de telles insinuations puisque, jusqu'à la tenue de la conférence, le seul groupe qu'elle ait reconnu publiquement comme marxiste-léniniste, c'était En Lutte! Qu'il suffise de dire qu'En Lutte! a invité à prendre la parole et à faire l'exposé de leurs positions les groupes dont il connaissait suffisamment les positions pour dire si elles correspondaient à la "plate-forme d'unité", dont il pouvait identifier l'appartenance au mouvement marxiste-léninistes canadien. Certes, l'enquête et la connaissance d'En Lutte! sur le mouvement m.l. canadien n'étaient pas complètes avant la conférence, mais il serait tout à fait idéaliste de penser qu'elle aurait pu l'être: l'enquête d'En Lutte! sur le mouvement m.l. était limitée par le développement limité d'En Lutte!. Dans ce sens, la conférence elle-même a été pour nous une occasion d'approfondir notre connaissance du mouvement m.l. de diverses façons, par exemple en prenant contact plus directement avec certains groupes sur lesquels l'enquête devait se développer suite à la conférence sur l'unité. En fait, les conférences nationales elles-mêmes doivent être vues comme des lieux privilégiés d'enquête sur le mouvement m.l.

Enfin, l'auto-critique d'En Lutte! quant à l'organisation de la conférence ne comporte pas non plus la reconnaissance du bien-fondé des critiques de la L.C. (M.L.)C. de n'avoir pas organisé conjointement cette conférence et de l'avoir "associée" à la célébration de l'anniversaire d'En Lutte!. Concernant la première critique, d'une part, si En Lutte! a pris l'initiative de la Conférence **seul,** c'est justement que c'était la première et qu'elle permettait précisément de connaître les positions des divers groupes sur la méthode et les moyens à mettre en oeuvre pour assurer un plein développement de la lutte de lignes sur les questions fondamentales au sein du mouvement m.l. Cette façon de voir les choses est sans doute étrangère à la Ligue, qui propose, **en pratique,** que les conférences conjointes soient les conférences organisées par En Lutte! et la Ligue!... En Lutte! n'accepte pas cette réduction. D'autre part, la vraie question à poser concernant l'organisation des conférences est de savoir si tous les groupes qui composent le mouvement m.l. avaient, à la conférence, la possibilité égale d'exposer leurs points de vue et de critiquer ceux des autres groupes. A cet égard, malgré l'absence d'ateliers, le déroulement de la conférence a été concluant. Quant à la question de "l'association" de la conférence à la célébration du 3ième anniversaire, En Lutte! n'a aucune mauvaise conscience: depuis ses débuts notre groupe met de l'avant la question de l'unité des m.l. et, d'autre part, la soirée du troisième visait la mobilisation pour le 14 octobre alors que le thème constamment mis de l'avant était: l'unité du prolétariat passe par l'unité des m.l., les intérêts de chaque groupe doivent être subordonnés à ceux de l'ensemble du mouvement. La soirée n'a pas été une session d'auto-glorification d'En Lutte!

Donc, si l'on dresse une évaluation sérieuse de la Conférence sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens, on peut dire que les aspects positifs l'emportent largement sur les aspects négatifs et que les acquis de cette première Conférence serviront sûrement à mieux orienter et organiser la deuxième Conférence portant sur la voie de la révolution canadienne dont les préparatifs sont déjà entamés.

Partie 2

Un pas en avant dans l'identification des divergences et des convergences

Indéniablement, la Conférence sur l'unité des m.l. a permis d'élever le niveau de connaissance des positions des divers groupes qui composent le mouvement m.-l. canadien, de faire apparaître en plus clair la lutte entre les deux lignes qui le traverse sur la question de l'unité. Certes, plusieurs groupes n'ont pas pris position sur tous les aspects principaux de la question de l'unité ou l'ont fait d'une façon peu élaborée. Cela n'est pas le seul effet des erreurs qui ont été faites dans la préparation de la Conférence mais, plutôt et surtout, l'effet du développement inégal du mouvement.

Comme tous les groupes m.-l. semblent théoriquement reconnaître ce développement inégal, le caractère moins exhaustif des positions de certains groupes ne devrait pas amener des groupes plus développés à négliger la contribution sérieuse et spécifique de certains cercles et collectifs. C'est pourtant ce que fait la L.C. (ML)C. quand elle parle de la Conférence comme d'un "spectacle" en s'appuyant par exemple sur le fait que plusieurs cercles et collectifs ont manifesté leur accord général avec les positions d'En Lutte! Il faut sortir de ce réflexe empreint de sectarisme et examiner attentivement plutôt les arguments apportés par chacun des groupes, collectifs ou cercles qui ont exposé leurs points de vue lors de la Conférence. C'est ce que nous visons à faire en esquissant le tableau des principales divergences et convergences que la Conférence a révélé et qui devront être rigoureusement prises en ligne de compte si l'on veut continuer à progresser dans la lutte pour l'unité des m.-l. canadiens.

1. LES OBJECTIFS DE LA LUTTE POUR L'UNITE

Tous les groupes participants à la Conférence s'entendent pour identifier que **la tâche centrale des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle, c'est la lutte pour la création du Parti Prolétarien.** A peu près tous les groupes s'entendent aussi pour dire que les principales conditions à la création du Parti sont l'élaboration d'un programme développé pour la révolution canadienne, le ralliement d'un certain nombre d'ouvriers avancés et l'unité de tous les marxistes-léninistes.

Toutefois, des divergences importantes existent sur l'articulation actuelle des tâches permettant de réaliser ces principales conditions de création du Parti Prolétarien. Pour la Ligue, il est erroné d'accorder, comme le fait En Lutte!, une place déterminante à la question de l'unité parmi les trois principales conditions de création du Parti. Pour la Ligue, "l'unité est intimement liée (et dépendante de) à la façon dont les marxistes-léninistes vont mener la lutte pour réaliser les autres conditions nécessaires à la création du Parti". Pour Mobilisation, essayer de réaliser l'unité de l'ensemble des marxistes-léninistes canadiens en dehors de la réalisation des autres conditions de création du Parti, comme En Lutte! viserait supposément à faire, est une position opportuniste parce qu'elle divorce l'unité organisationnelle de l'unité idéologique et politique et de la fusion du mouvement ouvrier et du marxisme-léninisme. Cet argument est repris d'une certaine façon par le C.C. (ml) qui affirme qu'En Lutte! "glisse peut-être dans la "théorie des stades" et ouvre la voie à un rabaissement des tâches théoriques, politiques et organisationnelles" car "on ne peut envisager un "stade inférieur" au Parti où l'on privilégierait l'unité des marxistes-léninistes au détriment de leurs tâches théoriques et pratiques". Et cela, même si "selon les nécessités objectives et subjectives d'une situation donnée, on peut considérer l'une des tâches comme clé, c'est-à-dire comme le maillon essentiel à se saisir pour entraîner la réalisation simultanée des autres". Par ailleurs, le C.C.(ml) semble donner ce rôle-clé à l'élaboration de la ligne politique tout comme le Bolshevik Union qui affirme que "la lutte politique et idéologique afin de nous démarquer et développer la stratégie pour la révolution et sa déclaration scientifique dans le programme du Parti joue le rôle principal dans la tâche de construire le Parti."

Sans rejeter la nécessité de mener la lutte pour réaliser l'ensemble des conditions de création du Parti, le Halifax Communist Group avance pour sa part que la lutte pour l'unité est la tâche la plus pressante pour tous les marxistes-léninistes canadiens parce que, chaque jour, apparaissent avec plus d'acuité les freins à la réalisation des autres conditions de création du Parti.

Dans le même sens, le Vancouver Communist Group, insiste sur le lien dialectique qui unit les tâches actuelles des marxistes-léninistes canadiens dans la lutte pour le Parti, soit la lutte pour l'unité et le ralliement de l'avant-garde de la classe ouvrière au communisme, en montrant comment l'unité est précisément le maillon dont il faut se saisir actuellement.

C'est ce point de vue que défend EN LUTTE! en mettant de l'avant que la tâche IMMEDIATE des marxistes-léninistes au Canada, vu les conditions concrètes qui prévalent dans notre pays, est de lutter pour l'unification de toutes les forces marxistes-léninistes au sein d'une même organisation de lutte pour le Parti. Si l'unité des marxistes-léninistes canadiens est le maillon dont il faut se saisir fermement aujourd'hui pour avancer dans la réalisation des autres conditions de création du Parti, cela n'en fait pas l'unique tâche des marxistes-léninistes canadiens qui doivent intensifier leur action au sein de la classe ouvrière et des masses canadiennes; l'unité des communistes ne peut se construire en dehors de la lutte pour l'unité du prolétariat canadien contre ses ennemis: la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain. Aussi, tout le processus même de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens doit servir à avancer dans la réalisation des conditions de création du Parti. Ainsi en sera-t-il si ce processus de lutte pour l'unité est centré sur le débat de lignes sur les questions fondamentales de programme, si tous les efforts sont faits pour impliquer directement les éléments avancés de la classe ouvrière et du peuple dans la lutte pour l'unité, si tout en intensifiant la lutte idéologique sur les questions essentielles de la révolution dans notre pays, les marxistes-léninistes peuvent réaliser leur unité d'action chaque fois que le développement de la lutte de classe l'exige.

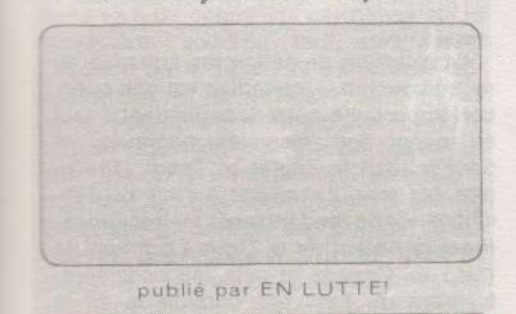
En pratique, c'est plutôt la L.C.(ml)C. et Mobilisation qui construisent une muraille de Chine entre la lutte pour l'unité et la lutte pour la fusion du mouvement marxiste-léniniste et du mouvement ouvrier. En fait, le refus de Mobilisation et

de la L.C.(ml)C. d'identifier laquelle des conditions de création du Parti doit être la cible principale de nos efforts dans les conditions actuelles ne peut s'expliquer que par une vision anti-dialectique du développement des contradictions et de leur résolution, qui empêche de voir que dans la réalisation de toute tâche, il y a un maillon essentiel dont il faut se saisir. Préconiser l'unité du plus grand nombre possible de marxistes-léninistes dans une organisation unique, c'est saisir ce maillon essentiel actuellement.

Par ailleurs, ce maillon essentiel ne peut pas non plus être le développement de la ligne ou du programme "en soi" voire même en vase clos pourrait-t-on dire. Tel que semble le prétendre le Cercle Communiste (marxiste-léniniste) lors de la conférence, nous espérons qu'ils reviendront à la charge. Cette conception ne peut conduire finalement qu'à se démarquer comme le préconise le Bolshevik Union, qui est déjà allé jusqu'à prétendre que le principe unité-critique ne s'appliquait pas dans les contradictions entre les marxistes-léninistes. Comme le dit le Vancouver Communist Group, il est vrai qu'il faut développer la ligne politique pour gagner les ouvriers avancés au communisme, mais il serait erroné de considérer comme la tâche principale le développement de la ligne politique de chaque groupe plutôt que la lutte pour l'unité qui implique néanmoins ce développement de la ligne politique. Parce que d'agir ainsi signifierait concentrer les énergies au développement des divers groupes et de leurs liens avec la classe ouvrière plutôt qu'au renforcement des liens de l'ensemble du mouvement avec la classe ouvrière.

DOCUMENTS DE LA CONFERENCE NATIONALE SUR L'UNITE DES MARXISTES-LENINISTES CANADIENS

Montréal, 9 octobre, 1976



Cette brochure est maintenant disponible aux librairies du groupe En Lutte!

C'est ainsi que cette approche dogmatique, principalement défendue par le B.U. et à un moindre niveau par le Cercle Communiste(ml) accroît le danger de consolider les divisions au sein du mouvement marxiste-léniniste, freinant ainsi la réalisation des conditions nécessaires à la création du Parti.

Par ailleurs, si les groupes actuels peuvent amorcer le développement de leur ligne politique, ils ne peuvent compléter ce processus qu'à travers la nécessaire application du principe "partir des masses pour retourner aux masses" à l'échelle du pays. Or, c'est seulement avec la création d'une organisation nationale que les marxistes-léninistes seront capables de réaliser cette tâche. Il sera possible alors de mettre largement à l'épreuve la ligne politique mise de l'avant, de centraliser systématiquement les leçons tirées de la pratique à travers le pays et, en conséquence, de corriger et de développer les fondements du programme politique en un véritable programme de Parti, un programme de Parti développé à travers l'expérience concrète.

Comme le dit October Study Group, la méthode qu'EN LUTTE! propose constitue une base supérieure d'enquête et de lutte pour l'ensemble du mouvement.

Finalement, tous les groupes semblent souscrire à l'effet qu'il faut en tout temps rechercher la plus grande unité possible des marxistes-léninistes sur une solide base de principes. Toutefois, des divergences importantes existent sur la forme que devrait prendre cette plus grande unité des marxistes-léninistes dans les conditions actuelles. EN LUTTE! et la majorité des groupes participants à la Conférence mettent de l'avant que la lutte pour le Parti passe actuellement par la constitution d'une organisation de lutte pour le Parti, une organisation qui unira le plus grand nombre de marxistes-léninistes sur la base d'un programme faisant le point sur la voie de la révolution prolétarienne dans notre pays et sur les tâches que cela nous commande.

Cette organisation aura la tâche historique de poursuivre la lutte pour l'unité et d'unir tous les marxistes-léninistes canadiens, de rallier plus largement l'avant-garde ouvrière, d'élaborer le programme du Parti et de procéder à sa création.

Mobilisation et la Ligue s'opposent à cette position d'EN LUTTE! pour deux raisons principales: il y a déjà deux "organisations nationales", la Ligue et EN LUTTE! et d'autre part, ce qui est une question de principe, ce n'est pas qu'il y ait une organisation pré-parti unique, c'est qu'il y ait un Parti unique dans chaque pays.

Affirmer que ce qui est une question de principe c'est qu'il y ait un parti unique est tout à fait juste. Mais c'est tomber dans le dogmatisme le plus complet que de ne pas considérer que si les marxistes-léninistes visent à constituer un centre dirigeant unique de la lutte révolutionnaire, il vaut mieux commencer à lutter dans ce sens dès maintenant et ne pas se contenter, comme le font la Ligue ou Mobilisation, de dire que "ce ne serait pas souhaitable qu'il y ait plus d'une organisation de lutte pour le Parti". Il est vrai que lutter pour la constitution d'une organisation unique de lutte impliquerait que la Ligue reconnaisse, comme le dit le H.C.G., que la résolution des contradictions entre quelques groupes ne constitue pas une transformation qualitative de l'ensemble du mouvement.

Car la Ligue aura beau dire que "sa création elle-même était le résultat d'une lutte pour l'unité", elle ne convaincra personne que les groupes fondateurs, C.M.O., C.O.R. et M.R.E.Q., ont cherché à réaliser la plus grande unité des marxistes-léninistes alors possible. Pour cela, il aurait fallu non seulement que ces trois groupes publient comme ils l'ont fait des plate-formes politiques lançant l'appel à l'unité dans une organisation de lutte, mais qu'ils organisent la démarcation publique entre leurs positions respectives et entre leurs positions et les autres positions présentes dans le mouvement, avec la préoccupation que le plus grand nombre de groupes marxistes-léninistes et d'éléments avancés de la classe ouvrière y participent.

C'est pourquoi la majorité du mouvement est fondée de dire que la création de la Ligue s'est faite à l'insu du mouvement et que son processus de création n'a pas contribué à l'avancement du mouvement, n'a pas constitué un bond qualitatif pour l'ensemble du mouvement qui, s'il était évidemment moins développé qu'actuellement, ne se réduisait pas aux groupes fondateurs de la Ligue. Affirmer que "la création de la Ligue avait pour but de porter la lutte pour l'unité à un niveau supérieur" ne peut détourner l'attention sur le fait que les "groupes fondateurs" ont raté une bonne occasion de porter cette lutte à un niveau supérieur à travers le processus même de création de la Ligue. Car, comme le disait le October Study Group: "...l'unité que nous désirons est basée sur la centralisation des idées justes et des énergies humaines de notre mouvement dans son ensemble. Il ne peut y avoir une telle centralisation, et dès lors, d'unité, sans démocratie, sans la participation de tous les membres du mouvement dans un processus dont l'issue n'aura pas été pré-arrangée par aucun membre ou groupe particulier".

Il n'est donc pas surprenant par ailleurs que la Ligue, qui refuse de consi-

dérer que la création de l'organisation m.-l. de lutter pour le Parti doit être le fruit d'une lutte idéologique intense au sein de l'ensemble du mouvement m.-l. canadien et non la simple fusion de deux ou trois groupes sur la base de discussions "privées", ne voit dans le refus d'EN LUTTE! de se considérer comme une organisation qu'un geste formel posé pour la "raison tactique" de se gagner la sympathie des petits groupes marxistes-léninistes ou une attitude "attentiste" et ultra-démocratique comme le dit Mobilisation dans les **"Documents de la première Conférence de Mobilisation, groupe communiste marxiste-léniniste"**. En fait, n'ayant jamais défini les conditions à mettre en place, et donc les tâches à réaliser pour que la création de l'organisation de lutte pour le Parti constitue un bond qualitatif pour l'ensemble du mouvement, la Ligue ne peut comprendre non plus qu'EN LUTTE! et les groupes qui partagent ses positions parlent de l'organisation de lutte pour le Parti et considèrent que celle-ci sera **objectivement** en mesure de jouer le rôle de centre dirigeant dans la lutte pour la création du Parti. Cela n'a rien à voir avec l'auto-proclamation car c'est l'ensemble du mouvement m.-l. qui a été saisi des conditions de création de l'organisation de lutte pour le Parti mises de l'avant par EN LUTTE!, qui peut et pourra vérifier leur justesse et qui pourra mesurer si le chemin parcouru vers leur réalisation permet de passer effectivement à la création de l'organisation de lutte pour le Parti, ou même directement à la création du Parti, si l'analyse de la situation concrète montrait que les conditions pour ce faire sont alors remplies, ou si la nécessité en devenait tout à fait immédiate à cause de transformations considérables dans la conjoncture internationale ou nationale. Car, dans le cours même de la lutte pour réaliser un objectif, il est possible que les conditions se transforment à un point tel qu'il soit possible d'atteindre un objectif plus élevé.

Bref, la création de l'Organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti n'est pas une question de "principe", mais une question de tactique répondant aux conditions particulières prévalant ACTUELLEMENT dans notre pays.

II. LES OBSTACLES QU'IL FAUT VAINCRE POUR REALISER L'UNITE DES MARXISTES-LENINISTES

Tous les groupes m.-l. canadiens s'entendent pour reconnaître que l'opportunisme de droite, en particulier sous la forme de l'économisme, est l'obstacle principal à l'unité des m.-l. canadiens. Bien sûr, toutefois, les groupes divergent de positions sur les manifestations, l'ampleur et les porteurs de cet opportunisme de droite. Par exemple, la Ligue soutient que c'est EN LUTTE! qui est le principal porteur de l'opportunisme de droite au sein du mouvement tandis que Bolshevik Union considère que ce sont EN LUTTE! et la Ligue qui forment le principal obstacle "à l'unité autour de la voie de révolution canadienne". Bolshevik Union va jusqu'à dire que "les opportunistes de droite, les révisionnistes naissants et les néo-révisionnistes (qui) sont en majorité dans notre mouvement". Or, c'est seulement le développement de la lutte de lignes au sein du mouvement m.-l. sur toutes les questions centrales de la révolution canadienne et, en dernière analyse, la pratique des divers groupes qui permettra d'identifier et de consolider la ligne prolétarienne et de vaincre la ligne bourgeoise au sein du mouvement m.-l., tout comme d'y distinguer le vrai du faux dans les diverses positions mises de l'avant. C'est d'ailleurs ce processus de lutte contre le révisionnisme et l'opportunisme de droite qui a permis, comme l'ont signalé quelques groupes, la réémergence du mouvement m.-l. canadien ces dernières années.

Lorsqu'il s'agit de considérer de façon spécifique les obstacles à la lutte pour l'unité, là aussi, les groupes divergent de positions. Or, cette question est d'une grande importance puisqu'elle détermine jusqu'à un certain point **la façon** de mener la lutte pour l'unité. Ainsi, EN LUTTE! considère que l'obstacle principal au développement de la lutte pour l'unité dans les conditions actuelles, c'est le sectarisme qui prend deux formes principales: la forme de l'attitude du "grand groupe" qui voit la résolution des contradictions du mouvement dans la résolution des contradictions de son propre développement, c'est-à-dire dans son expansion et son hégémonie d'abord: c'est la position de la Ligue. D'autre part, le sectarisme prend la forme de l'attitude des "petits groupes" qui voient la résolution des contradictions du mouvement dans la consolidation de leur propre cercle et refusent de s'inscrire dans la lutte à l'échelle du mouvement m.-l. canadien.

A cela, la Ligue répond qu'identifier le sectarisme comme obstacle principal, c'est minimiser l'importance de la lutte contre l'opportunisme et même ouvrir la porte au révisionnisme.

Mobilisation appuie cette position de la Ligue. Pour sa part, Bolshevik Union considère qu'identifier le sectarisme comme obstacle principal ne sert qu'à détourner l'attention de la lutte contre l'opportunisme de droite de la Ligue et d'EN LUTTE!

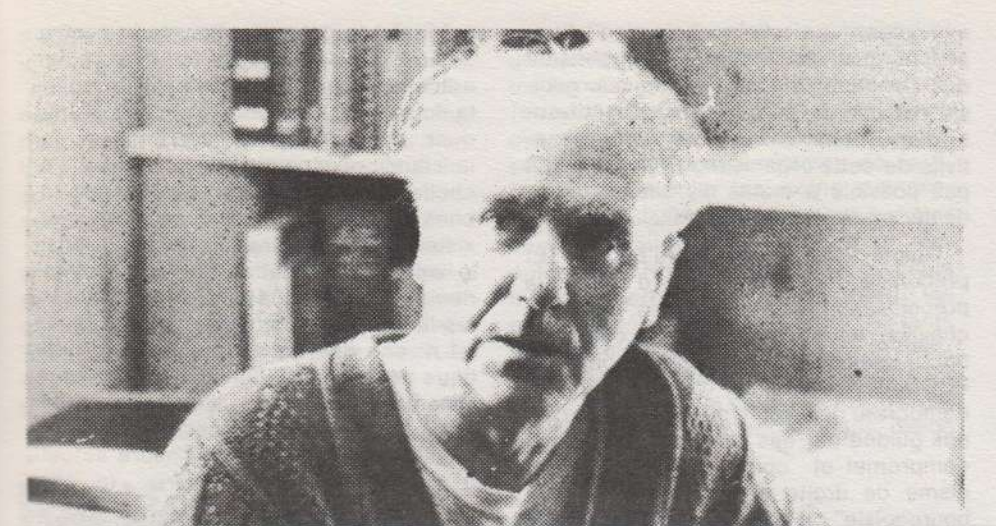
Pourtant, plusieurs groupes, comme le Halifax Communist Group, font bien voir que la lutte contre le localisme et l'esprit de cercle est un aspect essentiel de la lutte contre l'économisme, contre l'opportunisme de droite. C'est en effet dans ce sens qu'il faut comprendre la position d'EN LUTTE! lorsqu'il affirme que le sectarisme est l'obstacle principal au développement de la lutte pour l'unité: le sectarisme est une forme spécifique de l'opportunisme qui freine le processus de lutte pour l'unité. En pratique, le sectarisme de la Ligue l'amène, par exemple, à vouloir centrer tout le processus de lutte pour l'unité sur le débat entre elle et EN LUTTE!, réduisant ainsi en pratique la lutte entre les deux lignes au sein du mouvement m.-l. à la lutte entre les deux groupes les plus développés. Car la Ligue se contente en effet de dire que la participation des autres groupes au débat serait "souhaitable", que ce "serait une bonne chose", mais "que l'essentiel, c'est la confrontation directe entre EN LUTTE! et la Ligue". La Ligue ne réalise pas que refuser de faire participer **pleinement** l'ensemble du mouvement m.l. à la lutte contre l'opportunisme de droite dans l'ensemble du mouvement, c'est refuser de créer les conditions pour que toutes les composantes du mouvement m.-l. deviennent des agents actifs de la lutte contre l'opportunisme de droite.

Ainsi donc, lutter contre le sectarisme, c'est non seulement lutter contre des manifestations spécifiques de l'opportunisme au sein du mouvement m.-l. canadien mais c'est lutter contre un obstacle important à la lutte contre l'opportunisme de droite.

Enfin, la création d'une solide organisation marxiste-léniniste à l'échelle de tout le pays, marquera un pas décisif contre l'opportunisme de droite et les formes artisanales d'organisation qui l'accompagnent.

QUI COMPOSE LE MOUVEMENT MARXISTE-LENINISTE AU CANADA?

La question de définir les contours du mouvement m.-l. canadien est une question importante certes, cependant il faut se méfier des "formules magiques" et penser pouvoir régler le "sort" de l'unité des m.-l. canadiens à coup de définitions. Cette tendance est malheureusement le défaut de la Ligue Communiste (ML) du Canada et cela fait considérablement du tort, car comme le dit le Regina Communist Group: "Dans un mouvement marxiste-léniniste aussi divisé et aussi dispersé que le nôtre ac-



Il faut souligner la participation à cette conférence de Jack Scott, un communiste marxiste-léniniste voué à la cause du socialisme depuis plus de 45 ans. Au cours de la conférence il a d'ailleurs été l'objet d'une ovation debout de quelques minutes de la part des participants à la conférence qui rendaient ainsi hommage à sa fidélité révolutionnaire et par là à tous les véritables communistes qui ont façonné la tradition révolutionnaire du prolétariat canadien.

tuellement, tout débat sur la question de l'unité doit tenir compte du problème réel et sérieux du développement inégal de ce mouvement, si nous voulons parvenir à l'unité et faire des pas en avant!"

Or, de peur de se laisser aller au "libéralisme" d'EN LUTTE! en cette matière, la LC (ML)C en vient à nier l'existence d'un mouvement m.-l. canadien et va jusqu'à jeter dans le même sac les contre-révolutionnaires notoires et les petits groupes, collectifs ou cercles m.-l., peu développés il est vrai, mais tentant à la mesure de leur force d'appliquer correctement le marxisme-léninisme à la réalité de notre pays, de contribuer au développement de la révolution prolétarienne en luttant contre les courants révisionnistes, néo-révisionnistes, trotskystes... en travaillant à élaborer la voie de la révolution prolétarienne au Canada. Ainsi par son attitude subjective et dogmatique en ce qui regarde la définition du mouvement marxiste-léniniste canadien, la Ligue, au lieu de contribuer à renforcer le jeune mouvement marxiste-léniniste dans sa lutte contre les courants anti-marxistes et dans sa lutte contre les déviations qui le traversent, voudrait tout simplement l'exclure de la lutte qui s'intensifie actuellement sur les questions essentielles de la révolution dans notre pays, sinon le réduire au rang de "simple observateur", et ce en se basant sur une définition dont la Ligue seule détient le secret. En effet, les critères exposés par la Ligue ne peuvent tenir lieu de "critères objectifs" permettant d'identifier ce qui unit actuellement les marxistes-léninistes au Canada, c'est plutôt trois principes généraux que la Ligue se laisse le soin d'appliquer comme bon lui semble.

C'est la même conception qui prévaut pour Mobilisation et pour le Cercle Communiste, conception qui nie totalement qu'il existe actuellement un certain degré d'unité idéologique et politique au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien et que c'est cela qui démarque justement le mouvement marxiste-léniniste des groupes, partis et organisations contre-révolutionnaires, et que pour arriver à une unité supérieure, il faut précisément s'appuyer sur ce niveau d'unité et appliquer une méthode juste pour résoudre les contradictions, combattre les déviations qui traversent le mouvement. Or la ligne juste ne se décrète pas mais triomphe à travers une longue et âpre lutte... aussi la définition des contours du mouvement marxiste-léniniste ne peut être qu'un outil pour faire progresser le mouvement vers une plus grande unité politique et organisationnelle.

Le BU quant à lui prône à l'extrême les positions dogmatiques et sectaires de la LC(ML)C et de Mobilisation. En effet, selon le BU, la majorité du mouvement serait composée d'opportunistes de droite, de révisionnistes naissants, de néo-révisionnistes et selon toute apparence, la minorité "d'authentiques marxistes-léninistes", ce sont ceux qui partagent les positions de BU, ceux avec lesquels BU veut former "le noyau de révolutionnaires professionnels pour bolcheviser le mouvement marxiste-léniniste et diriger la lutte pour le Parti", autrement dit, former le "troisième centre" contre l'émergence duquel May First a mis en garde le mouvement marxiste-léniniste.

Contrairement aux points de vue exposés par ces quatre groupes, EN LUTTE! met de l'avant qu'en tenant compte de l'historique du mouvement marxiste-léniniste et de son développement inégal, il est possible de définir objectivement le niveau d'unité qui forme l'existence même du mouvement marxiste-léniniste et l'appartenance d'un groupe à ce mouvement, dans la mesure où il partage pour l'essentiel ce niveau d'unité. Certes, cette unité est relative, limitée, encore fragile, mais elle se démarque d'avec les contre-révolutionnaires, elle n'a pu être établie qu'à travers la lutte et, ce, à l'échelle du pays, contre le révisionisme, l'opportunisme de droite. Comme le soulignait le H.C.G., "c'est la lutte contre l'opportunisme de droite, contre l'économisme qui a permis la réémergence du mouvement marxiste-léniniste canadien." Contrairement à ce que dit Mobilisation, la question de l'appartenance au mouvement marxiste-léniniste, tout comme la question de son existence même est une "question historique": on n'est pas marxiste-léniniste et on peut le devenir; on est marxiste-léniniste et on peut cesser de l'être, sombrer dans le révisionnisme. Il est essentiel de voir les pas franchis dans la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme à un moment donné du développement du mouvement marxiste-léniniste. C'est ce bilan qui permet de déterminer l'accord idéologique et politique qui règne au sein du mouvement marxiste-léniniste et sa composition. Cette unité, cette appartenance au mouvement marxiste-léniniste n'est pas acquise une fois pour toute, elle ne peut se maintenir et se développer qu'à travers la lutte contre ce qui est anti-marxiste. C'est la lutte autour de l'unification, autour d'un juste programme révolutionnaire qui assure le juste développement de cette base d'unité.

Certes, c'est un fait qu'à l'étape actuelle l'unité du mouvement marxiste-léniniste réside davantage dans l'adhésion commune aux principes marxistes-léninistes; mais cela n'est pas contradictoire avec "l'unité dans un degré plus ou moins avancé d'application de ces principes à la pratique de la lutte révolutionnaire au Canada". EN LUTTE! a sans doute introduit une certaine confusion en parlant de "ligne idéologique" seulement à propos de la "plate-forme" définissant le niveau d'unité qui fonde l'appartenance. Mais, en fait, reconnaître "qu'au Canada, la lutte pour le socialisme passe par le renversement du pouvoir d'Etat détenu par la bourgeoisie canadienne... etc" ou encore "le droit à l'auto-détermination de la nation québécoise... etc.", cela manifeste un certain degré d'unité non seulement idéologique mais aussi politique.

Seule cette façon matérialiste de poser la question de la composition du mouvement permet de tenir compte réellement

des caractéristiques historiques et de l'inégalité du développement, de tenir compte que le mouvement marxiste-léniniste, comme tout phénomène, se transforme continuellement et, en même temps, de donner une base objective à la définition de ses contours **sur la méthode pour réaliser l'unité.**

Tous les groupes avancent que l'unité des marxistes-léninistes passe par le développement de la lutte idéologique, de la lutte de ligne sur les questions fondamentales de programme. Toutefois, BU, Mobilisation et la Ligue affirment que la méthode proposée par EN LUTTE! évacue le débat de lignes. Ainsi la Ligue dit: "Comme toujours, EN LUTTE! propose d'abord une méthode, une forme organisationnelle pour l'unité avant de spécifier clairement la ligne politique qui doit être la base de cette unité." Or, il semble bien que "la façon" privilégiée par La Ligue pour réaliser l'unité du mouvement, ce soit la confrontation des positions entre EN LUTTE! et elle-même: "Ce n'est que par la confrontation directe de lignes entre EN LUTTE! et La Ligue que nous pourrons avancer dans la lutte pour l'unité du mouvement communiste. C'est bien sûr une bonne chose que d'autres groupes marxistes-léninistes parrainent ou participent à de tels débats, même si l'aspect essentiel consiste en la confrontation directe entre EN LUTTE! et La Ligue sur les questions principales de ligne idéologique et politique". Pour La Ligue, vouloir faire participer l'ensemble du mouvement au débat de lignes, c'est pratiquer l'ultra-démocratisme. C'est d'ailleurs ce qui l'amène à dire que la méthode d'EN LUTTE! ne vise pas à développer le débat de lignes, ni à éliminer les divergences politiques qui existent dans le mouvement marxiste-léniniste, "mais plutôt à les "enterrer", après 4 Conférences, par un vote majoritaire dans un Congrès, où compte-tenu des erreurs d'EN LUTTE! dans la définition de la composition du mouvement, les opportunistes risqueraient de se retrouver en majorité".

Pour sa part, Mobilisation, tout en reprenant pour l'essentiel les arguments de La Ligue, ajoute qu'il rejette la proposition d'EN LUTTE! qui équivaudrait à proposer deux niveaux d'unité des marxistes-léninistes, un niveau d'unité incomplète pour l'organisation de lutte pour le Parti et un niveau d'unité complète pour le Parti. Il interprète ainsi la proposition d'EN LUTTE!: "EN LUTTE! pense que si on s'entendait seulement sur l'organisation d'un Congrès de tous les marxistes-léninistes canadiens, nous pourrions suite à une lutte idéologique plus ou moins longue trancher les questions fondamentales par le vote. Quelle unité d'action reposant sur une soumission consciente pourrait-il y avoir dans une telle organisation? Supposons que 55% des membres pensent que l'ennemi principal est la bourgeoisie canadienne et que 45% pensent autrement, comment unifierons-nous l'activité de cette organisation? Ce ne serait pas possible à moins d'y aller à coups de décrets bureaucratiques".

Quand à BU, il affirme qu'EN LUTTE! préconise la même sorte d'unité que préconisaient les économistes, les mencheviks, les social-chauvins combattus par Lénine, et, de nos jours, le PCC(ml). C'est l'unité d'un parti social-démocrate de vieux type, l'unité qui n'est pas guidée par des principes, l'unité qui compromet et concilie avec l'opportunisme de droite et se livre ainsi à la bourgeoisie". Il affirme par ailleurs que l'unité des communistes ne peut être réalisée qu'en vainquant l'opportunisme de droite qui est hégémonique dans le mouvement, dont EN LUTTE! et La Ligue sont les plus important tenants. Comme les autres groupes, BU avance que c'est dans la lutte pour élaborer le programme de la révolution qu'on pourra vaincre l'opportunisme de droite.

Le processus général proposé par EN LUTTE! est simple: ayant défini de façon objective les contours du mouvement marxiste-léniniste, il s'agit d'y développer la lutte idéologique sur les questions essentielles de programme, en se démarquant des positions opportunistes. Les Conférences nationales et régionales auxquelles l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste et les éléments avancés de la classe ouvrière peuvent participer, sont des occasions privilégiées de mener cette lutte de lignes, d'opérer la démarcation entre l'opportunisme et le marxisme-léninisme, entre le vrai et le faux. Cette lutte contre l'opportunisme au sein du mouvement doit être liée à la lutte contre les opportunistes et les contre-révolutionnaires à l'extérieur du mouvement, tels le PCC(ml), le PC révisionniste, les diverses sectes trotskistes. Au terme de ce processus de délimitation du mouvement marxiste-léniniste et de démarcation au sein même du mouvement, les groupes marxistes-léninistes auront à adopter, réunis démocratiquement en Congrès, les programmes et les statuts de l'organisation de lutte pour le Parti."

Les arguments de La Ligue, Mobilisation, à l'effet qu'EN LUTTE! chercherait l'unité organisationnelle sans avoir atteint l'unité nécessaire sur les questions fondamentales de programme et de tactique sont sans fondement. Comme il est dit dans le premier numéro de la revue Unité Prolétarienne: "le programme de l'organisation.. devra tenir compte du développement actuel du mouvement, comporter les trois éléments principaux suivants: premièrement, formuler la voie de la révolution dans notre pays, ce qui inclut la détermination de la contradiction principale à résoudre à l'étape actuelle parmi toutes celles auxquelles la lutte pour le socialisme doit s'attaquer; deuxièmement, se prononcer sur la situation générale qui prévaut à l'échelle internationale et indiquer les tâches qui en découleront pour les marxistes-léninistes; troisièmement, définir la voie de l'édification du Parti Prolétarien au Canada et les tâches des marxistes-léninistes à cet égard. **C'est à un tel niveau que nous situons l'unité politique nécessaire à l'unification des marxistes-léninistes à l'étape actuelle.** Nous sommes bien conscients qu'une telle unité n'existe pas à l'heure actuelle, qu'elle reste à construire... (p. 19).

Une fois les positions clairement exposées et comprises dans tout le mouvement, une fois la démarcation opérée, l'unité organisationnelle se pose d'elle-même comme un geste nécessaire **pour tous ceux qui partagent une même ligne.** Si, au départ, l'ensemble du mouvement se reconnaît dans la plate-forme marxiste-léniniste, dans ce qui fonde son unité, il nous paraît possible, si l'esprit de Parti l'emporte, d'arriver à l'unité de tous les marxistes-léninistes sur un même programme qui fasse le point sur les questions centrales de ligne à l'étape actuelle (...). **Si nous arrivons à l'unité sur ces points, il n'y a pas de raisons de demeurer désunis"** (p. 31)

Il ne s'agit donc nullement comme voudrait le faire croire Mobilisation en particulier, que le **Congrès décrète** l'unité politique et idéologique sur les questions fondamentales de programme par le vote, ou que se produise la situation où 55% des participants défendraient telle définition de la contradiction principale et 45%, telle autre définition de la contradiction principale.

Certes, EN LUTTE! ne peut préciser exactement à l'avance quel degré d'unité sera réalisé sur chacune des questions fondamentales de programme autour desquelles le mouvement doit s'unir; c'est dans le cours du processus de démarcation, de la "lutte idéologique positive que nous verrons plus exactement quel degré d'unité sera atteint sur chaque question fondamentale et que le Congrès pourra "formaliser".

Cette conception s'oppose évidemment à celle de Mobilisation, suivant laquelle il n'y aurait qu' "un seul niveau d'unité", celui de l'unité complète, de "l'absolue identité de vue". Or, comme le dit le H.C.G.: "quand une certaine unité est atteinte, le conflit entre les idées continue". "L'unité est en effet relative, la lutte est absolue". S'il faut viser toujours à la plus grande unité et **si l'unité dans les questions fondamentales de programme et de tactique est nécessaire pour s'unir organisationnellement,** il faut voir aussi que la question du degré

d'unité qui doit être atteint pour former une organisation unique est aussi une "question historique" qui est déterminée par le degré de développement du mouvement marxiste-léniniste dans notre pays, et, en dernière analyse par le degré de développement de la lutte des classes.

Mais, la divergence la plus importante au niveau de la méthode pour réaliser l'unité, tient sans doute dans la conception différente du rôle que l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste doit jouer dans la lutte pour l'unité. Le October Study Group exprime cela ainsi: "Il y a une différence importante entre une méthode qui utilise l'expérience et une compréhension poussée pour accroître les capacités du mouvement entier (en y incluant les éléments les moins avancés) et une autre méthode qui utilise la justesse auto-proclamée de sa ligne pour intimider les moins avancés, les conduisant ainsi à sous-estimer leurs capacités, leur initiative et leur autonomie. Nous pensons que La Ligue commet l'erreur de vouloir traiter les adultes comme s'ils étaient des enfants qui devraient recommencer à grandir, mais "correctement" cette fois, parce qu'ils sont sous la surveillance de parents corrects". La participation pleine et entière de l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste est nécessaire justement "parce qu'aucun groupe, tout aussi large et expérimenté qu'il soit, n'est supérieur ou plus avisé que notre mouvement dans son ensemble et que les ouvriers conscients, et que c'est seulement la réflexion collective et la sagesse de tous les camarades qui peuvent forger les liens volontaires et l'unité d'acier que nous souhaitons". Car, comme ajoute le Long March Collective, "Autant la ligne dirigeante que l'organisation qui la soutient ne peuvent être établies qu'à travers une lutte qui explique le mouvement dans son entier."

Partie 3

Conclusion et perspectives

LA CONFERENCE SUR L'UNITE: UN POINT D'ARRIVEE ET UN POINT DE DEPART;

Parce qu'elle a permis l'exposition et la démarcation plus grande des différents points de vue sur l'unité présents au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien, parce qu'elle a concrétisé pour un grand nombre de marxistes-léninistes et d'éléments avancés de la classe ouvrière et du peuple le développement du mouvement à l'échelle du pays, sa force et sa vitalité, ses limites et ses contradictions, parce qu'elle a consacré pour ainsi dire l'unité des marxistes-léninistes canadiens au-delà des différences nationales, parce qu'elle a marqué une victoire sur le localisme et l'esprit de cercle, parce qu'elle a expérimenté un nouveau cadre de polémique au sein du mouvement marxiste-léniniste qui manifeste la volonté d'intensifier la participation des masses à la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes, EN LUTTE! considère que la Conférence sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens a été largement positive et qu'elle constitue un moment historique dans la marche en avant du jeune mouvement marxiste-léniniste. En ce sens, la Conférence constitue un point d'arrivée et un point de départ. Point d'arrivée, parce qu'elle est l'aboutissement d'une importante période de lutte contre l'opportunisme de droite, en particulier l'économisme, le localisme, l'esprit de cercle qui a permis, comme l'ont souligné les porte-paroles de plusieurs groupes, la ré-émergence même du mouvement marxiste-léniniste canadien, sa démarcation d'avec le réformisme et le révisionnisme, et le développement de son unité. Point de départ, parce que la Conférence, comme l'a dit le October Study Group, a été "la première occasion pour notre mouvement dans son ensemble, de révéler simultanément à toutes ses parties, aux communistes, aux ouvriers conscients, nos contradictions et nos confusions". Sur la base de cette connaissance, dont la diffusion sera davantage élargie avec la publication de la brochure rassemblant toutes les interventions faites à la Conférence, il est possible de porter la lutte à l'unité à un niveau supérieur et de l'intensifier considérablement. Comme le montre le bref tableau des convergences et des divergences que nous avons tenté de dresser, des divergences importantes existent même sur la question première à savoir quoi unir et comment l'unir: il faut donc développer de façon encore plus systématique et précise le débat, la lutte idéologique sur la question de la tactique pour réaliser l'unification des marxistes-léninistes. Mais, en même temps, il faut s'engager plus fermement dans le débat sur les questions essentielles du programme révolutionnaire, qui sont au coeur de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes. C'est dans ce sens qu'EN LUTTE! a diffusé une proposition pour la tenue d'une Conférence nationale sur la question de la voie de la révolution, en avril prochain à Toronto. C'est en ce sens qu'EN LUTTE! a publié dans le deuxième numéro d'Unité Prolétarienne son analyse de la situation internationale et des tâches qui en découlent pour les marxistes-léninistes, et qu'il diffusera dans ce troisième numéro, l'analyse qui fonde sa définition de la voie de la révolution canadienne. Sur la base des clarifications et des développements importants apportés à sa ligne politique par son deuxième Congrès, EN LUTTE! entend donc poursuivre et développer la lutte idéologique sur la question de l'unité des marxistes-léninistes et sur toutes les questions essentielles de programme.

Pour ce faire, les Conférences nationales sont une méthode privilégiée, bien sûr, mais non l'unique méthode. En fait il faut se saisir de tous les instruments, et de toutes les formes possibles pour intensifier le débat sur les questions fondamentales que pose le développement de la révolution prolétarienne dans notre pays, et dans ce sens EN LUTTE! entend promouvoir encore davantage la tenue de conférences régionales, locales, la parution de textes polémiques provenant de différents groupes marxistes-léninistes dans le journal et la revue, aussi EN LUTTE! réitère son appel à tous les groupes ou individus, particulièrement des ouvriers, qui voudraient prendre position sur la polémique au sein du mouvement, d'envoyer leur texte ou lettre au journal et à la revue, afin que leurs points de vue soient diffusés largement.

ET VIVE L'UNITE DES MARXISTES-LENINISTES CANADIENS!

EN AVANT POUR LA CREATION DE L'ORGANISATION MARXISTE-LENINISTE DE LUTTE POUR LE PARTI!

C
Cinéma
I
Information
P
Politique

Le C.I.P. produit et diffuse des films, vidéos, documents audio-visuels dans les buts suivants:

1- développer dans le prolétariat canadien une conscience claire de sa mission historique. Pour cela nous diffuserons largement des documents sur les luttes ouvrières, privilégiant ceux qui tenant compte des acquis du mouvement ouvrier international, mettent de l'avant la nécessité de la révolution prolétarienne, la nécessité de l'unité du prolétariat québécois et canadien. Ceux qui relient les luttes du peuple, les luttes des femmes et des minorités nationales aux tâches du prolétariat.

2- développer dans le prolétariat canadien une conscience claire de ses devoirs internationalistes en diffusant des documents qui font connaître les justes luttes anti-impérialistes des peuples du Tiers-Monde, les expériences et les acquis des peuples révolutionnaires de Chine, d'Albanie, de la Corée et du Vietnam, les luttes les plus exemplaires menées par le prolétariat des pays capitalistes impérialistes en Europe et aux Etats-Unis.

Dans ce travail de diffusion large des idées marxistes-léninistes et progressistes, le C.I.P. pour sa part, est prêt à collaborer avec tous les groupes ou les individus sur la base des objectifs visés par ses diffusions/productions. Il n'y a pas de préalable à notre collaboration que celui d'exiger de nos activités communes qu'elles servent l'intérêt du peuple, la juste lutte contre l'oppression et pour les droits démocratiques.

Procurez-vous notre catalogue, au C.I.P. ou à la librairie l'Etincelle, 4933 de Grand-Pré, Montréal, 844-0756. 844-0756.

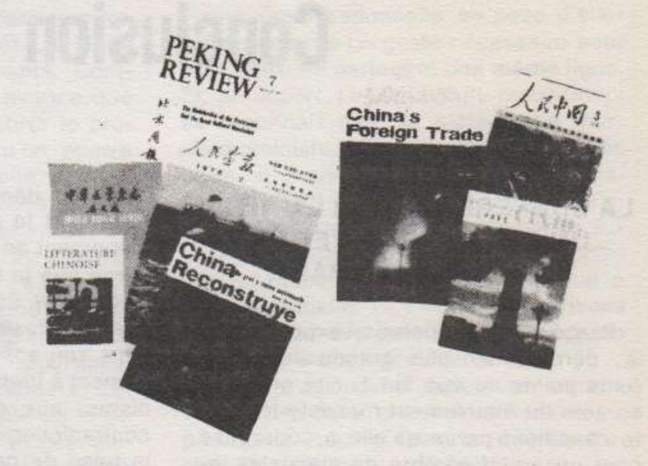
C.I.P. C.P. 399
Station Outremont, Montréal
2006 est, rue Laurier,
Montréal. Tél: 523–0285



Lisons et abonnons-nous aux revues chinoises et albanaises!

Pour connaître l'évolution du socialisme en Chine et en Albanie, lisons et abonnons-nous <u>aux revues chinoises...</u>

PEKIN INFORMATION (hebdomadaire: $4.50 par an)
LA CHINE EN CONSTRUCTION (mensuel: $3.00 par an)
LA CHINE (mensuel: $4.00 par an)
LITTERATURE CHINOISE (mensuel: $4.00 par an)
Pour prendre un abonnement, vous pouvez écrire à:
GUOZI SHUDIAN
P.B. 399 République Populaire de Chine.



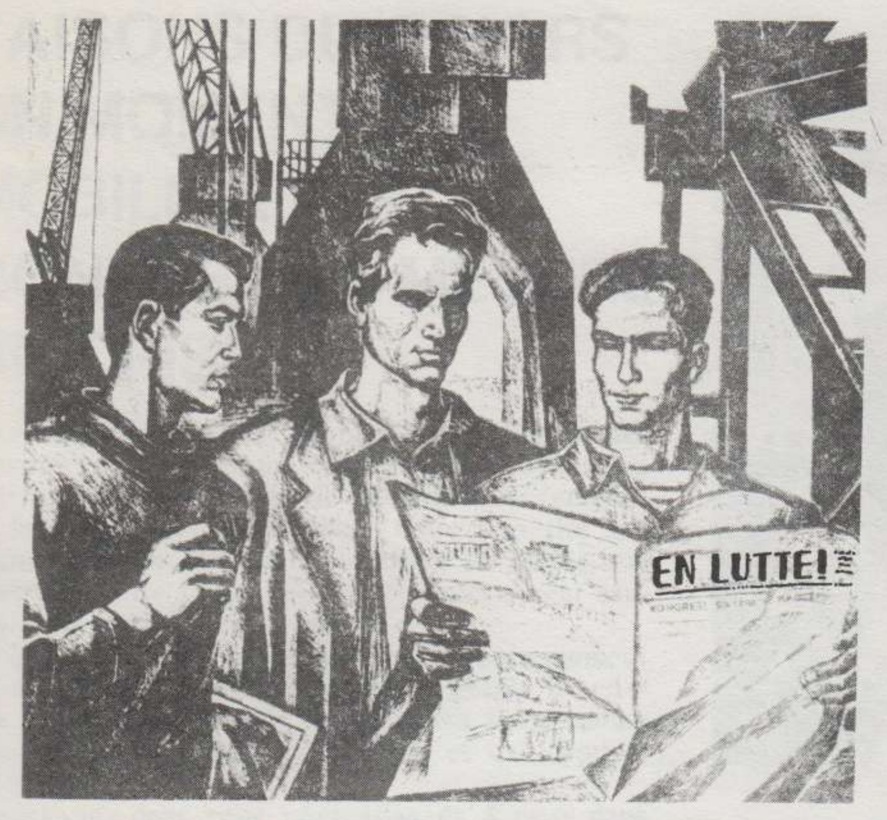
<u>... et aux revues albanaises</u>

ALBANIE AUJOURD'HUI (1 fois par deux mois, $3.00 par an)
ALBANIE NOUVELLE (1 fois par deux mois, $3.00 par an)



Vous pouvez aussi vous adresser à:
LIBRAIRIE L'ETINCELLE
4933 rue de Grand-Pré
Montréal
Tél.: (514) 844-0756

ou
LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUEBEC
290 rue de la couronne
Québec
Tél.: (418) 522-2186



Voici la liste des adresses à travers le pays où l'on peut contacter **EN LUTTE!**:

Halifax: **Boîte postale 7099, Halifax-Nord, Nouvelle-Ecosse.**
Montréal: **(514-844-0756), 4933 De Grand Pré, Montréal, Québec.**
Québec: **(418-522-2186), 290 de la Couronne, Québec.**
Rouyn-Noranda: **C.P. 441, Noranda, Québec.**
Toronto: **B.P. 841, Station "A", Scarborough, Ontario.**
Régina:
Vancouver: **B.P. 1027, Station "A", Vancouver, Colombie-Britannique.**

Pour vous abonner ou correspondre: 4933 De Grand Pré, Montréal

(Faites vos chèques à l'ordre d'EN LUTTE!)

Abonnements

☐ régulier d'un an $7.00

☐ de soutien $10.00 et plus

Nom . . . .
Adresse . . . .
Occupation . . . .
Lieu de travail . . . .

EN LUTTE!

Pour la création du parti prolétarien canadien (marxiste-léniniste)

FAISONS DU 14 OCTOBRE UNE JOURNÉE DE GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LES MESURES TRUDEAU!

9 octobre 1976 à Montréal — CÉLÉBRATION DU 3e ANNIVERSAIRE D'EN LUTTE!

IMPÉRIALISTES AMÉRICAINS, BAS LES PATTES DE LA COREE!

Camarades ouvriers et amis!

Participez à la construction de notre journal à l'échelle du pays! Devenez correspondant d'EN LUTTE!

Pour répondre à notre appel, vous n'avez qu'à envoyer les renseignements suivants à la librairie l'Etincelle à Montréal, au 4933, rue de Grand Pré.

Nom: . . . .
Adresse: . . . .
Ville ou région: . . . .
Province: . . . .
Secteur d'activité: . . . .
Lieu de travail (s'il y a lieu): . . . .

LIBRAIRIE L'ETINCELLE

4933, de Grand Pré,
Montréal, tél.: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph, métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 10h. à 18h.
Jeudi, Vendredi de 10h. à 21h.
Samedi de 10h. à 17h.

LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUEBEC

290, de la Couronne, Québec
C.P. 3308, St-Roch, tél.: (418) 522-2186

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 12h. à 17h.
Jeudi, Vendredi de 12h. à 21h.

Livres et periodiques marxistes-léninistes du monde, publications sur la lutte de classe au Canada et sur la lutte de libération dans le Tiers-Monde. Toutes les publications d'EN LUTTE! (journal, revue, brochures, posters). Marxist-Leninist works are also available in English.

FAISONS DU 8 MARS UN MOMENT DE MOBILISATION CONTRE LES MESURES DE CRISE



La célébration de la Journée Internationale des Femmes est devenue au Canada et dans le monde un fait marquant de la lutte de libération des femmes, de la lutte pour le socialisme. Cette fête tire son origine de mars 1957 où les ouvrières du textile manifestant contre la journée de 12 heures furent sauvagement réprimées par la police.

Cette année encore le 8 mars doit être un moment privilégié pour toutes les femmes du peuple de crier leur haine du capitalisme qui maintient l'exploitation effrenée des ouvrières, travailleuses et qui opprime les ménagères.

Inscrivons donc cette célébration du 8 mars dans la lutte contre les mesures de crise, et cela côte à côte avec nos frères de classe.

Le 8 mars 1977 doit aussi voir se mobiliser les masses ouvrières et populaires dans la lutte pour les droits démocratiques que la bourgeoisie nie depuis longtemps aux ouvrières et femmes du peuple. A travail égal, salaire égal! Le droit aux garderies gratuites, aux congés de maternité payés, le droit au Travail!

Profitons du 8 mars pour intensifier la lutte contre les solutions réformistes "féministes" à l'oppression des femmes. Luttons ensemble avec nos frères de classe contre notre ennemi à tous, la bourgeoisie canadienne et son état qui tente de nous diviser, de nous opposer entre nous et de faire passer la lutte des classes pour la lutte entre hommes et femmes.

Aussi mobilisons-nous pour une semaine du 8 mars dans nos quartiers, lieux de travail, écoles, cuisines, de l'est à l'ouest du pays.

Profitons du 8 mars pour affaiblir notre ennemi:

o Unissons-nous avec nos frères de classe dans la lutte contre les mesures de crise de la bourgeoisie!

o Participons à l'organisation de la semaine du 8 mars, organisons des assemblées dans nos quartiers, lieux de travail... sur les mesures de crise et leurs effets sur nos conditions de travail et de vie!

o Intensifions la lutte pour la reconnaissance de nos droits démocratiques les plus élémentaires et profitons-en pour faire connaître toutes les formes de discrimination que nous subissons et les luttes que nous menons contre elles.

"Une femme libre ne peut vivre que dans une société libre"

Camarades ouvriers, camarades et amis,

Sans le développement d'une propagande de masse communiste, l'avant-garde ouvrière n'a pas de réponse aux fausses solutions bourgeoises, et pas d'arme offensive pour s'éduquer sur ses tâches révolutionnaires. Elle est vouée à chercher sa "boussole" comme on cherche une aiguille dans une botte de foin.

Mettre sur pied une revue de propagande correspond donc à l'affirmation générale qu'à la première étape de la construction du Parti prolétarien, c'est la propagande qui permet d'amener les éléments avancés du prolétariat à une conscience communiste et dynamique, de transformer ces leaders ouvriers en dirigeants révolutionnaires. Mais ce n'est pas suffisant: il faut aussi que la création d'une revue de propagande d'EN LUTTE! réponde aux conditions de la première étape au Canada.

Le développement sans pareil du mouvement ouvrier canadien impose aux communistes de réaliser leur unité. Alors que dans le pays le mouvement marxiste-léniniste est dispersé et que sa fusion au mouvement ouvrier ne fait que s'amorcer, la nécessité d'un organe théorique marxiste-léniniste devient crucial. EN LUTTE! doit donc prendre en main systématiquement la tâche d'intensifier la lutte pour l'unité et d'y développer la lutte de lignes articulée autour du programme politique; autrement, le ralliement se trouvera compromis, et la division et l'éparpillement risquent d'élargir la voie du développement de l'opportunisme.

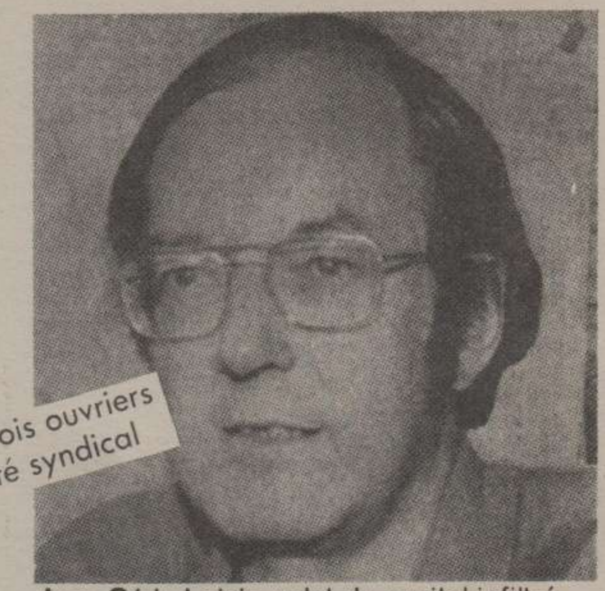
La création d'une revue théorique est donc une nécessité objective au moment où nous mettons en marche notre plan de lutte pour l'unification des marxistes-léninistes canadiens. Car pour que l'unité soit une unité de fer, elle doit se forger autour d'un programme politique clairement articulé.

Organisons-nous pour lire collectivement la revue. Transmettons nos critiques. Organisons dans nos usines, nos quartiers, nos syndicats, nos écoles, nos familles, des campagnes d'abonnements qui assureront le soutien financier au travail de propagande communiste.

L'anti-communisme: tactique bourgeoise pour diviser le peuple et saboter sa lutte

Section 4. Aucune personne ne peut être admise comme membre ni être présentée comme candidat, ni être élue ou nommée à quelque poste que ce soit, ni occuper un tel poste, ni être membre de quelque comité que ce soit dans le Syndicat international ou dans un Syndicat local, ni agir en qualité de délégué du Syndicat international ou d'un Syndicat local, si elle est membre ou partisan ou si elle participe activement aux activités du parti communiste, du Klu Klux Klan ou de toute autre organisation fasciste, totalitaire ou subversive hostile aux principes démocratiques auxquels adhèrent les Etats-Unis, le Canada et notre Syndicat.

(tirée des STATUTS du Syndicat international des Métallurgistes unis d'Amérique, .)



Jean-Gérin Lajoie, valet du capital infiltré dans le mouvement ouvrier, s'apprête aujourd'hui à prendre la tête de la lutte anti-communiste au Québec

Taxés d'avoir des idées communistes, trois ouvriers refusent de ''parader'' devant un comité syndical

''Méchants'' communistes





Pendant les annees 30